

JACQUES DUBOIN

# LIBERATION

Des bras à la machine.  
De la disette à l'abondance.  
De l'échange à la distribution.

## AVANT-PROPOS

*Il ne faut pas, dit-on, devancer son siècle.*

*D'accord, mais si le siècle est très fâcheusement en retard ? Si le siècle, qui a déjà réalisé plus de progrès scientifiques que tous ceux qui le précédèrent, n'a pas encore compris qu'une révolution nécessaire était en cours dans le monde ?*

*Soucieux tout aussi peu de fâcher le public que de lui plaire, l'auteur se bornera à essayer de démontrer que les événements sont liés les uns aux autres par une fatalité invincible et qu'il est inutile de s'insurger contre les choses.*

*Prométhée, en dérobant le feu du ciel pour animer les hommes, avait irrité Jupiter qui le fit enchaîner. Mais Hercule le délivra et, libre de ses mouvements, il heurta du pied notre fourmière sociale, plongeant les pauvres petites fourmis que nous sommes dans un désarroi indescriptible. Avec une naïve mauvaise foi, chacune rejette sur la voisine la responsabilité de ses déboires. Certaines surexcitent encore les passions et font jaillir la haine, arguant qu'une bonne trique fera infailliblement renaître le passé; ce sont les méchants utopistes d'aujourd'hui qui rêvent de nous ramener au gland quand nous avons du blé...*

*Serait-il impossible de voir les faits ? Ils nous rassureraient sur le jour merveilleux qui se lève. Il suffit d'abandonner un lourd bagage de préjugés, car l'homme qui s'en encombre rappelle fâcheusement la chèvre attachée à son piquet et peut mesurer son préjugé à la longueur de la corde. Pourquoi accepter les idées toutes faites qu'on impose au nom de doctrinaires qui vécutrent en d'autres temps ?*

*Le lecteur féru de politique n'a qu'à fermer ce livre; il n'y trouvera rien qui puisse nourrir sa passion. La politique, hélas, ne sert plus guère qu'à la défense des intérêts particuliers. Elle divise, alors que l'économique unit en démontrant aux hommes leur solidarité. Adhérer à un parti, n'est-ce pas un peu permettre de confisquer sa pensée? Si même elle se trouve au repos dans une prison dont les grilles sont peintes aux couleurs préférées, est-il interdit de risquer un œil au dehors ?*

*On découvre alors qu'il ne s'agit plus de dépouiller celui qui possède, mais de faire posséder celui qui n'a rien. La science a fait ce miracle en créant l'abondance.*

*Encore du socialisme, pensera l'individualiste convaincu d'échapper seul à la misère stupide du temps présent. C'est oublier que le socialisme ne consiste pas à défendre, dans le régime, les intérêts d'une seule classe, mais à établir la suprématie de l'intérêt général sur l'intérêt particulier.*

*Au reste, le choix n'est pas possible ; tout au plus peut-on encore imiter des autruches le geste irréfléchi.*

*PREMIERE PARTIE*

L'ÉCONOMIQUE

## CHAPITRE PREMIER

### APRÈS AVOIR ÉTÉ RARES PENDANT DES MILLIERS D'ANNÉES, LES PRODUITS UTILES AUX HOMMES AUGMENTENT BRUSQUEMENT D'UNE FAÇON PRODIGIEUSE. C'EST LA SCIENCE QUI FAIT CE MIRACLE.

Si, dès qu'il apparut sur la terre, l'homme avait trouvé à sa disposition tout ce dont il avait besoin, la science économique n'aurait jamais vu le jour, puisqu'elle est l'étude des voies et moyens dont les hommes se servent pour créer et se distribuer les richesses matérielles.

Mais l'homme de la préhistoire, comme le sauvage d'aujourd'hui, ne trouve guère sans efforts que l'air qu'il respire: il doit lutter contre la faim, la soif, les intempéries et les dangers qui l'environnent. Il mène l'existence des animaux et, comme eux, pratique l'autarcie individuelle. Manger ce qu'on trouve, s'abriter dans la caverne qu'on rencontre, se couvrir de la peau de l'animal qu'on a réussi à terrasser, n'est-ce pas bénéficier de cette liberté individuelle totale dont on nous vante si haut les bienfaits? Malheureusement elle ne procure qu'une atroce misère et l'homme ne tarde pas, pour y échapper, à faire troupe avec quelques compagnons aussi déshérités. Cette association a pour objet d'augmenter le nombre des choses utiles dont ils ont besoin, c'est-à-dire *produire* ce qui leur manque. Produire au maximum, afin d'avoir le plus possible à se partager. Tel a été et tel reste le but principal de toutes les sociétés humaines.

Mais l'importance de la production des choses utiles dépend précisément des moyens dont on dispose; on cherchera à les perfectionner et à les rendre plus puissants. Ce sera l'œuvre de l'intelligence qu'une division du travail permet de libérer au profit de la communauté. Le mode de production aura donc une influence certaine sur la civilisation puisqu'il est la base de tout l'édifice social. Ceci n'a même pas besoin d'être expliqué tant il paraît évident que les procédés dont se servent les hommes pour créer les choses dont ils ont besoin établissent entre eux des rapports dérivant de la manière dont ils se divisent les tâches nécessaires. Cette division du travail se modifiera continuellement sous l'influence des progrès réalisés par la science, puisque ses applications transforment les techniques de la production.

Cependant, à toute division du travail doit correspondre un certain mode de répartition des produits qui, dans une économie individualiste, donne naissance aux intérêts particuliers. La politique intervient alors pour la défense de ces intérêts particuliers qui se heurtent au fur et à mesure des progrès réalisés par le mode de production. Ces mêmes intérêts particuliers, après avoir pris d'abord la forme d'usages et de coutumes, se concrétisent plus tard sous la forme du droit. On ne disconvient pas que l'ordre social, à son tour, inspire les conceptions philosophiques, morales et artistiques qui évoluent avec les étapes de la civilisation.

Dès que le progrès technique apporte des modifications profondes dans la division du travail, celles-ci devraient *ipso facto* provoquer parallèlement des modifications dans la distribution des produits. Mais la puissance de l'habitude, qui nous pousse à procéder toujours d'une manière uniforme, vient opposer les traditions pour conserver des méthodes longtemps après qu'elles ont perdu leur utilité. Les préjugés se révoltent instinctivement contre tout ce qui devrait modifier notre manière de penser. Ajoutons enfin que la peur de tout perdre, chez quelques-uns, fait obstacle longtemps aux adaptations nécessaires. Une révolution peut devenir obligatoire pour bousculer un ordre social périmé, dont les incohérences et les injustices sont devenues odieuses. Mais pareille révolution n'entraîne, en fin de compte, que des conséquences juridiques car elle se borne à substituer des lois nouvelles à des lois devenues caduques parce que ne correspondant plus au nouvel état de choses.

Quel guide peut-on choisir pour nous conduire à travers les progrès réalisés par la production? Le meilleur paraît être l'énergie ou, si l'on préfère, la force motrice dont disposent les hommes au cours de leur histoire.

C'est ce guide qui a permis de distinguer l'état sauvage où l'homme est réduit à sa seule énergie et quête sa subsistance. Puis le régime pastoral où l'homme ajoute à sa seule énergie celle de quelques animaux: cheval, bœuf, âne, chameau, éléphant qu'il est parvenu à domestiquer. C'est à ce moment que la production - au sens économique du mot - commence avec le tissage d'étoffes grossières.

L'énergie a permis encore de distinguer l'époque où les hommes, ne connaissant que le moulin à bras, ne pouvaient entreprendre que l'industrie familiale; l'énergie nécessaire était fournie par les esclaves. Cette période correspond à l'antiquité.

Une autre époque se caractérise par le moulin à eau qui donne naissance à l'industrie artisanale. L'esclavage disparaît et se transforme en *servage*. C'est le Moyen Age. Enfin avec le moulin à vapeur commence l'époque de la grande industrie qui concentre les capitaux et les travailleurs: le servage prend la forme du *prolétariat*.

Continuant dans nos recherches à faire choix de la *force motrice dont dispose l'homme pour la production*, nous remarquerons qu'en vertu de la loi du moindre effort, l'homme cherche constamment à utiliser les forces naturelles qui sont à sa portée. Lesquelles va-t-il d'abord pouvoir maîtriser? Les plus faibles, car lui-même étant faible, son bagage scientifique est très léger et les moyens de réalisation dont il dispose sont bien modestes: il dompte le cheval, le bœuf, l'âne, le chameau, l'éléphant; il oblige d'autres hommes à travailler pour lui. Devenu plus puissant, il s'attaque à des forces naturelles plus puissantes: il utilise le vent pour actionner les ailes d'un moulin, la force d'un cours d'eau pour faire mouvoir une roue. Ces forces sont intermittentes et il doit profiter de toutes occasions favorables pour s'en servir. Mais soudainement ses connaissances scientifiques lui permettent de s'attaquer à beaucoup plus puissant encore: il parvient à dégager la force inépuisable qui dort dans la houille, puis la force explosive que recèle le pétrole, enfin celle que produisent sans arrêt les chutes d'eau, l'électricité.

Chaque énergie nouvelle est plus formidable que la précédente parce que l'homme, mieux armé, dispose de moyens d'action plus considérables.

Mais nous découvrirons aussi, qu'au fur et à mesure que les progrès de la technique accroissent le pouvoir de l'homme sur la matière, ils diminuent logiquement celui qu'il exerçait sur ses semblables.

Le guide infailible qui nous permet d'explorer le labyrinthe de la production va nous permettre de distinguer deux périodes dans l'histoire de l'humanité: la première dure des milliers d'années, pendant lesquelles l'homme, pour subvenir à ses besoins, ne dispose guère que de la force de ses bras et de celle des animaux domestiques à laquelle il adjoint, exceptionnellement, la force du vent et du courant d'une rivière. Au total, tout cela ne représente guère qu'un ou deux dixièmes de cheval-vapeur par jour et par habitant.

La seconde, l'ère de l'énergie, commence à peine, puisqu'elle débute en 1775, avec l'invention de la machine à vapeur. Elle fournit d'abord à la production la force motrice tirée de la houille. Puis, brusquement, en l'espace de quelques années, la production utilisera les forces du pétrole et de l'électricité. Alors, très rapidement, la production va prendre un développement prodigieux puisque l'homme, dans quelques grands pays modernes, dispose maintenant de trente à cinquante fois plus d'énergie qu'il n'en avait eu à son service pendant des milliers d'années.

Ce bond fantastique va permettre de tout transformer, car l'homme augmentera le rendement de certaines machines et en inventera de nouvelles; il rationalisera les méthodes de travail et le travail lui-même; il substituera des produits à d'autres produits, etc.. Ces progrès inouïs, bousculant les techniques au fur et à mesure qu'elles apparaissent, vont surgir dans un temps très court puisque, en 1900, nous ne possédions encore qu'une faible partie de l'outillage gigantesque d'aujourd'hui.

Cette multiplication surprenante des moyens de production exigerait d'interminables descriptions, car on la constate dans tous les domaines. Les transports maritimes et terrestres, toute l'industrie de transformation, l'agriculture elle-même, s'en trouvent bouleversés, rénovés et surtout amplifiés dans des proportions invraisemblables. Les premières machines à vapeur nous paraissent déjà appartenir à la préhistoire. C'est qu'on a utilisé l'enveloppe de vapeur, puis des pressions de plus en plus élevées, puis la surchauffe, enfin la détente fractionnelle qui, augmentant la puissance utile, multiplie encore le rendement.

L'invention de la turbine à vapeur a fait naître les machines rotatives, les compresseurs, et donna à la navigation un essor nouveau. Le pétrole, grâce au moteur à explosion, a transformé en quelques années les moyens de communication, avec l'automobile et l'aviation. D'autres carburants lui ont fait cortège: benzol, gaz des hauts fourneaux, alcool carburé, gaz pauvre, etc... Diesel découvre le moyen, par la forte compression de l'air, d'utiliser dans les moteurs des matières de plus en plus communes: les huiles végétales et animales à l'état brut, les résidus de distillation de l'huile de schiste. Ce moteur s'est substitué aux turbines à vapeur des navires et il actionne certaines centrales électriques.

Grâce à la découverte de Gramme (la dynamo date de 1872) il devient possible de faire travailler la même machine soit comme génératrice de courant, soit comme moteur. Faut-il insister sur le bouleversement dont elle fut la conséquence? On va pouvoir, avec de puissantes turbines, produire l'électricité au charbon et à la lignite, enfin l'emprunter directement à la force hydraulique.

Cela donne le téléphone, le télégraphe, l'éclairage des villes et des campagnes, le chauffage, la traction électrique, l'électrometallurgie, l'électrothérapie, le cinéma, la radiophonie, la T.S.F., etc.. Que fallait-il? Trouver le moyen de transporter l'énergie électrique à distance. Les premières expériences décisives datent d'une quarantaine d'années. Aujourd'hui, par les lignes d'interconnexion équipées en 220.000 volts, l'énergie électrique des Alpes et des Pyrénées peut être utilisée sur n'importe quel point du territoire.

Nous citerons pour mémoire l'industrie des colorants dérivés du goudron de houille et toutes les découvertes de la chimie industrielle.

On voit donc que, parallèlement à l'accroissement inouï des forces motrices disponibles, les inventions qui se succèdent, en permettant d'augmenter continuellement le rendement, accélèrent la grande relève des hommes par la machine.

Signalons dans cet ordre d'idées que le travail à la chaîne, imaginé pour permettre d'obtenir, en un temps donné, le maximum de travail, a conduit l'ingénieur à accélérer le plus possible le mouvement de la chaîne, en simplifiant à l'extrême les opérations à effectuer dans l'unité de temps, et en augmentant le nombre des opérations. Seuls les ouvriers les plus vigoureux et les plus habiles pouvaient ainsi conserver des emplois qui se raréfiaient sans arrêt<sup>1</sup>. Mais voici qu'afin d'activer encore la fabrication, on est parvenu, grâce à des chronométrages, à déterminer le temps le plus court où des mouvements, simplifiés à l'extrême, pouvaient encore être exécutés par des hommes. En mécanisant ainsi le travail humain, on réussissait non seulement à supprimer encore de la main-d'œuvre, mais à utiliser au maximum les forces du travailleur. Alors, de progrès en progrès, on est parvenu à faire exécuter l'ouvrage par *des machines* faisant mécaniquement les gestes de l'ouvrier. Le tapis de montage défile entre deux rangées de machines-outils, approvisionnées automatiquement, infatigables, précises et peu exigeantes.

Nous conseillons à notre lecteur de se reporter au livre "*Pauvre Français*", qu'ont écrit les techniciens du groupe Dynamo. Il y trouvera de nombreux exemples où l'ancien travail humain a presque entièrement été remplacé par le travail mécanique exécuté par une machine mue par une force motrice quelconque<sup>2</sup>.

L'ouvrier a été promu au rang de conducteur de la machine. Les progrès de la technique ont été plus lents en agriculture car on s'est heurté aux préjugés très tenaces des campagnards, à la dispersion des producteurs, aux obstacles d'ordre biologique plus difficiles à franchir que ceux d'ordre physico-chimiques<sup>3</sup>.

Cependant les transformations des moyens de production se sont succédé, depuis une cinquantaine d'années, à une cadence de plus en plus rapide, en particulier dans les pays neufs où la grande culture a opéré des miracles.

---

<sup>1</sup> Ce sujet a été traité dans "La Grande Révolution qui vient" et dans "Pauvre Français".

<sup>2</sup> . En voici quelques-unes:

Machines automatiques à mesurer, classer, contrôler, vérifier les pièces, soit en les mesurant, soit par le poids, avec élimination des pièces défectueuses.

Machine à classer en huit catégories les fers-blancs par le poids, avec prises automatiques des feuilles.

Machine automatique à huit postes pour l'usinage des carcasses de pistolets Browning faisant des opérations de fraisage perçage et alésage avec ébauche et finition.

Machine automatique à tronçonner les barres d'acier ou tous autres métaux avec distributeur automatique des barres préalablement mises dans un magasin.

Machine automatique à rectifier à l'enfilade des axes de pistons.

Machine automatique à peser et mettre l'huile ou les liquides en bidons de 5 kilos (production 12 bidons à la minute).

Machine automatique à peser, paqueter les produits en grains, en poudre (production 25 paquets à la minute).

Machine automatique à mouler et envelopper d'étain les portions de fromage, carrées, rondes, etc....

Machine automatique à grande production à faire imprimer les tubes en papier enveloppant les petits-suisses (150 tubes à la minute).

Machines à dénoyauter et déqueuter les cerises (production 1 wagon en 16 heures).

Machines permettant de découper, rainurer et imprimer en trois couleurs les boîtes pliantes en carton.

Etc.

<sup>3</sup> . Lire le beau livre de René Dumont "*Misère ou prospérité paysanne?*"

Sans entrer dans le détail des progrès réalisés au Canada, aux États-Unis, en Argentine, en Russie et, plus près de nous, dans l'Afrique du Nord, nous pouvons, sans quitter la France, pays de petite et moyenne culture, mesurer le chemin parcouru pendant ces dernières années.

En se servant de la faux, un bon ouvrier coupait la récolte de 30 à 40 ares par jour. En se servant d'une faucheuse attelée de deux chevaux, il fait le même travail dans le septième du temps.. Avec une faucheuse à moteur et une barre de coupe de 2 mètres de large, il peut couper la récolte de 5 hectares dans une journée de sept heures.

La moissonneuse-lieuse, traînée par tracteur, accomplit ce même travail sur 8 hectares.

Les déchargeurs de récoltes à griffes et les ponts roulants réduisent le travail d'engrangement dans une proportion qui varie entre 50 et 80%.

La charrue, le semoir à engrais, le semoir à graines et la herse défilaient autrefois dans le champ auquel on voulait faire produire du blé. Cette succession de travaux exigeait, par hectare, 11 journées d'homme et 19 journées de bœufs.

En attelant tous ces instruments à un tracteur, il suffit aujourd'hui de 2 journées d'homme et d'une journée de tracteur.

Les bineuses automobiles pour betteraves, dont les pièces qui travaillent ne sont plus remorquées mais portées par un tracteur monté sur pneus, permettent de traiter de 12 à 15 hectares par jour, avec un seul ouvrier.

Dans les vignes, un pulvérisateur automobile répand la bouillie bordelaise sur 5 rangs de ceps plantés sur 900 mètres, de sorte qu'un seul homme peut traiter 45 hectares par jour; alors que le vigneron, avec un pulvérisateur sur le dos, traite péniblement 1 hectare dans sa journée.

Le progrès dans le machinisme agricole permet non seulement une économie considérable de main-d'œuvre, mais encore d'accélérer les travaux au moment que les conditions atmosphériques rendent opportun. Les fameuses *combines* sont employés couramment dans les pays neufs. Les États-Unis en utilisent 60.000, la Russie 52.000, l'Argentine, le Canada, l'Australie s'en servent également. La France n'en compte guère qu'une centaine, c'est-à-dire moins que le Chili, en raison du grand morcellement de la propriété; l'Algérie en utilisait 400 en 1929.

Le beau livre de René Dumont "*Misère ou prospérité paysanne?* " contient bien d'autres indications sur les réalisations techniques dont notre temps peut s'enorgueillir.

## CHAPITRE II

### LA PRODUCTION A PRIS UN ESSOR CONSIDÉRABLE QUI DEVRAIT FAIRE RÉGNER L'ABONDANCE, MAIS COMME LA PRODUCTION FINIT PAR CROÎTRE EN MÊME TEMPS QU'AUUMENTE LE CHÔMAGE, C'EST LE PROBLÈME DE LA CONSOMMATION QUI VIENT SE SUBSTITUER À CELUI DE LA PRODUCTION.

Dans les pays modernes, supérieurement équipés en outillage, forces motrices etc... les progrès de toutes les techniques ont permis à la production de faire des bonds prodigieux au cours des années qui précédèrent et suivirent la guerre. Le monde était en route vers l'abondance lorsque cette marche triomphale s'arrêta brusquement entre 1929 et 1931, époque où apparut la crise. Mais n'anticipons pas. Jetons un regard rapide sur l'importance des rendements qu'on avait réussi à obtenir, quitte à examiner ensuite pourquoi cette progression ne s'est pas poursuivie comme le permettait un potentiel de production qui, loin de diminuer, s'est encore accru au cours des dernières années.

Mais comment mesurer les progrès de cette production? Peu de pays ont des statistiques bien établies; dans d'autres, comme le nôtre, elles sont inexistantes ou mensongères. Circonstance plus grave encore, presque toutes les statistiques officielles ne donnent le chiffre que des produits *vendus*. Or un producteur ne parvient pas toujours à vendre toute sa production; dans bien des cas son entreprise n'a fonctionné qu'à capacité réduite, précisément pour éviter de constituer des stocks invendables. Les chiffres que nous avons pu nous procurer sont donc sûrement un peu au-dessous de la production réelle, et souvent fort inférieurs à ceux de la production *possible*. Quoi qu'il en soit ils sont suffisamment impressionnants pour permettre de se rendre compte des récents progrès de la production dans les pays modernement équipés. C'est ainsi que, dans les 13 années qui ont précédé la guerre, la production mondiale de la houille a *doublé*.

Dans le même laps de temps la production mondiale du coton a *quintuplé*.

En dix années, (1905 à 1915) la production du caoutchouc a presque *triplé*.

En vingt années, la production mondiale des métaux, autres que l'or et l'argent, a *doublé*.

Voici deux sources d'énergie : le charbon et le pétrole. En 63 ans la production de ces deux matières premières a augmenté *dix-sept fois*.

Il est inutile de dire que la fabrication des produits ouvrés a suivi une marche ascendante, dans bien des cas parallèle à celle des matières premières.

En ce qui concerne les produits agricoles, nous citerons l'exemple de la France, en rappelant que la récolte excédentaire de blé de 1934, a été obtenue alors que la surface emblavée était inférieure d'un million d'hectares à ce qu'elle était avant guerre, époque où nous importions presque régulièrement du blé étranger.

Cette augmentation sensationnelle du rendement à l'hectare est due aux engrais chimiques; aux graines sélectionnées; à l'emploi des chevaux-vapeur; enfin aux progrès réalisés dans l'enseignement agricole. Signalons encore qu'aujourd'hui toutes les terres peuvent fournir du blé, alors qu'il y a cinquante ans, la jachère était d'un usage courant sur une bonne moitié des superficies. On estime même que si tous nos agriculteurs appliquaient les méthodes les plus perfectionnées, notre production de blé doublerait peut-être encore.

Les États-Unis nous offrent les statistiques les plus correctement établies. C'est sur leur immense territoire que la production a pris une extension considérable grâce à l'équipement remarquable et aux forces motrices naturelles dont ils disposent. En une quinzaine d'années leur production d'objets manufacturés passe du simple au triple, leur production d'acier de 1 à 20. Ce prodigieux essor industriel se poursuit jusqu'à la guerre, et s'amplifie après la tourmente jusqu'à atteindre son apogée avec les années de la *grande prospérité* dont on n'a pas perdu le souvenir.

Quelle conclusion logique devrait-on en tirer sur la condition sociale des hommes? C'est que des réalisations matérielles pareilles devraient avoir fait du plus pauvre un être à l'abri du besoin. Or, tout au contraire, on découvre, en 1929, que ces productions inouïes s'entassent en stocks inutiles parce qu'on ne parvient plus à les vendre. Le 24 octobre 1929 la panique s'empare de la Bourse de New-York et une crise financière sans précédent secoue les États-



Unis, bientôt suivie de la crise industrielle qui, de proche en proche, s'étend à tous les grands pays modernement équipés.

La production américaine, arrêtée brusquement dans son ascension, fait machine arrière. Et à quelle allure? Le *Federal Reserve Board* va nous en donner une idée pour les industries les plus importantes. Si l'on prend l'indice 100 pour la période 1923-1925, la production s'était élevée à 114,5 en juin 1929. Elle tombe à 89,2 à la fin de l'année. Pendant toute l'année suivante (1930), la baisse se poursuit et l'indice tombe à 73,9 au mois de décembre. Au cours de l'année 1931, la chute s'accroît encore et l'indice tombe à 66,7 fin décembre. Au milieu de 1932, il s'effondre à 52,3.

Que s'est-il donc passé? C'est que si le problème de la production était résolu, celui de la consommation venait de se poser d'une manière tragique. Plus de 12 millions de chômeurs et leurs familles sans ressources; des millions de cultivateurs ruinés; les banques assiégées réclamaient un moratoire général que le Président Roosevelt dut signer au moment précis où il prenait possession de la présidence des États-Unis.

Mais la description de ces désastres, et de ceux qui apparaissent bientôt dans les autres pays, formeraient seuls la matière d'un ouvrage considérable.

Il faut nous borner à exposer que les États-Unis, les premiers, venaient de parvenir au point où, grâce aux progrès vertigineux de la technique, la production des richesses pouvait croître en même temps que le chômage. Leurs statistiques permettent de le préciser avec la netteté désirable.

Si l'on étudie la situation économique des États-Unis en 1914, et qu'on désigne par l'indice 100 le volume total de leur production, et par le même indice 100 le total des travailleurs employés à cette production, le phénomène dont nous parlons va apparaître par l'examen de cette même situation au cours des années suivantes.

En effet, en 1919, l'indice de la production a passé de 100 à 147, tandis que l'indice des travailleurs a passé de 100 à 129. De 1914 à 1919 la production a cru plus vite que le nombre des travailleurs.

En 1924, la production s'est élevée de 147 à 158. Or le nombre des travailleurs, au contraire, s'est abaissé de 129 à 116. Une production plus forte a nécessité l'emploi de beaucoup moins de travailleurs.

Enfin, en 1927, la production a passé de 158 à 170; tandis que le nombre des travailleurs est descendu encore de 116 à 115.

En faisant les mêmes observations sur une période plus longue, le phénomène se constate d'une manière encore plus saisissante :

De 1900 à 1920, la production des États-Unis a augmenté en moyenne de 70 %.

Pendant ce même laps de temps le nombre des travailleurs n'a augmenté que de 40 %.

Mais, de 1920 à 1929, les techniques ont réalisé de tels progrès, qu'alors que la production augmentait encore de 25 %, le chiffre des travailleurs baissait de 7 %.

Dans des ouvrages précédents nous avons écrit qu'il s'agissait là de l'événement le plus considérable qui se soit produit dans l'histoire du monde, en ce sens qu'il marque le début de l'ère de l'abondance dans laquelle les peuples supérieurement outillés entrent tour à tour. C'est l'instant où le travail humain devient de moins en moins nécessaire pour assurer une production qui peut croître sans arrêt. A ce moment-là, une transformation sociale est indispensable sans quoi la production, faute de pouvoir être vendue en totalité, est obligée de diminuer en présence de stocks de plus en plus importants.

Depuis l'époque où les États-Unis sont entrés dans l'ère où ils pourraient réaliser l'abondance, les pays dont l'outillage n'a pas cessé de se perfectionner au cours de ces dernières années, y sont entrés tour à tour. Les pays modernes comptent aujourd'hui plus de 30 millions de chômeurs tout en se plaignant d'avoir trop produit ! Or la misère y fait des ravages affreux malgré tous les efforts des gouvernements pour ranimer une économie qui, tous les jours, se paralyse un peu plus.

La première expérience Roosevelt, accomplie pendant les quatre années de sa première présidence, a permis aux États-Unis, grâce à des sacrifices dont il sera question plus loin, d'arrêter la chute de la production et même de lui faire momentanément remonter le courant. Mais le nombre des travailleurs devenus inutiles n'a fait qu'augmenter malgré un ensemble de mesures inopérantes.

On verra dans les chapitres suivants que le réflexe des gouvernements de tous les pays atteints par ce qu'on appelle la crise a été de s'efforcer de restreindre la production dans l'espoir qu'il deviendrait alors possible de la vendre. On est allé jusqu'à *détruire* les produits prétendus excédentaires.

Il paraît inutile d'expliquer que cette politique ne pouvait évidemment pas *résorber* le chômage, car une chose faite pour étonner aurait été que moins de produits eussent pu être créés par plus de travailleurs, l'outillage restant le même ou étant encore plus perfectionné.

Mais, en ce qui concerne l'agriculture, si l'on peut diminuer les surfaces cultivées, en revanche on ne peut pas supprimer le rendement. Or, grâce aux progrès incessants des techniques, celui-ci ne cesse de croître d'une manière rassurante pour l'avenir de nos enfants.

C'est ainsi que le «*London Cambridge Economic Service*» nous fournit la preuve que les stocks mondiaux de produits agricoles n'ont pas diminué, sauf en 1934 où la récolte fut mauvaise dans tout l'hémisphère septentrional.

Les stocks de coton américain qui étaient de 2.879.000 balles en 1929, sont passés à 3.870.000 balles en 1930; à 7.000.000 balles en 1931; à 9.930.000 balles en 1932; à 11.174.000 balles en 1933.

Les stocks de blé, qui étaient de 497 millions de bushels en 1929, passèrent à 518 millions de bushels en 1930; à 600 millions de bushels en 1931; à 584 millions de bushels en 1932; à 526 millions de bushels en 1933; à 483 millions de bushels en 1934.

Les stocks de sucre étaient de 6.190.000 tonnes en 1929; ils sont de 6.125.000 tonnes en 1930; ils passent à 8.453.000 tonnes en 1932; ils s'élèvent à 8.903.000 tonnes en 1933; ils sont encore à 8.046.000 tonnes en 1934.

Les stocks de café passent de 15, 4 millions de sacs en 1929 à 27,5 millions de sacs en 1930, à 31,1 millions de sacs en 1931; à 36,5 millions de sacs en 1932; à 26,9 millions de sacs en 1933.

Les stocks de caoutchouc passent de 245.000 tonnes en 1929 à 426.000 tonnes en 1930; à 547.000 tonnes en 1931; à 646.000 tonnes en 1932; à 673.000 tonnes en 1934.

Certes l'augmentation du rendement n'est pas la seule cause de cette progression de la production. Il s'y en ajoute une autre: les hauts prix, obtenus dans certains pays par la raréfaction de la production, encouragent d'autres pays à entreprendre une culture qu'ils ne pratiquaient pas auparavant.

Osons le dire: à partir de l'instant où l'équipement d'un pays lui permet d'augmenter la production en même temps que croît le chômage, la seule question qui se pose est celle du consommateur, car une production n'a jamais été créée que pour être consommée.

C'est donc un problème de distribution qui se pose aujourd'hui? Oui: il s'agit de répartir l'abondance et on affirme qu'il était plus facile de distribuer la rareté.

Mais tout d'abord il nous faut rechercher pourquoi la distribution des produits ne se réalise plus comme autrefois. On prétend que le moteur de la distribution est grippé. Nous prétendons qu'il est hors d'usage et ne fonctionnera jamais plus en *régime libéral*.

Pour cela, il nous faut descendre dans le tréfonds du régime lui-même pour étudier le mécanisme qui, actuellement, distribue les richesses.

## CHAPITRE III

### L'ÉCHANGE, BASE DE TOUT NOTRE RÉGIME ÉCONOMIQUE, EXIGE QUE CHACUN AIT QUELQUE CHOSE À ÉCHANGER ET QUE CE QUELQUE CHOSE AIT DE LA VALEUR.

Si l'échange joue un rôle important dans la production, on peut dire qu'il joue *le seul rôle* dans la répartition des richesses. En effet les richesses - au sens économique du mot - ne sont créées que pour être échangées. Qu'il s'agisse de récoltes, de produits manufacturés, etc., quelle est la part que le producteur destine à sa propre consommation ? Elle est presque nulle. Il en est ainsi des services rendus par ceux qui exercent des professions connexes à la production, comme les transports ou le commerce, et même des professions libérales puisque ceux qui les exercent ne peuvent considérer leurs services que comme des moyens d'échange.

L'échange, on ne saurait trop insister, constituant la base de tout notre régime capitaliste, il importe de démontrer son mécanisme aussi minutieusement que nous le pourrons.

L'échange apparaît dès que les hommes, abandonnant la vie primitive où chacun pourvoit par ses seuls moyens à la satisfaction des besoins les plus urgents<sup>4</sup>, dès que les hommes, dis-je, se réunissent et se divisent le travail. Dès le moment où les hommes se spécialisent pour produire davantage, il leur apparaît indispensable d'échanger pour consommer.

L'échange n'est que le changement réciproque de choses entre deux personnes qui y consentent. Un dicton populaire en a admirablement dégagé les conséquences : *qui ne donne rien, n'a rien*. Cette obligation de *donner quelque chose en échange* implique donc que tous les hommes doivent, au préalable, posséder quelque chose, faute de quoi ils sont *exclus* de la communauté économique. Avant de tirer les conséquences logiques de cette constatation, poursuivons notre analyse.

Comme, dans l'échange, chacun se dépouille d'une chose pour en avoir une autre, il est indispensable que les objets ainsi échangés aient de la *valeur*. S'ils sont sans valeur, ils ne s'échangent pas : *ils se donnent*, ou on les prend, comme on prend l'air atmosphérique.

Nous voici donc en face du problème de la valeur, inévitablement posé dès qu'on entreprend l'étude de l'économie échangiste.

Qu'est-ce donc que la valeur ? En présence de la difficulté de réunir, dans une seule définition, des conceptions aussi complexes, certains économistes ont distingué la valeur *subjective*, qui varie avec l'intérêt particulier que chacun de nous attache à une chose déterminée, et la valeur *d'échange*, qui entre en ligne de compte en matière économique. Cette dernière, en effet, est la seule qui doive nous préoccuper<sup>5</sup>. A la question : qu'est-ce qui constitue la valeur d'échange d'un objet ? il est maintenant facile de répondre : *c'est le désir qu'autrui peut en avoir, et qui le déterminera, pour le satisfaire, à céder quelque chose qu'il possède déjà*. Mais objectera peut-être le lecteur, n'est-ce pas déplacer la question au lieu de la résoudre ? Qu'est-ce qui fait naître le désir d'autrui et crée ainsi la valeur de la chose qu'il convoite ?

Ici, la réponse est facile : pour qu'une chose inspire le désir et fasse l'objet d'un échange, il faut qu'elle réunisse deux conditions correspondant l'une et l'autre aux deux questions qui viennent d'être posées :

Le désir naîtra le plus souvent de l'*utilité* de la chose.

Mais ce qui déterminera l'échange, c'est la *rareté*. Si, en effet, elle ne présente pas, subsidiairement, un caractère de *rareté*, personne ne consentira à fournir autre chose en contrepartie.

---

<sup>4</sup> . Il est presque certain que cette vie primitive et autarcique n'a jamais existé.

<sup>5</sup> . D'ailleurs la distinction entre la valeur subjective et la valeur d'échange est assez subtile, car la seconde tient compte le plus souvent de la première. Si vous possédez un objet auquel j'attache une grande valeur subjective, un souvenir de mon grand-père par exemple, il est évident que, pour m'en rendre propriétaire, je serai disposé à faire un sacrifice: j'accorde donc à cet objet une grande valeur d'échange dont vous tirerez peut-être profit.

Nous voici maintenant en mesure de délimiter le domaine de l'échange : on ne peut échanger que les choses qui ont de la valeur pour autrui, et *cette valeur dépend le plus souvent de l'utilité et toujours de la rareté.*

Tout régime basé sur l'échange, comme notre régime capitaliste par exemple, présente donc quelques caractères qu'il est déjà possible de mettre en relief.

1° - Il exige, comme nous le savons, que chacun possède déjà quelque chose afin d'être admis dans le cycle des échanges. Celui qui ne possède que son travail peut en faire un objet d'échange; mais si son travail ne trouve pas preneur, c'est lui-même qui se trouve exclu de la communauté économique.

2°- Puisqu'il faut déjà posséder quelque chose pour être admis dans la communauté économique, il est évident que ceux qui possèdent - à quelque titre que ce soit - seront seuls à pouvoir bénéficier des avantages qu'apportera le progrès. Ainsi donc, au fur et à mesure que se développera ce régime, on verra ceux qui possèdent des revenus diriger la production dans le sens de leurs désirs puisqu'ils pourront *commander* les objets de leur choix. Le luxe pourra ainsi s'épanouir à côté de la détresse la plus sordide. Ce spectacle indignera les personnes qui ont du cœur et sera sévèrement condamné par les moralistes, mais il ne devrait pas surprendre les économistes, puisque ce douloureux paradoxe n'est qu'une conséquence de l'échange<sup>6</sup>.

3°- Puisque les produits et les services doivent être relativement rares pour qu'ils puissent faire l'objet d'un échange, il faut de toute nécessité que de nombreux êtres humains soient privés même du nécessaire. En effet si les produits ou les services perdaient leur rareté relative, ils perdraient leur valeur et il ne serait plus possible de les échanger.

Ainsi, par exemple, il est nécessaire que des gens souffrent du froid, c'est-à-dire soient privés de combustible pour que le charbon puisse conserver un certain degré de rareté qui fera sa valeur. Il en est ainsi de tous les produits faisant l'objet des échanges. Ceci finit par paraître si naturel qu'il suffit qu'un produit trouve le moyen - même momentanément - d'atteindre une couche sociale où il était inconnu, pour que laisse la surprise et quelquefois même l'indignation: car ce qui a perdu de sa rareté a perdu de sa valeur.

Ainsi le fait que, dans l'année qui suivit la fin de la guerre, des femmes d'ouvriers aient pu rafler des poulets au marché, parut tout simplement scandaleux, comme aussi que des dactylos achetassent des bas de soie.

*Ils ne se refusent plus rien!*, voilà la réflexion courante dès qu'on s'aperçoit qu'une nouvelle catégorie de consommateurs fait croître la production d'un objet qui perd sa valeur aussitôt que sa rareté diminue<sup>7</sup>.

La rareté, en effet, est inséparable de l'intérêt particulier dans le régime des échanges. Pourquoi tel producteur a-t-il intérêt à ce que ses produits soient rares ? Tout simplement parce que, plus ils sont rares, plus ceux qu'il fabrique ou qu'il vend ont de la valeur. Et comme lui-même est soumis à la loi de l'échange, il est clair que plus ce qu'il possède aura de valeur, plus il pourra, en échange, se procurer de richesses. C'est le souci de créer de la rareté qui est à la base des trusts, des ententes industrielles, des comptoirs de vente, des contingents d'exportation ou d'importation. C'est ce même souci qui, sous le nom d'assainissement du marché, fait disparaître des produits, afin de les raréfier et d'en augmenter la valeur pour leurs producteurs; c'est ce même souci qui pousse à des limitations de production, comme pour les céréales, la vigne, les betteraves, etc.; c'est ce souci qui inspire tous les efforts de *valorisation*, qui ne sont qu'une lutte contre une abondance qui viendrait paralyser les échanges. Ceci est tellement évident que chacun peut s'en rendre compte dès qu'il n'interroge que son intérêt personnel (le seul d'ailleurs qui puisse le guider dans le régime actuel). Que lui dit-il? Qu'il faut, coûte que coûte, tâcher de se créer une *spécialité* ou avoir une *exclusivité* : bref, s'abriter derrière une certaine rareté. Car dès que celle-ci diminue, la concurrence fait disparaître le profit, et le métier

---

<sup>6</sup> Ainsi s'explique le phénomène que, malgré les progrès inouïs réalisés par la production, la misère n'ait jamais pu disparaître et s'étale dans les pays supérieurement équipés à côté d'une évidente prospérité. A quelques minutes de l'Opéra, en auto, on découvre d'immondes taudis, et même un îlot où il n'existe qu'une prise d'eau pour 26 familles. Le paupérisme et l'escompte des effets de commerce sont aussi indispensables l'un que l'autre dans le régime des échanges.

<sup>7</sup> Si les poulets étaient plus abondants, ils auraient peu de valeur et figureraient ainsi sur toutes les tables de famille comme le souhaitait Henri IV. Pour qu'un mets soit recherché, il faut qu'il soit assez rare pour inspirer le choix du menu; c'est trop commun, ou : ça se voit partout, est le jugement que nous portons inconsciemment sur tout ce qui a perdu de sa valeur. Un chapeau de femme n'a de valeur pour une coquette ou une parvenue, qu'autant qu'il ne coiffe pas trop de têtes; et les gens se croient *chics* dès qu'ils abandonnent une mode qui s'est généralisée. Un pédant se sert de mots *rare*s et d'expressions *choisies* parce qu'il est seul à comprendre ce qu'il dit.

qu'on avait choisi devient vite le *dernier* des métiers. Il s'avère incapable de faire vivre son homme, à la minute où l'abondance a succédé à la rareté.

Et si l'intérêt particulier, on vient de le voir, est inséparable de la rareté des produits et des services, l'intérêt général, au contraire, exige l'abondance des produits et des services, mais cette abondance fait disparaître l'échange qui devient inutile.

Il est facile de découvrir que tout régime basé sur l'échange ne peut être définitif, car il porte en lui-même le germe qui le condamne à disparaître un jour. En effet, si tout échangiste, pris séparément, a un intérêt certain à ce que les produits soient rares en général, il a un intérêt non moins évident à ce que les siens, au contraire, soient aussi abondants que possible puisque, plus ils seront abondants, plus il pourra, par l'échange, édifier une fortune. Dès lors n'est-il pas évident que les efforts conjugués des producteurs ne peuvent aboutir qu'à l'abondance? Ce résultat sera atteint dès que le progrès technique, mis au service de l'intérêt particulier, aura permis de multiplier les produits que chaque producteur viendra offrir sur le marché. C'est donc vers l'abondance, réclamée par l'intérêt général, que s'achemine toute communauté économique basée sur l'échange.

Au cours des siècles, l'échange s'est prodigieusement perfectionné, mais si l'on s'est ingénié à l'étendre dans le temps et dans l'espace, il n'en a pas moins conservé les caractères essentiels que nous venons de résumer. L'échange a changé de forme mais le fond est resté rigoureusement le même.

L'échange primitif est le troc et présente de grosses difficultés : comment découvrir celui qui a besoin de ma marchandise et, au même moment, est disposé à me céder celle que je recherche? Tous ces inconvénients vont disparaître le jour où, en décomposant le troc en deux opérations, on va permettre à l'échange, non seulement de se réaliser plus facilement, mais de s'allonger dans le temps. En effet, grâce à l'invention de la monnaie, on échangera d'abord tous les produits contre de la monnaie, puis on échangera ensuite cette monnaie contre les produits dont on a ou dont on aura besoin. L'échange prend alors un autre nom : celui de *vente* lorsqu'il s'agit d'échanger ses produits contre de la monnaie; celui d'*achat* quand on échange cette monnaie contre d'autres produits.

Mais si l'on accepte d'étirer ainsi dans le temps ou, si l'on préfère, *d'ajourner* la conclusion du troc originel : marchandises contre marchandises, il est indispensable que la monnaie, venue ainsi s'interposer, présente des qualités déterminées. Lesquelles? Celles qui sont indispensables à tout échange, puisque c'est toujours lui encore qui s'accomplit sous cette forme nouvelle. En effet, quand nous échangeons des produits ou des services contre de la monnaie (vente) et nous échangeons de la monnaie contre des produits ou des services (achat), ce sont deux échanges complets qui s'effectuent non plus obligatoirement entre deux échangistes et au même instant, comme dans le troc, mais entre autant d'échangistes et dans autant de temps que cela peut devenir nécessaire. La monnaie remplace donc l'un des deux produits qui s'échangeaient dans le troc, ce qui l'oblige à avoir elle-même une valeur - précisément celle du produit qui est momentanément absent et qu'elle représente. Cela suffit-il? Pas encore. La valeur que possède la monnaie doit pouvoir se conserver dans le temps, précisément pour permettre l'opération complémentaire que nous appelons *l'achat des produits dont nous aurons besoin*. La monnaie doit donc satisfaire à deux conditions : *la rareté*, déjà exigée pour tout objet pouvant donner lieu à un échange; ensuite *la stabilité*, c'est-à-dire la garantie que cette rareté se maintiendra dans le temps. En définitive, c'est encore et toujours la rareté, mais présentant cette fois un caractère de durée que tous les produits sont loin de pouvoir offrir; de sorte qu'après avoir utilisé comme monnaie toutes sortes de produits, presque tous les peuples dont l'économie est basée sur l'échange ont fini par faire choix des métaux précieux, et en particulier de l'or.

Si l'or est devenu la monnaie internationale des peuples échangistes, c'est précisément parce que sa rareté dans le temps garantit le maximum de stabilité qui puisse être réalisé. Cette qualité est pratiquement la seule qui subsiste puisqu'aujourd'hui les stocks d'or sont enfouis dans les caves des banques d'émission<sup>8</sup>.

Si même tous les États capitalistes n'émettaient de la monnaie-papier que dans une proportion déterminée et invariable, et qu'aucune fraude ne fût possible, ils auraient une monnaie qui leur rendrait à peu de chose près les mêmes services que l'or, et l'on ne se donnerait plus la peine de l'extraire du sol pour l'y enterrer un peu plus loin.

---

<sup>8</sup> Les autres avantages subsistent toujours mais sont devenus presque inutiles: la facilité de transport la difficulté de falsification, la divisibilité parfaite, etc., ne présentent plus qu'un intérêt secondaire depuis que les pièces d'or ne circulent plus.

Mais dès que la monnaie devint l'intermédiaire qui facilite si grandement les échanges, ceux-ci prirent une extension considérable au point que la monnaie finit par intervenir dans tous les actes économiques, même les plus insignifiants. Elle est, aujourd'hui, la base de la presque totalité des transactions. Elle, seule, a pouvoir libérateur. Elle intervient dans toutes les évaluations de richesses puisqu'elle est, en fait, leur commune mesure. Commune mesure des valeurs qui s'exprime par les prix ! C'est une raison de plus pour que la monnaie soit aussi stable que possible, afin d'assurer la stricte exécution des contrats de longue durée qui tous reposent sur elle. Nous noterons ici la différence fondamentale qu'il convient de faire entre la monnaie et les autres unités de mesure. Pour mesurer des longueurs, il faut faire choix d'un étalon qui soit lui-même une longueur. Si l'on choisit le mètre, on peut fabriquer autant de mètres que l'on voudra, et s'ils sont tous identiques, ils rendront tous le même service. Pour mesurer des valeurs, il faut faire choisir d'un étalon de mesure qui soit lui-même une valeur. Si c'est le franc, par exemple, il n'est pas possible d'en fabriquer indéfiniment, même s'ils sont tous identiques comme alliage et comme poids, sans leur faire perdre à tous une partie de leur valeur. C'est que la valeur implique, comme nous le savons, une certaine rareté relative. L'unité de mesure des valeurs doit répondre rigoureusement à cette même exigence. L'abondance de la monnaie, dans le régime des échanges, tue la valeur de la monnaie comme l'abondance d'un produit tue la valeur de ce produit. C'est pour cette raison que l'inflation monétaire cause des troubles profonds dans une économie qui, comme le capitalisme, repose sur l'échange<sup>9</sup>.

Mais quand commença le capitalisme? A notre avis c'est quand on imagina, un beau jour, d'échanger une certaine somme d'argent au comptant, contre une somme un peu plus forte a terme. Le prêt à intérêt était né, ce qui permit au régime basé sur l'échange de revêtir la forme capitaliste dont on sait les développements remarquables qu'elle devait prendre dans la suite, au fur et à mesure des progrès que réalisait la production. Mais dans cet enchevêtrement prodigieux d'intérêts, la vieille règle de l'échange est toujours vraie : *qui ne donne rien n'a rien*, et le lecteur aura bien soin de ne pas perdre ce fil d'Ariane s'il ne veut pas s'égarer dans le labyrinthe des combinaisons contractuelles, ou s'il veut comprendre le mécanisme du crédit.

Tous les échanges se faisant en monnaie, celle-ci est devenue la richesse par excellence, que tout le monde convoite puisqu'elle donne accès à toutes les autres. Aujourd'hui la production tout entière doit être transformée en monnaie dont la possession est aussi précieuse que celle de l'air que l'on respire. N'est-elle pas la mesure de la consommation permise depuis que les hommes ne se partagent plus les richesses créées, mais se disputent l'argent nécessaire pour les acquérir ?

A mesure que la production se développe—et nous avons vu les progrès prodigieux réalisés au cours de ces dernières années — elle crée donc une masse de produits qu'il s'agit de transformer en argent. En d'autres termes la production moderne d'un pays a pour conséquence de le doter d'une prodigieuse capacité de vente qui, grâce au progrès, pourrait encore s'accroître constamment.

Pour que l'échange demeurât possible, il faudrait qu'en regard de cette prodigieuse capacité de vente existât une égale capacité d'achat. Si cette condition était réalisée, elle permettrait à toutes les richesses créées d'être vendues et d'être consommées immédiatement ou un peu plus tard.

Nous verrons qu'il en était à peu près ainsi autrefois, mais qu'il n'en est plus du tout de même depuis l'ère de l'énergie.

La caractéristique de la production moderne est de déséquilibrer constamment le rapport entre l'offre réelle et la demande solvable. Les périodes aiguës de déséquilibre furent appelées des crises cycliques, après lesquelles l'écart entre la capacité de vente et la capacité d'achat diminuait au point presque de disparaître. Mais depuis quelques années, le déséquilibre est

---

<sup>9</sup> Ce n'est pas le lieu de parler ici de la lente dévaluation qu'ont subie toutes les monnaies au cours des siècles. Le lecteur doit savoir qu'elle a deux causes principales. D'abord l'endettement croissant des débiteurs provoqué par la capitalisation ou le poids des techniques antérieures de la production. Cette gêne des producteurs a sa répercussion sur les recettes budgétaires des États. Ensuite, presque toutes les guerres, exigeant beaucoup d'argent au moment même où les impôts rentrent difficilement, placent les États belligérants dans la nécessité de faire de la fausse monnaie. Aujourd'hui que la monnaie-papier ainsi créée est rigoureusement identique à celle qui est déjà en circulation, on ne peut plus s'en apercevoir, alors qu'autrefois le poids des pièces de monnaie révélait la supercherie. Mais le prix des produits ne s'en élevant pas moins, les États ont inventé le délit de hausse illicite qui détourne momentanément l'attention.

constant et s'aggrave. C'est que si la capacité de vente peut croître presque indéfiniment, la capacité d'achat se réduit sans cesse<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> Il en est de même aujourd'hui en pleine pénurie. Depuis la libération, on tente de remettre la production en marche. «Retroussons nos manches» est devenu le slogan officiel alors qu'on se plaignait, avant guerre, de les avoir trop retroussées. Or, les marchandises réapparaissant dans les magasins et sur les marchés sont inaccessibles à la bourse de bien des consommateurs. Et pourtant la capacité d'achat est augmentée de tout le déficit budgétaire. — *Note de la deuxième édition (1946)*.

## CHAPITRE IV

### RÔLE DE LA MONNAIE DANS LE RÉGIME DES ÉCHANGES. LA CONSOMMATION EST LIÉE À LA CAPACITÉ D'ACHAT CRÉÉE PAR LA PRODUCTION : PLUS LA PRODUCTION S'INTENSIFIE, GRÂCE À LA SCIENCE, MOINS ELLE CRÉE DE CAPACITÉ D'ACHAT.

Peu de questions ont été plus souvent traitées que celle de la monnaie; elle a fait l'objet de centaines de livres. Le sujet reste cependant assez vague pour un grand nombre de personnes. On sait qu'il est impossible de se passer de monnaie pour vivre, puisqu'on est obligé d'acheter le nécessaire et le superflu. Tout le monde sait, plus ou moins, que la question de l'argent préoccupe constamment la plupart de nos contemporains qui, toute leur existence, cherchent les moyens d'en avoir. Malgré tout, le rôle de la monnaie reste pour beaucoup enveloppé d'un véritable mystère.

Que de gens s'imaginent encore qu'un millionnaire est un homme qui a un million de francs dans son coffre ! Sous prétexte que les fortunes s'évaluent en monnaie, on a tendance à croire que les fortunes sont constituées en or, en billets de banque, bref, en monnaie. Cette idée simpliste est reprise régulièrement par la presse aux fins d'expliquer les inégalités sociales; on se sert d'arguments du goût de celui-ci : si tout l'argent existant en France était réparti également entre tous les Français, chacun recevrait deux mille francs, de sorte qu'il ne pourrait pas aller bien loin. Entendrait-on que la fortune collective du pays représente, pour chaque Français, cette somme dérisoire ?<sup>11</sup> Ce serait raisonner comme si, pour excuser le calorifère central de chauffer inégalement les habitants d'un immeuble, on proposait de briser la chaudière et d'en donner un morceau à chaque locataire à charge d'assurer son propre chauffage.

La monnaie est simplement l'instrument nécessaire qui nous permet de devenir des consommateurs. Consommant du premier à notre dernier jour, il faut toute notre vie nous procurer de la monnaie, comme toute notre vie nous procurer l'air que réclament les poumons. Plus nous pouvons nous procurer de monnaie, plus grande est notre capacité d'achat, et plus nous pouvons consommer. Mais la quantité de monnaie qui existe dans un pays est sans rapport avec la fortune de ses habitants: ce qui importe, c'est que chacun puisse continuellement se procurer de la monnaie et la dépenser pour ses besoins. La monnaie sert uniquement à effectuer les échanges qui sont la base de toute la vie économique.

Nous la puisons dans la circulation en vendant des produits ou des services; nous la reversons dans la circulation en achetant des produits ou des services.

Il importe donc de bien saisir le sens que nous attribuons au mot *capacité d'achat* : il n'a de signification que par rapport au consommateur et désigne la quantité de monnaie que celui-ci peut se procurer dans un laps de temps déterminé et qu'il pourra utiliser pour sa consommation. Il ne s'agit donc pas de toute la monnaie qui a passé entre ses mains dans ce même laps de temps, car un caissier peut manipuler des millions dans l'exercice de ses fonctions alors qu'on souhaite que sa capacité d'achat reste limitée aux appointements qu'il reçoit<sup>12</sup>.

Un commerçant peut avoir un chiffre d'affaires élevé lui procurant des recettes considérables; cependant sa capacité d'achat ne sera constituée que par ses bénéfices en fin d'exercice. La capacité d'achat du rentier sera la rente qu'il touche; celle du capitaliste, ses revenus; celle du médecin, ses honoraires; celle d'un officier, sa solde; celle d'un ouvrier, son salaire; celle d'un fonctionnaire, son traitement; celle d'un retraité, sa retraite; celle d'un chômeur, son allocation de chômage.

La capacité d'achat doit donc se renouveler continuellement pendant toute l'existence du consommateur. C'est le fait de pouvoir renouveler une forte capacité d'achat qui constitue la richesse; il découlera de milliers de circonstances toutes étrangères à la circulation plus ou

<sup>11</sup> On remarquera, en passant, qu'elle est inférieure l'indemnité de chômage.

<sup>12</sup> Cette observation paraît puérile, cependant on prétend souvent que la monnaie constitue un pouvoir d'achat pour tous ceux entre les mains de qui elle se trouve. Gardons-nous de confondre le pouvoir d'achat d'une monnaie et la capacité d'achat du consommateur.



moins grande de monnaie existant dans le pays. Nous n'entrerons pas ici dans cet examen car il fait l'objet d'un chapitre du livre «*En Route vers l'Abondance*». Au reste ce qui va suivre dissipera toute équivoque.

Signalons au passage que la théorie de la vitesse de rotation de la monnaie n'exprime pas autre chose que le nombre plus ou moins grand des échanges. Mais ceux-ci sont limités à la capacité d'achat de chaque individu. Qu'un ouvrier reçoive 20 francs tous les jours, ou qu'il touche 6.000 francs pour 300 jours de travail, cela revient exactement au même. L'argent dépensé ne revient pas automatiquement dans la poche du consommateur pour lui permettre de consommer à nouveau. L'argent arrive au consommateur sous forme de salaires, d'appointements, de bénéfices, de rentes, de revenus etc.. C'est l'ensemble de toutes ces capacités d'achat individuelles qui déterminera le volume des échanges. En additionnant toutes les capacités d'achat individuelles créées dans un délai d'un an dans le même pays, nous obtenons le revenu national ou la limite de la consommation annuelle permise.

Nous précisons bien le mot *limite* car c'est là un maximum. La mesure exacte est impossible à déterminer. D'une part toutes les capacités d'achat ne sont pas entièrement consommées dans l'année, comme par exemple les épargnes; d'autre part des capacités d'achat antérieurement constituées et épargnées peuvent venir grossir la consommation annuelle comme c'est le cas par exemple lorsque quelqu'un liquide tout ou partie de son patrimoine. La consommation est donc égale au revenu national diminué des épargnes et augmenté des liquidations de patrimoines qui se produisent pour augmenter une capacité d'achat insuffisante. Inutile d'ajouter que ces liquidations, impliquant l'existence d'un patrimoine, constituent une source exceptionnelle de capacité d'achat qui s'épuise en même temps que le patrimoine.

Ce qu'il importe de savoir c'est d'où surgissent toutes les capacités d'achat individuelles. On ne disconvient pas, en y réfléchissant, que la production est la source de tous les revenus au sens économique du mot.

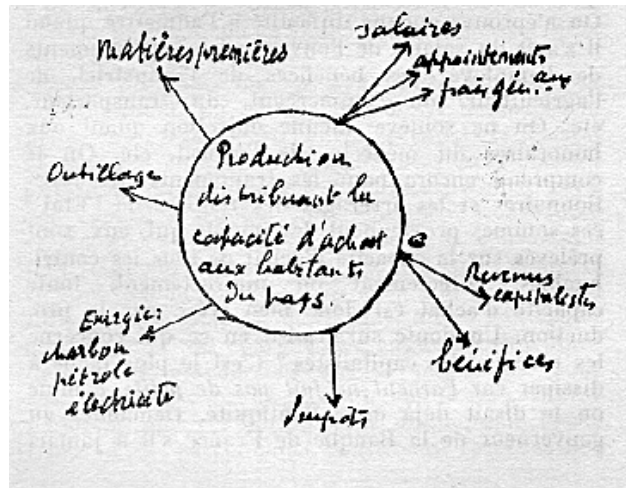
Si la chose surprend, c'est qu'on oublie que cette source ne peut pas se trouver ailleurs; la capacité d'achat devant être une création continue ne peut avoir pour origine qu'une autre création continue comme la production.

Que celle-ci vienne à s'arrêter, et aucune capacité d'achat n'est plus créée pour personne.

La production est nécessairement la source alimentant les échanges car ceux-ci ne se conçoivent pas si les produits et les services n'existaient pas. C'est donc elle qui crée les capacités d'achat puisque, sans elle, les échanges seraient impossibles. On n'éprouve aucune difficulté à l'admettre lorsqu'il s'agit du salaire de l'ouvrier; des appointements de l'employé, des bénéfices de l'industriel, de l'agriculteur, du commerçant, du transporteur etc.. On ne soulève aucune objection pour les honoraires du médecin, de l'avocat etc.. On le comprend encore pour les traitements des fonctionnaires et les arrérages des rentiers de l'Etat: ces sommes proviennent des impôts qui, eux, sont prélevés sur la capacité d'achat de tous les contribuables. Directement ou indirectement toute capacité d'achat est donc bien créée par la production. Un doute surgirait-il en ce qui concerne les revenus des capitalistes? C'est le plus facile à dissiper car *l'argent ne fait pas de petits*, comme on le disait déjà dans l'antiquité. Demandez au gouverneur de la Banque de France s'il a jamais découvert une once de plus que le poids d'or qui lui a été confié lorsqu'il lui arrive d'aller faire l'inventaire de ses caves? C'est que le revenu d'un capital doit être assimilé aux fruits qu'un arbre donne chaque année. C'est la production de l'arbre qui intéresse son propriétaire, comme ce sont les revenus du capital qui intéressent le capitaliste en lui fournissant sa capacité d'achat. Celle-ci provient bien d'une *production* car que valent une usine fermée, un champ inculte, un immeuble sans locataire, une mine inexploitée?

Il faut maintenant exposer comment, et sous quelle forme, la production d'un pays est la source de tous les revenus de ses habitants.

Le lecteur est invité à jeter un regard sur la figure schématique ci-après.



La circonférence représente la production au sens le plus large du mot. Elle fait figure de la production totale d'une nation, ou simplement celle d'une usine, d'une exploitation agricole, d'une entreprise commerciale etc.. Le lecteur corrigera lui-même, dans chaque cas, en supprimant une ou plusieurs des flèches qui représentent les paiements que tout producteur est obligé d'effectuer au cours de sa fabrication.

Car il s'agit, on le devine, de la production dans la période où elle s'élabore, et les flèches indiquent la direction que prennent les paiements effectués par la trésorerie. Nous avons distingué cinq points de sortie correspondant aux sommes diverses qui vont aux ouvriers (salaires), aux employés (appointements), aux autres frais généraux; d'autres vont aux fournisseurs de matières premières et d'outillage; d'autres vont payer l'énergie extra-humaine (combustibles, carburants, courant électrique); d'autres vont à l'Etat, aux départements et aux communes (impôts).

Enfin un autre orifice (G) donne sortie aux bénéfiques et aux revenus capitalistes. Ces sommes vont, en fin d'exercice, aux patrons, actionnaires, commanditaires, etc.

Toutes ces sommes vont créer la capacité d'achat dont la population a besoin pour avoir le droit de consommer. Ces sommes iront ensuite, par voie indirecte, constituer la capacité d'achat des médecins, des artistes, des avocats, des professeurs, etc., bref de tous ceux qui rendent des services.

Disons tout de suite que ces flèches sont simplement indicatives, et que, ni leur nombre, ni leur longueur n'ont la prétention de mesurer la capacité d'achat qu'elles représentent.

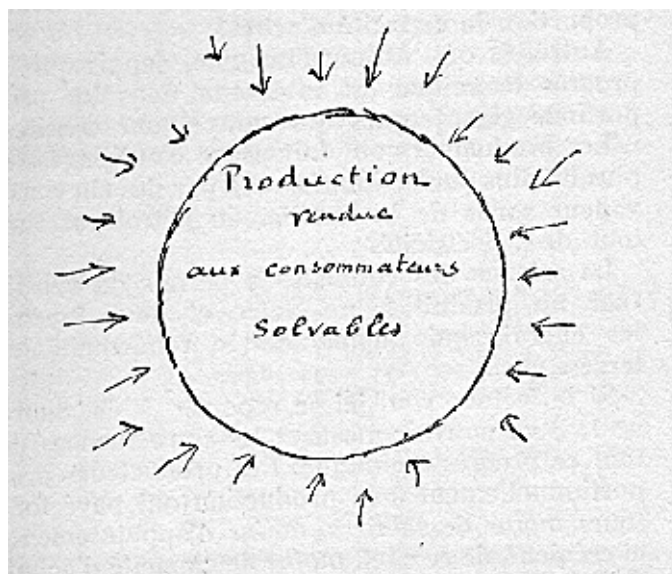
Mais insistons bien sur un point capital. Les quatre premiers orifices sont ouverts constamment et débitent de la capacité d'achat au fur et à mesure que la production s'élabore.

Le cinquième (G), au contraire, ne s'ouvre qu'après la fructification, c'est-à-dire une fois la production *vendue*. C'est la source qui alimente les bénéfiques, profits, revenus capitalistes. La capacité d'achat, ainsi constituée, va à des consommateurs qui n'en utilisent qu'une partie car elle est, en général, supérieure à leurs besoins. La meilleure preuve c'est qu'auparavant ils avaient pu faire des *avances* à la production, ce qui veut dire qu'une partie de leur capacité d'achat antérieure était disponible.

C'est le *germe des productions nouvelles*, en régime capitaliste.

Passons maintenant à la seconde phase, celle de la consommation figurée à la page suivante.

Ici la circonférence représente encore la production mais dans sa phase finale. Les produits sont créés il faut les *vendre* et récupérer ainsi les sommes nécessaires pour remplir la trésorerie qui s'est vidée. Ces ventes sont indispensables pour qu'une nouvelle production soit possible.



Les flèches représentent les achats que font les consommateurs dès qu'ils se sont procuré, directement ou indirectement, la capacité d'achat que la production antérieure a distribuée. Ainsi le cycle est complet et le rôle de la monnaie a perdu tout mystère.

Mais au fur et à mesure que la production croît, elle augmente incontestablement la capacité de vente. Augmente-t-elle dans la même proportion la capacité d'achat?

Autrefois oui. Aujourd'hui non, depuis que le progrès technique est intervenu dans les proportions gigantesques que nous avons décrites.

Les producteurs ont fait usage d'outillages de plus en plus perfectionnés, mus par des chevaux-vapeur sortis de la houille, du pétrole et surtout de l'électricité.

La science des chimistes a permis de substituer un produit à un autre, et nous fournit les engrais qui augmentent le rendement des terres, etc..

Si le lecteur veut ici se reporter à la figure n°1, il va pouvoir mesurer les conséquences de tout ce progrès technique. Les producteurs proportionnellement à la production ont payé toujours *moins* de salaires, *moins* d'appointements et créaient, de ce chef, *moins* de capacité d'achat. Certes ils augmentaient leurs dépenses d'outillage et d'énergie extra-humaine, mais ceci ne compensait pas cela. Pourquoi? Parce que si les producteurs transformaient ainsi leurs fabrications, c'est d'une part que la concurrence les y contraignait, d'autre part qu'ils croyaient y avoir avantage.

Le profit existait bien *théoriquement* puisqu'ils produisaient plus avec moins de frais<sup>13</sup> mais sous réserve de *vendre* leur production. Ce sont, en effet, les sommes d'argent que produit la vente qui permettent de récupérer tous les frais de la production, et en fin de compte, de rémunérer le producteur par le profit ainsi réalisé<sup>14</sup>.

Il eût fallu que la capacité d'achat crût en proportion des stocks, car le régime capitaliste ne peut se développer qu'avec une consommation solvable grandissante indispensable pour absorber une production qui ne peut que croître. Il exige un rythme toujours plus accéléré des échanges

<sup>13</sup> Le cheval-vapeur n'a pas besoin de capacité d'achat car il n'a pas de famille à élever.

<sup>14</sup> Dans l'agriculture le même phénomène peut être constaté. Depuis quelques années le rendement de la terre a été considérablement augmenté par l'emploi judicieux des engrais et la sélection des semences. En même temps la motorisation des vieux engins agricoles a libéré de la main-d'œuvre. L'agriculteur obtient donc plus de produits et ses dépenses de culture ne sont pas proportionnelles à l'augmentation de la production, sans quoi, il serait resté fidèle aux méthodes d'autrefois. Si l'on affirme que la capacité d'achat qu'il ne crée plus directement se trouve indirectement créée par le fabricant d'engrais ou de tracteurs, on observera que cette remarque n'est que partiellement exacte. En effet, la capacité d'achat créée indirectement par le fabricant d'engrais, est contenue tout entière dans le prix des engrais vendus au cultivateur. Or, ce prix est inférieur à l'économie de main-d'œuvre sans quoi le cultivateur n'eût pas acheté d'engrais. En d'autres termes: les dépenses de culture que supportait autrefois l'agriculteur correspondaient par exemple à un rendement de 10 quintaux de blé à l'hectare. Aujourd'hui, grâce aux perfectionnements apportés à la culture, il obtient 30 quintaux à l'hectare. Ses dépenses actuelles sont inférieures à ce qu'elles auraient été s'il avait appliqué les vieilles méthodes sur trois hectares au lieu d'un. Il a donc augmenté sa capacité de vente mais créé proportionnellement moins de capacité d'achat. Toute la misère du paysan en pleine abondance résulte de ce phénomène.

(vente-achat) puisque tout l'oblige à vendre davantage. Les faits confirment cette observation car, lorsque la production ne trouve pas assez de consommateurs à l'intérieur des frontières, il faut qu'elle aille les chercher au dehors.

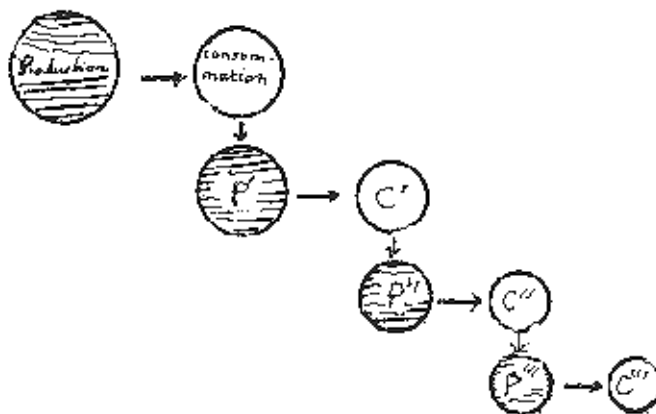
Or le progrès technique, comme nous venons de le voir, a conduit le régime capitaliste au point culminant qu'il pouvait atteindre puisqu'aujourd'hui plus il fait croître la production, plus la consommation diminue.

En nous reportant à la figure n°1, nous constatons aujourd'hui que le débit des salaires et appointements s'est considérablement ralenti : 30 millions de chômeurs dans les grands pays modernes et combien de chômeurs partiels ? Or ce canal alimentait la capacité d'achat de la grande masse des consommateurs qui l'employait en totalité. Le débit des autres canaux est plus abondant, en particulier celui qui alimente les impôts. Mais l'augmentation de ces débits est très inférieure à la perte subie ailleurs. Quant au germe (G) qui, autrefois, donnait naissance aux productions nouvelles, il est maintenant à la fois réduit et stérilisé : réduit dans la proportion des stocks invendables; stérilisé parce que toute production nouvelle a perdu sa productivité : elle créerait plus de capacité de vente que de capacité d'achat<sup>15</sup>.

Le phénomène connu sous le nom de sur-production a pris alors des proportions inconnues jusqu'ici, car on désigne ainsi tout ce qu'on ne peut pas *vendre*. Tandis qu'en réalité le phénomène consiste en une sous-consommation forcée qui s'aggrave sans cesse depuis l'événement prodigieux que nous avons signalé et défini ainsi : lorsque dans un pays supérieurement équipé la production peut croître en même temps que croît le chômage, la distribution des produits ne peut plus être effectuée par l'échange. Ce pays entre dans l'ère de l'abondance qu'il peut généraliser dans toutes les branches essentielles de la production mais qui exige une transformation complète du mode de distribution.

Il est d'ailleurs évident que la paralysie des échanges n'affecte pas seulement, comme on aime à le croire, ceux seuls qui ne peuvent plus acheter. Il suffit, en effet, que les uns ne puissent plus acheter pour que les autres ne puissent plus vendre.

Depuis ce qu'on appelle si improprement *la crise*, la capacité de vente tend vers l'infini, tandis que la capacité d'achat tend vers zéro. Reprenant la présentation dont nous nous sommes déjà servis, nous placerons sous les yeux du lecteur ce dernier schéma :



<sup>15</sup> On peut prétendre justement que la partie de la capacité d'achat qui servira aux investissements futurs ne sort pas exclusivement de l'orifice G.

Les épargnes pouvaient provenir de la capacité d'achat fournie par d'autres canaux. En période de prospérité tous se répandent sur l'ensemble des consommateurs et il arrive que certains de ces derniers s'alimentent à plusieurs sources à la fois.

Cela ne change rien au raisonnement, non plus que l'observation judicieuse et comptable que les intérêts du capital obligataire sont portés aux frais généraux. La complexité de l'économie moderne ne peut être contenue dans un schéma qui n'en représente que le mécanisme général.

Et les banques? Elles collectent les disponibilités des capacités d'achat non encore employées et les prêtent à la production.

La circonférence du haut (P) représente la production. Pour les raisons exposées précédemment, elle crée une capacité d'achat réduite qui ne permettra que la consommation figurée par la circonférence voisine (C).

Les producteurs ont donc des stocks qu'ils n'ont pu écouler et certains d'entre eux ont subi de lourdes pertes. Pour ces raisons, la production nouvelle s'adaptera tant bien que mal à la consommation solvable. Mais cette production, figurée par la circonférence P', va, à son tour, donner naissance à une capacité d'achat plus réduite encore que nous figurons par la circonférence C' représentant la nouvelle consommation possible. Celle-ci n'ayant pas pu absorber tous les stocks, les producteurs sont obligés de réduire encore leur nouvelle production figurée par la circonférence P". En effet, ils ont dû licencier du personnel, diminuer leurs frais généraux, bref comprimer leurs prix de revient pour faire face à une consommation réduite.

Mais ces compressions du prix de revient n'auront permis que de créer une capacité d'achat plus réduite encore, d'autant que les pertes subies au cours des exercices précédents auront acculé certaines maisons à la faillite, ce qui provoque une nouvelle réduction de la production, entraînant création d'encre moins de capacité d'achat. Les consommateurs, obligés de se restreindre à nouveau, ont acheté moins encore et la circonférence représentant la nouvelle consommation aura les dimensions réduites de la circonférence C" laquelle ne permettra qu'une production P" donnant une capacité d'achat égale à la circonférence C" et ainsi de suite.

Les rationalisations, les réductions de salaires, les diminutions de personnel, l'emploi de machines nouvelles, la disparition de concurrents ruinés, les ententes industrielles, etc., réduisent d'autant la capacité générale d'achat de la clientèle, qui, à son tour, fait descendre le volume de la production suivante.

On voit donc que la marche de la production est aujourd'hui inversée. Autrefois elle donnait lieu à un accroissement continu de la consommation par l'apport d'activités nouvelles grâce au *germe* que laisse toute production vendue.

Plus on créait de capacité d'achat, plus le rythme des échanges allait en s'accéléralant.

C'était l'époque où il y avait du travail pour tout le monde, c'est-à-dire où chacun pouvait, tant bien que mal, se créer une capacité d'achat qui lui permettait de devenir échangiste à son tour. Doit-on être surpris si la paralysie des échanges coïncide avec le moment où grandit sans cesse le nombre de ceux qui, faute de travail, sont exclus des échanges?

Notre schéma présente encore la particularité d'expliquer le rôle de la monnaie dans le régime des échanges. La monnaie est aspirée par les producteurs en échange de leurs produits. Puis la monnaie est refoulée chez le consommateur pendant que s'enfante la production nouvelle. C'est exactement, en remplaçant la monnaie par une quantité d'eau déterminée, le jeu d'une pompe qui aspirerait et refoulerait sans arrêt et indéfiniment une certaine quantité d'eau. En poursuivant la comparaison, nous dirons que notre pompe (lorsqu'elle nous représente la production d'aujourd'hui) refoule un volume d'eau inférieur à celui qu'elle a aspiré, et plus nous perfectionnons la production, plus le phénomène s'accroît. Et où va l'eau échappée ainsi au circuit? Elle est thésaurisée. Ce qui veut dire que la diminution du volume des échanges finit par dégager un certain volume de monnaie qui ne trouve plus à s'employer. Cette monnaie se réfugie en général chez des consommateurs qui n'utilisent déjà qu'une partie de leur capacité d'achat qu'ils tirent en général d'un secteur momentanément bien abrité.

Et les prix? Quel rôle jouent-ils dans ce mécanisme? Lorsqu'on raisonne sur la masse de capacité d'achat créée par la production nationale, les prix ne jouent qu'à l'intérieur de cette masse, dans la répartition de cette masse entre toutes les parties prenantes. C'est sur le terrain des prix que se livre la bataille pour la part la plus grande possible que chacun veut pouvoir prélever sur cette masse de capacité d'achat. Au fur et à mesure que celle-ci diminue, la lutte devient de plus en plus âpre et rappelle les efforts que feraient des naufragés qui auraient une seule couverture à leur disposition pour se garantir du froid de la nuit. Chacun tire sur la couverture et, s'il réussit à la ramener un peu de son côté, découvre l'un de ses voisins qui, à son tour, fera des efforts désespérés pour l'attirer à lui au détriment d'un autre de ses voisins. Pour compléter notre comparaison n'oublions pas d'ajouter que cette couverture se rétrécit aujourd'hui comme une peau de chagrin.

Ainsi si les agriculteurs obtiennent la *revalorisation* de leurs produits, les ouvriers, les employés, et plus généralement toutes les classes moyennes vont immédiatement s'en plaindre car leur capacité d'achat en sera diminuée. Si ce sont les ouvriers qui obtiennent un relèvement de leurs salaires, cette hausse se répercutant sur les prix, provoque les plaintes de tous les consommateurs. Si l'on augmente le traitement des fonctionnaires, ce sont les contribuables qui,

payant plus d'impôts, subissent un prélèvement plus considérable sur leur propre capacité d'achat, etc.

On prétend bien que le régime capitaliste, par le jeu de la concurrence, devrait provoquer la baisse des prix et on se fiait à cette opinion rassurante pour lui prédire l'éternité. Raisonner ainsi, c'est oublier que le régime basé sur l'échange exige le maintien d'une certaine valeur. Au demeurant, il ne peut y avoir de *bon marché* pour celui qui ne possède absolument rien.

En résumé la paralysie croissante des échanges (vente-achat), a son origine dans le progrès technique qui permet de produire toujours davantage avec moins de main-d'œuvre. Cette paralysie a, comme point de départ, la disparition d'un nombre de plus en plus élevé de consommateurs au premier rang desquels figurent les chômeurs<sup>16</sup>. Etant exclus de la communauté économique, puisque les quelques échanges qui leur sont permis proviennent d'une capacité d'achat concédée, c'est-à-dire prélevée sur le revenu national, ils sont devenus des fonctionnaires misérables et sans fonction. la terre ! Plaie hideuse de notre organisation sociale de la rareté, mais, en réalité, récompense du labeur

Il paraîtra étrange à nos descendants que nous ayions pu nous plaindre pendant de si longues années de la *plaie hideuse du chômage*. Plaie hideuse pour le chômeur et les siens dans notre organisation sociale puisqu'on les considère tout simplement comme des étrangers sur de toutes les générations. Car le chômage n'est autre chose que les loisirs qui font leur grande entrée dans le monde. D'où provient pareille incompréhension ?

Dans les siècles de rareté, les loisirs existaient déjà pour nombre de privilégiés. Leur grandeur ne devait-elle pas logiquement s'accroître à la cadence où se succédaient les applications du progrès? Le chômage technologique était inconnu autrefois, il est encore inconnu aujourd'hui dans les nations où l'équipement économique est rudimentaire. Si nous avons construit des machines et obligé des forces naturelles à les mouvoir, était-ce dans le but de nous procurer des produits ou dans celui de procurer du travail aux hommes ? Si c'était pour procurer des produits, les machines ont rempli admirablement leur rôle, car les produits sont là, surproduits disent déjà quelques uns, aussi abondants que nous le voudrions répliquons-nous. Mais si les machines étaient inventées pour créer du travail aux hommes, nous avons perdu la tête, car les machines ont précisément pour objet de remplacer le travail de l'homme. Elles devraient permettre à celui-ci de se reposer, et il ne peut le faire que si l'on répartit entre tous le travail encore nécessaire et les loisirs précieux. Pour se rendre à cette évidence, il suffit de supposer deux pays rigoureusement identiques : même population, mêmes richesses naturelles, même régime social et produisant une masse égale de produits. Dans le premier, cette production exige le travail de 20 millions d'hommes; dans le second 15 millions d'hommes y suffisent car ils disposent d'un outillage plus développé. Ce second pays souffrira de ce qu'on appelle la crise, car comptant 5 millions de chômeurs dans la misère, le reste de la population ne tardera pas à les y rejoindre.

En fait, nous sommes stupéfaits de la soudaineté de cette situation nouvelle surgissant presque dans les débuts de l'ère de l'énergie. Nous n'avons pas encore réussi à chasser le spectre de la disette qui hante l'homme depuis qu'il est sur la terre.

On prétend donc *résorber* les chômeurs, au moment où l'on se plaint de surproduction, c'est-à-dire d'avoir trop travaillé. Le chômeur reste pour nous un travailleur en disponibilité dont on va avoir incessamment besoin<sup>17</sup> alors que c'est *accidentellement* qu'un chômeur peut retrouver du travail.

Pour ouvrir les yeux de nos contemporains, rien ne sera plus efficace que la baisse de leur capacité d'achat dont ils vont s'apercevoir. N'en souffrent-ils pas déjà?

Dès que les chômeurs font une brèche dans le volume des échanges, celle-ci va s'élargir et s'approfondir plus vite que n'augmentera le chômage. Les achats qui ne se produisent plus, suppriment la même quantité de ventes. Les ventes qui n'ont pu être réalisées rendent inutiles des achats ultérieurs et ainsi de suite. Le phénomène se manifeste de la manière suivante : les commerçants, tout d'abord, voient baisser leur chiffre d'affaires puisque les chômeurs font diminuer leur clientèle; les voici obligés de réduire les commandes de réapprovisionnement

---

<sup>16</sup> Si l'on se rappelle que les grands pays modernement équipés comptent plus de 30 millions de chômeurs complets, que ceux-ci ont femme, enfants, vieux parents à leur charge, on s'aperçoit que le chiffre des consommateurs solvables a été ainsi diminué de plus de 100 millions, soit la population de la France et l'Allemagne réunies.

<sup>17</sup> C'est la raison pour laquelle on refuse des allocations aux jeunes gens qui n'ont jamais travaillé. Ils sont ainsi plus de 300.000 en Angleterre et combien en France? Aux Etats-Unis, 600.000 jeunes gens vivent dans des camps de travail pour un salaire de 5 dollars par mois. En Allemagne ils accomplissent un service du travail jusqu'ici improductif.

qu'ils passaient aux industriels et aux agriculteurs; ceux-ci, engorgés par des stocks, ralentissent leur production et réalisent moins de profits; le banquier est touché à son tour car ses avances ne sont pas remboursées et, de proche en proche, par une véritable cascade de répercussions, toutes les classes sociales sont appauvries financièrement ainsi que nous avons essayé de l'expliquer dans un précédent ouvrage<sup>18</sup>.

Il est intéressant de mesurer la baisse du revenu national dans quelques grands pays modernes depuis le moment où la production peut croître en même temps que le chômage. Comment s'apercevra-t-on que cette étape est franchie dans les pays où le volume de la production reste un mystère et où le nombre des chômeurs complets et partiels est presque impossible à découvrir? Justement à cette baisse du revenu national, pour la raison qu'elle ne peut avoir d'autre cause.

La crise fit aux Etats-Unis son apparition dans le monde; c'est le pays dont l'équipement économique était le plus complet. Ses statistiques remarquables fournissent les chiffres du revenu national de 1929 à 1932.

1929	83 milliards de dollars			
1930	70	-	-	-
1931	54	-	-	-
1932	38	-	-	-

À ceux qui prétendent de bonne foi que le revenu national a cru depuis lors, il faut expliquer que la première expérience Roosevelt a consisté en partie à créer artificiellement de la capacité d'achat dont le déficit budgétaire a fait les frais. Ce déficit dépasse, pour l'exercice 1937, 17 milliards de dollars.

En France, l'absence de statistiques vraiment sérieuses sur la production et même sur le chômage réel<sup>19</sup> ne permet pas de dire à quelle époque exactement la production a pu croître en même temps que le chômage. Peut-on déterminer, au moins, l'époque où commence la baisse de la masse de la capacité d'achat? Cette heure a sonné chez nous plus tard que dans d'autres pays : les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Une circonstance fâcheuse en fournit l'explication: notre pays a servi de théâtre à la grande guerre et, de 1914 à 1918, une bonne partie de notre territoire a subi des destructions énormes; il nous a fallu une bonne dizaine d'années pour reconstruire nos régions dévastées. Or, dans le régime actuel, toute production étant une source de capacité d'achat, les reconstructions qui suivent les destructions sont l'occasion d'un développement des échanges. Nous avons donc connu des années dites de prospérité, car à la source ordinaire de la capacité d'achat que constitue la production est venue s'ajouter une autre source, heureusement exceptionnelle, alimentée par les reconstructions d'après-guerre. Et de ces deux sources réunies coulait un volume considérable de capacité d'achat créant une consommation inaccoutumée. La seconde source tarissant lorsque se termina l'œuvre de reconstitution des pays dévastés, mit fin à une prospérité aussi douloureusement acquise. La crise nous atteignit alors aussi durement qu'ailleurs et la baisse du revenu national commença aux environs de 1930-31<sup>20</sup>. D'autres chiffres, provenant ceux-là de la Statistique générale de la France, fournissent des indications qui sont en relation étroite avec nos préoccupations.

Il s'agit d'abord de la création de sociétés nouvelles d'une certaine importance. En voici le tableau:

<sup>18</sup> Vox clamantis in deserto dans *En Route vers l'abondance*.

<sup>19</sup> Nous savons qu'en France les jeunes qui n'ont jamais travaillé ne sont pas considérés comme des chômeurs et ne sont donc pas secourus. On a reconduit à la frontière un bon million d'ouvriers étrangers et malgré cela les statistiques officielles font état d'environ 500.000 chômeurs. Or le groupe Dynamo fait observer qu'il n'existe des fonds de secours que dans 4.363 communes. Combien comptent de chômeurs les 34.000 communes restantes qui représentent près de la moitié de la population ? Enfin il faut ajouter les chômeurs intellectuels, les chômeurs qui, n'ayant pas six mois de résidence, n'ont pas droit à l'allocation; ceux dont la femme ou les enfants touchent un salaire; ceux dont les cotisations d'assurances sociales sont en retard; ceux qui ne se sont pas fait inscrire parce qu'ils ont quelques économies. Au fait pourquoi la France aurait-elle moins de chômeurs que les autres pays? Est-ce parce que le chômage est inconnu chez les sauvages ?

<sup>20</sup> Cette prospérité momentanée se fait remarquer après chaque grande guerre. Les économistes ont noté qu'une reprise économique se produisait toujours quelque temps après la fin des hostilités. Il faut, en effet, reconstruire ce qui a été détruit, reconstituer les stocks épuisés, etc.. La guerre donnait autrefois un coup de fouet aux échanges ! Mais elle détruit des consommateurs solvables, alors que le capitalisme exige, au contraire, que leur nombre aille toujours croissant... Et la guerre scientifique (!) en détruirait un nombre de plus en plus élevé de sorte que la guerre n'est heureusement pas une solution.

Années	Nombre de sociétés nouvelles
1930	370
1933	183
1934	127
1935	93

Sur ce chapitre aussi les statistiques officielles manquent de précision et nous ne pouvons nous en rapporter qu'aux évaluations que M. de Bernenville fournit dans la *Revue d'Economie politique*. Les voici:

En 1929 notre revenu national atteignait 245 milliards de francs. Il tombe en 1930 à 243 milliards; en 1931 à 229 milliards; en 1932 à 206 milliards; en 1933 à 199 milliards; en 1934 à 178 milliards; pour 1935 M. Dessirier donne le chiffre provisoire de 165 milliards<sup>21</sup>.

Soit une baisse de plus de 32 % en 6 ans.

Ensuite, toujours de la même source, les revenus payés par les plus fortes sociétés françaises, en même temps que la variation des capitaux engagés:

En 1930, 839 sociétés réunissant 32 milliards de capitaux ont fourni des revenus atteignant 4.923 millions.

En 1935, ces sociétés n'étaient plus qu'au nombre de 795 et, totalisant cependant 36 milliards de capitaux, n'ont fourni que 3.200 millions de revenus.

Il faut maintenant exposer les remèdes qu'au cours de ces dernières années, on s'évertue à employer pour ranimer les échanges et provoquer ainsi la fin de ce qu'on appelle la crise.

---

<sup>21</sup> Les sources d'information de M. Dessirier sont inconnues du profane et nous n'indiquons ses chiffres que sous toutes réserves. N'a-t-il pas prédit dernièrement qu'avant peu la France manquerait de main-d'œuvre ?



## CHAPITRE V

### **TOUTES LES MESURES IMAGINÉES POUR RANIMER LES ÉCHANGES NE PEUVENT, AU CONTRAIRE, QUE LES RALENTIR, CAR ELLES ACCENTUENT LA BAISSÉ DE LA CAPACITÉ D'ACHAT DES CONSOMMATEURS.**

Rappelons les données du problème: l'échange, base du régime économique, se décompose en ventes et achats. La production crée la *capacité de vente* par les produits qu'elle fournit; c'est elle encore qui crée la *capacité d'achat* par la distribution qu'elle fait des revenus.

Sous l'influence du progrès technique de ces dernières années, la production donne naissance à une capacité de vente de plus en plus considérable, tandis qu'elle crée une capacité d'achat qui va en s'amenuisant : l'une tend vers l'infini, l'autre vers zéro. Comme chaque échange exige l'union d'une parcelle de capacité de vente et d'une parcelle de capacité d'achat, il est évident que le nombre des échanges ne cesse pas de diminuer, comme les mariages dans une population où le nombre des hommes augmenterait tandis que celui des femmes diminuerait sans cesse.

Or le problème qu'on cherche à résoudre consiste à trouver le moyen de ranimer les échanges et de provoquer ainsi une reprise économique dans le régime.

Problème évidemment insoluble. Cependant, comme à essayer de le résoudre s'épuisent efforts individuels et efforts des gouvernements, il ne paraît pas superflu d'en montrer la vanité.

Ces efforts désespérés portent tantôt sur la capacité d'achat avec l'espoir de l'augmenter, tantôt sur la capacité de vente qu'on veut réduire.

Nous verrons que leur résultat est d'accentuer la baisse de la capacité d'achat, sans coup férir pour la plupart des consommateurs, avec quelque retard pour les autres.

N'insistons pas sur les réflexes individuels déjà décrits précédemment. Les seules mesures que peuvent prendre les producteurs se résument à augmenter, si possible, leur production (donc leur capacité de vente) en comprimant les prix de revient : outillage plus perfectionné, diminution de personnel, remplacement d'hommes par des femmes et des enfants, économies, rationalisation, etc.. Ces mesures ont pour effet immédiat de renvoyer dans la circulation moins d'argent que précédemment, donc de diminuer la création de capacité d'achat.

Leurs réflexes individuels sont dictés par l'intérêt particulier : ils vont à l'encontre des objectifs cherchés puisqu'ils augmentent la capacité de vente, ou diminuent la capacité d'achat.

Les mesures concertées par les producteurs, telles qu'ententes industrielles, monopoles de fait, comptoirs de vente, etc., ont les mêmes résultats déplorables sur la capacité d'achat; ils réussissent quelquefois à diminuer aussi la capacité de vente, mais, dans ce dernier cas, au détriment des entreprises sacrifiées qui, disparaissant de la production, font disparaître la capacité d'achat qu'elles créaient auparavant.

Un chapitre spécial sera consacré aux mesures dites *d'assainissement du marché*. Inspirées du désir des producteurs de valoriser leurs produits, elles provoquent l'intervention financière de l'État, car les producteurs refusent d'en supporter les frais.

Si des industries nouvelles se créaient en s'efforçant de faire naître quelque besoin nouveau auquel elles donneraient satisfaction, elles s'équiperaient en utilisant les derniers perfectionnements de la technique. Créant ainsi plus de capacité de vente que de capacité d'achat, elles accentueraient le déséquilibre au lieu de l'atténuer. On peut donner comme exemple le cinéma, les appareils de T.S.F., etc., dont la rentabilité fut éphémère. Pareil phénomène se constate lorsqu'une industrie émigre dans un pays neuf ou aux colonies : elle ne tarde pas à saturer le marché qui l'avait attiré car, disposant de l'outillage le plus parfait, elle crée plus de capacité de vente que de capacité d'achat.

Les mesures prises par les gouvernements *quels qu'ils soient* ayant déjà été étudiées dans *En Route vers l'Abondance*, on les énumérera rapidement.

La *déflation*, on le sait, consiste à diminuer les salaires, les traitements, bref la capacité d'achat, d'un nombre considérable de consommateurs. Inspirée de la préoccupation de rétablir l'équilibre comptable de l'État, grande victime de la paralysie des échanges, elle a pour conséquence de

déséquilibrer le budget de tous ceux qui en font les frais. Elle correspond à cette compression du prix de revient qui doit, dans l'esprit du producteur, rétablir son propre équilibre comptable.

Si la déflation pouvait être accompagnée d'une réduction équivalente des impôts, son effet serait d'effectuer un simple transfert à l'intérieur de la masse du revenu national. La déflation sèche, c'est-à-dire sans contre-partie, ne fait qu'augmenter l'écart existant déjà entre la capacité de vente et la capacité d'achat, alors qu'elle prétendait réussir à le combler.

Les *manipulations monétaires* presque toujours rendues nécessaires par les besoins croissants du Trésor, devraient, affirme-t-on, être susceptibles de ranimer les échanges. Il ne faudrait cependant pas oublier que la monnaie n'a jamais été inventée que pour faciliter les échanges en faisant disparaître la nécessité du troc; mais si elle les facilite, il n'est pas en son pouvoir de les provoquer. Si les échanges sont impossibles, pour une raison ou pour une autre, une augmentation ou une diminution du volume monétaire ne pourra pas faire disparaître cette impossibilité. Pour que la monnaie puisse jouer son rôle, il faut qu'elle trouve moyen de venir dans la poche du consommateur. Elle ne peut y avoir accès qu'à l'occasion d'un échange de produits, de travail, de services. Cette occasion étant la condition nécessaire et préalable pour que la monnaie joue son rôle, on ne voit pas bien comment une création nouvelle de monnaie, ou l'usage d'une monnaie moins forte, pourrait stimuler les échanges, sauf évidemment dans le cas où cette monnaie serait remise gracieusement au consommateur.

Cette confusion s'explique de la manière suivante : toute manipulation monétaire (inflation ou dévaluation) ayant toujours pour but immédiat de procurer des ressources à l'État, celui-ci peut ainsi apporter une aide momentanée aux producteurs en leur permettant d'alimenter la source d'où coule le pouvoir d'achat. On trouve ainsi le moyen, indirectement, de provoquer des échanges, mais aux dépens de la monnaie elle-même, dont la valeur se déprécie. Perdant une partie de son pouvoir d'achat, les consommateurs s'en aperçoivent de suite, et les producteurs un peu plus tard.

Prétendre le contraire serait supposer que les ressources que se procure l'État par des manipulations monétaires sont tirées du néant; alors que tous les usagers de la monnaie en font les frais.

La *dévaluation* est le vieux procédé des gouvernements aux abois. *Ce roi est un grand magicien*, écrivait Montesquieu, *il exerce son empire sur l'esprit même des sujets. S'il n'a qu'un million d'écus dans son Trésor et qu'il en ait besoin de deux, il n'a qu'à leur persuader qu'un écu en vaut deux. S'il a une guerre difficile à soutenir, et qu'il n'a point d'argent, il n'a qu'à leur mettre dans la tête qu'un morceau de papier est de l'argent, et ils en sont aussitôt convaincus.*

D'où vient que les hommes d'État cherchent à édifier sur la dévaluation une réputation fragile en la présentant comme un moyen de ranimer l'économie ? C'est, qu'effectivement, elle avait autrefois cette conséquence. Elle soulageait les débiteurs accablés du poids des dettes contractées dans l'équipement de leurs entreprises. La dévaluation équivalait à l'annulation d'une partie de leur passif et correspondait un peu à l'année du jubilé dans la religion israélite. Or, soulager le débiteur en lui permettant de s'acquitter dans une monnaie dépréciée, c'était avantager le producteur car c'est lui qui continuellement s'endettait. Mais, aujourd'hui, nous savons que ce n'est pas la production qui réclame de la sollicitude, c'est le consommateur qui ne peut plus acheter.

La dévaluation pouvait autrefois donner un coup de fouet à une économie en pleine expansion, comme la saignée nécessaire à la santé d'un homme trop vigoureux. Aujourd'hui elle ne peut que diminuer la capacité d'achat comme un prélèvement sur des réserves : la saignée est contre-indiquée chez les anémiques.

Depuis quelques années le dollar et la livre ont été dévalués de 40 %; le franc d'abord de 80 %, puis 29 %; le franc suisse de 29 %; la lire de 40 %; le florin de 22 %. L'Allemagne a une douzaine de marks de valeurs différentes; le Japon, la Tchéco-Slovaquie, l'Espagne, la Belgique, la Pologne ont procédé à une, quelquefois à deux dévaluations. Nulle part le chômage n'est en diminution réelle, car l'augmentation du temps de service militaire, les camps de travail, les grands travaux et l'armement ne font que dissimuler le nombre grandissant des chômeurs. Toutes ces dévaluations n'ont pas permis de récupérer des consommateurs. Ne serait-ce pas la condition nécessaire pour une reprise effective des échanges ?

Les *mesures contre la thésaurisation* sont sans efficacité et presque sans objet. Le volume de la monnaie en circulation n'intervient pas dans la circulation des richesses. Dès qu'il est insuffisant, la monnaie scripturale vient combler les vides. On notera que la circulation à la fin de 1935, si on en défalque une thésaurisation évaluée (?) à quarante milliards, est sensiblement égale à ce qu'elle était en 1929, année où les échanges ont battu leur plein. Une partie de la thésaurisation provient peut-être d'inquiétudes capitalistes, mais on s'explique mal leurs raisons de conserver

si précieusement une monnaie qui perd constamment de sa valeur. La thésaurisation n'est qu'une autre conséquence de la paralysie des échanges rendant aléatoires les immobilisations nouvelles de capitaux. Leur rémunération devient de plus en plus problématique.

Lorsque les gouvernements prétendent ranimer les échanges en créant du pouvoir d'achat, ils oublient simplement que leur action est d'avance frappée de stérilité, puisque c'est la production qui, en régime capitaliste, est l'unique source de la capacité d'achat.

Les gouvernements peuvent, tout au plus, agir sur la répartition de cette masse de capacité d'achat, par une réglementation qui avantagera une catégorie de gens au détriment des autres. Ils opèrent ainsi un transfert de capacité d'achat analogue à celui que des producteurs, s'entendant bien, réussissent à opérer en leur faveur, sous le couvert des prix.

Certes les gouvernements peuvent prendre des mesures favorables en principe à la production. Ils y excellent tout en dénonçant les méfaits de la surproduction. Même en cas de réussite, leurs efforts se traduiraient par une augmentation plus forte de la capacité de vente, puisque c'est la caractéristique de la production moderne. Le déséquilibre n'en serait que plus grand.

Les tentatives de *crédit dirigé* procèdent de la même incompréhension. Qu'est-ce que le crédit sinon des avances à la production? Quels sont les organismes chargés de les répartir? Les banques. Quel est le souci qui guide les banques dans cette répartition? Un seul : celui de ne pas perdre d'argent et, si possible, d'en gagner. L'avenir d'une banque est donc lié à celui des entreprises auxquelles elle distribue du crédit. La banque n'est prospère que si ses clients tiennent leurs engagements. Si l'État, en se substituant aux banques, veut lui-même répartir les crédits, en accordera-t-il aux entreprises qui n'en trouvent plus auprès des banques? Si oui, il va courir des risques que refusent d'assumer des particuliers. Et dans quel but? Augmenter encore une production qu'on n'arrive pas à écouler? Augmenter une capacité de vente déjà trop forte pour les besoins solvables? Le problème consiste à diminuer l'écart existant entre la capacité de vente et la capacité d'achat. C'est la condition indispensable pour qu'augmente le nombre des échanges possibles. Augmenter la capacité de vente, c'est creuser un fossé au lieu de le combler.

Les mesures inspirées, dit-on, du désir de développer le commerce international cachent des prétentions plus modestes. Comme on a une capacité de vente déjà trop grande pour les besoins du marché intérieur on cherchera des acheteurs au dehors. Il est malheureusement impossible de pratiquer l'échange unilatéral, de sorte qu'on ne peut ni vendre indéfiniment sans acheter, ni acheter indéfiniment sans vendre. Les deux opérations sont liées. Les pays parvenus à un haut degré d'équipement économique, ayant tous une capacité de vente très supérieure à leur capacité d'achat, veulent tous vendre au dehors sans rien acheter en contrepartie. Ils hérissent leurs frontières de tarifs prohibitifs afin de ne pas souffrir de l'abondance qui sévit chez les voisins, et conserver chez eux cette bienfaisante rareté indispensable au régime basé sur les échanges. Ils veulent donc tous expulser au dehors l'abondance au fur et à mesure qu'elle les encombre. Ils en sont réduits à offrir une prime au consommateur étranger qui voudra bien accepter de les débarrasser de ce trop plein de richesses. L'histoire du commerce international de ces dernières années ne contient que des assauts réciproques de générosité entre nations menacées par l'abondance. Mais, chacun se méfiant du voisin, n'accepte d'acheter que l'outillage qui lui manque encore; après quoi, il se plaindra comme les autres de ne pouvoir vendre sans acheter.

On sait que, dans le régime actuel, l'intérêt particulier exige la rareté et l'intérêt général l'abondance; il en est de même pour ces entités économiques que sont les nations. L'intérêt particulier de chaque nation ne peut s'accommoder que de la rareté, alors que l'intérêt général des citoyens du monde exige l'abondance. Il en sera fatalement ainsi tant que la nation maintiendra le régime des échanges à l'intérieur de son territoire. Les pays modernes sont acculés à vivre en vase clos et ne pourront reprendre les échanges avec l'extérieur que lorsqu'il les auront fait disparaître à l'intérieur.

Il nous reste à examiner d'autres moyens employés par les gouvernements pour ranimer les échanges, mais inspirés, disent-ils, du désir de résorber le chômage. Leur ingéniosité est à l'échelle des succès. Partant de cette évidence que si l'on pouvait réintégrer les chômeurs dans le cycle des échanges, ces derniers se développeraient rapidement et la crise serait finie, prenant ainsi l'effet pour la cause, on évite la question : d'où provient donc le chômage? Car si on en recherchait la cause, on ne compterait plus sur les producteurs pour la faire disparaître puisque, soumis à la loi de la concurrence, ils sont forcés d'augmenter le nombre des chômeurs. La fameuse reprise économique des États-Unis devrait, à cet égard, dissiper toutes les illusions. On sait qu'après le krach de 1929, la production américaine fut réduite pendant cinq années de manière à permettre d'écouler les stocks. Pendant ce temps le président Roosevelt endettait les

États-Unis d'une somme astronomique destinée à ranimer l'économie qui, effectivement, donna des signes visibles d'amélioration comme en font foi les statistiques de ces derniers mois. Or cette reprise, loin de résorber le chômage, n'a fait que l'accentuer. La Fédération américaine du Travail annonçait, le 2 mars 1935, que le nombre des chômeurs était passé de 11.397.000 à 12.626.000. Le chômage grandit au moment où la production augmente. Ce phénomène qui est à l'origine de la grande crise mondiale ne pourrait disparaître qu'avec le progrès; heureusement celui-ci ne s'arrête pas.

Revenons donc aux remèdes employés un peu partout pour résorber le chômage.

Les camps de travail où, jusqu'à nouvel ordre, les chômeurs ne font rien d'utile. On leur donne au moins l'impression de ne pas les abandonner complètement. Dans ce même ordre d'idées les organisations paramilitaires.

Les grands travaux publics ont brusquement surgi dans tous les pays atteints par la crise. Ils ne sont pas toujours inutiles si on les choisit judicieusement, mais résorbent beaucoup moins de chômeurs qu'on ne l'affirmait, à moins de proscrire l'emploi des moyens mécaniques, c'est-à-dire d'agir stupidement et cruellement à la fois. Les grands travaux terminés, les chômeurs retombent en disponibilité.

Les grands travaux publics ont-ils pour effet de ranimer les échanges? Momentanément, oui, mais au détriment de l'avenir. Ils soulagent l'économie échangiste mais pour mieux l'accabler. Ce paradoxe s'éclaircira de lui-même si l'on revient aux données du problème.

Il s'agit de diminuer l'écart grandissant entre la capacité de vente et la capacité d'achat, écart qu'une reprise de la production privée ne peut qu'augmenter encore, en créant demain, comme aujourd'hui, plus de capacité de vente que de capacité d'achat.

Les grands travaux publics, en cours d'exécution, augmentent la masse de capacité d'achat des salaires, appointements, frais généraux, fournitures diverses, profits, etc., auxquels ils donnent naissance. En un mot, ils lancent de l'argent dans la circulation en le mettant dans la poche de celui qui, de près ou de loin, participe au programme des grands travaux publics.

Et la capacité de vente? Sur elle les grands travaux d'utilité publique sont sans action, car ils ne fournissent pas de produits à écouler, coûte que coûte, dans la consommation. N'augmentant pas la capacité de vente tout en augmentant la capacité d'achat, ils ont bien accru le volume des échanges, ce qui était le but cherché.

Oui, mais s'ils n'ont pas été vendus au détail, ils ont été vendus *en bloc* à l'État ou aux collectivités qui en ont fait les frais. Pour y faire face l'État ou les collectivités s'endettent, et ce nouveau fardeau (intérêts et amortissements) pèsera sur les épaules des contribuables, c'est-à-dire amputera la capacité d'achat des consommateurs de demain. Les grands travaux publics, aussi incapables de résorber le chômage que l'industrie privée, ne précipitent le rythme des échanges que pour le ralentir un peu plus tard; ils reportent les difficultés. Certes ils enrichissent collectivement le pays et sont une anticipation sur le régime de demain, mais ils appauvrissent les consommateurs dans le régime et ne résorbent que partiellement et momentanément les chômeurs.

Les grands travaux terminés, les gouvernements se lancent dans la politique d'armement présentant les mêmes avantages. Les armements créent momentanément du pouvoir d'achat par l'entremise des industries de guerre, et n'augmentent pas la capacité de vente du pays. Si les canons, les munitions, les gaz, etc. devaient être écoulés dans le public, l'industrie de l'armement serait peu prospère, encombrée comme elle le serait heureusement de stocks invendables. Dispensée de l'obligation de vendre ses produits aux consommateurs, elle grève le budget de l'État, seul acheteur. Cette dépense collective, par le truchement des impôts, diminuera la capacité d'achat des consommateurs de demain, en attendant le jour où elle diminuera leur nombre.

Cette dernière éventualité étant la plus fâcheuse, tâchons d'en imaginer une autre. Tout a une fin : la politique d'armement, elle aussi, se terminera quelque jour. Les chômeurs retombent alors à la charge de l'État. Que va-t-il en faire cette fois-ci ? Logiquement des soldats qui auront ainsi possibilité d'employer peut-être les stocks d'armes et de munitions qu'ils auront eu le privilège de fabriquer.

L'Allemagne, après les grands travaux publics, occupa 60 % de sa population ouvrière à fabriquer de l'armement. Après quoi elle prolongea la durée de son service militaire qui permit de résorber 600.000 chômeurs. On suppose que les autres pays ne tarderont pas à suivre cet exemple. Les États-Unis pourraient avoir le luxe d'une armée permanente de 13 millions d'hommes. Le maintien de l'économie de l'échange à un moment où l'échange devient impossible, aboutit ainsi à transformer les travailleurs en militaires de carrière et les nations en camps retranchés. On devine la suite...

Il nous reste à parler d'un autre moyen accepté par les gouvernements, sur les instances des producteurs, pour ranimer les échanges. Il consiste à *valoriser* artificiellement les produits. Nous savons que l'échange n'est possible que si les produits échangés ont de la valeur. L'abondance des stocks invendus enlevant de la valeur aux produits, on va chercher à la leur rendre en faisant disparaître l'abondance. On *assainira* ainsi les marchés de tous les produits qui ne peuvent pas être *vendus*, en souhaitant que la rareté permette de les vendre comme autrefois. C'est le moyen imaginé pour faire renaître le profit par la raréfaction des produits. L'effort d'imagination n'est ici pas bien considérable. La capacité de vente est plus forte que la capacité d'achat? Qu'a cela ne tienne: on va diminuer la capacité de vente en détruisant des produits. Mais il faudra les payer ? - Evidemment -. Nous allons ainsi, par l'intermédiaire de l'État, acheter *collectivement* tout ce que nous ne pouvons plus acheter *individuellement*. Cette conception mérite un chapitre particulier.

## CHAPITRE VI

### LES DESTRUCTIONS VOLONTAIRES DE PRODUITS ONT POUR OBJET DE PROVOQUER ARTIFICIELLEMENT LA RARETÉ ET AUGMENTER AINSI LA VALEUR INDISPENSABLE AUX ÉCHANGES

Détruire des produits alimentaires, détruire des outillages, paraissent déjà choses inexcusables lorsque l'ennemi s'en rend coupable pendant une guerre. Elles prennent un caractère inhumain quand ces destructions sont accomplies délibérément, en pleine paix, par ordre des gouvernements. Qu'il s'agisse de résorber des stocks excédentaires ou d'assainir les marchés, c'est toujours anéantir des choses utiles que les hommes se sont donné la peine de créer et dont manquent de très nombreuses familles dans le besoin. C'est aussi la preuve que la misère ne tient pas à l'insuffisance de la production comme on aime à le répéter, mais que le régime actuel ne peut exister sans la misère puisqu'il détruit volontairement ce qui pourrait la faire disparaître. Ces destructions ont porté sur des masses considérables de produits de tous genres et certains gouvernements ont prétendu justifier cet *assainissement* comme étant le moyen de résorber le chômage. A la vérité, on se demande si les hommes n'ont pas perdu la tête !

On appelle, en effet, *excédentaires*, tous les produits qui, dans le régime des échanges, n'ont pu être *échangés*, c'est-à-dire *vendus*. Le destruction de ces produits va-t-elle provoquer un appel aux chômeurs qu'on embauchera pour refaire ce qu'on vient d'anéantir? Nullement; la production d'hier, stocks excédentaires compris, n'ayant pas nécessité le travail des chômeurs, la production de demain ne le réclamera pas davantage, et même un peu moins, puisqu'on la souhaite moins forte que la précédente afin d'éviter de nouveaux stocks excédentaires encombrant des marchés qu'il faudrait encore assainir.

De plus comment croire que des hommes qui manquent de tout lorsque la production est excédentaire, se procureront quelque chose lorsqu'on produira moins?

Ces destructions dont nous ne donnons qu'une idée incomplète démontrent une fois encore l'impuissance du régime des échanges à augmenter la distribution des produits.

Il était facile de prévoir que les Etats-Unis, battant tous les records du chômage, se plaindraient aussi d'avoir le plus de produits excédentaires. Leur destruction fut systématiquement organisée au cours de la première expérience du président Roosevelt.

En 1933, on détruisit 2 millions de tonnes de maïs, et un volume peut-être plus considérable de blé; on détruisit 6.200.000 porcs et 220.000 truies. En réduisant légalement de 15 % la production du lait, on fut amené à abattre 400.000 vaches. A Los-Angeles, 200.000 litres de lait furent jetés mensuellement pendant plusieurs mois à l'égout; à Harford, 20.000 litres chaque jour. On fit arracher 80.000 pêchers, et détruire la moitié de la récolte de poires de la vallée de la Rocque; 10.000 hectares de fraises pourrissent sur pied; des centaines de milliers de moutons furent abattus avec interdiction d'en vendre la viande. Des milliers de tonnes de pommes de terre, de choux, de tomates, de melons ont été anéanties pour assainir leurs marchés respectifs. Il y a pire encore. En 1934 trois millions de cultivateurs reçurent en dollars l'équivalent de 12 milliards de francs afin de remettre en friche 18.400.000 hectares de champs cultivés. On avait ainsi deux catégories de cultivateurs : ceux qui produisaient mais risquaient de ne pas vendre leur production, ceux qui se croisaient les bras, mais étaient sûrs de recevoir de l'argent que leur distribuait le gouvernement.

En 1935 la surface cultivée en coton fut réduite de 28 % sur l'ordre du gouvernement. Bien entendu le prix du textile s'éleva, ce qui permit au Brésil d'amorcer une culture qui lui donne aujourd'hui une récolte d'excellente qualité.

Mais le Brésil, à son tour, a détruit (jeté à la mer ou brûlé) du 1<sup>er</sup> juillet 1931 au 15 août 1936, 37 millions de sacs de café. Chaque sac pesait 60 kilogs de café trié prêt à être grillé. Ceci représente 60 kilogs pour chacun des habitants de la France.

Cependant le Brésil ayant réussi à valoriser le café non détruit, le prix ainsi atteint parut avantageux à d'autres pays qui se mettent à cultiver du café; la Colombie, le Venezuela, le Guatemala, Cuba et Costa-Rica sont devenus producteurs de café.

Dès 1930 la République Argentine assainit le vin, en soustrayant 6 millions d'hectolitres à la consommation. En 1932 la province de Mendoza indemnise les viticulteurs qui ne transforment pas leur raisin en vin et réussit à faire abandonner la vigne sur 25.000 hectares. On dépensa 23 millions de piastres pour avoir moins de vin.

Puis, un peu plus tard, c'est au tour du gouvernement d'acheter la vendange de 50.000 hectares au prix de 7 millions de piastres. Cette récolte est soustraite entièrement à la consommation.

Même opération en 1936, portant sur une partie de la récolte détruite moyennant une indemnité de 10 millions de piastres. Une loi récente frappe toute nouvelle vigne d'un impôt de 1.000 piastres à l'hectare, rendant toute plantation impossible. Ici on encourage, comme aux États-Unis, la non-production.

Une mesure analogue a été prise en ce qui concerne le maté, base de la boisson nationale.

En 1934 on laissa mourir de chaleur des milliers de brebis en ne les tondant pas; le prix de la laine put monter et les augures annoncèrent la fin de la crise.

Java est gros producteur de sucre de cannes.

Cette denrée baissant de prix on vit venir le moment où le sucre serait à bon marché : heureusement le gouvernement veillait. Il décida qu'il serait défendu de planter la canne à sucre sur des terrains où on avait l'habitude d'en faire pousser. On réduisit ainsi la production comme le résume le petit tableau que voici:

année	Hectares	Tonnes de sucre
1930	198.600	fournissant 2.870.000
1931	199.300	- 2.842.400
1932	171.600	2.612.400
1933	88.275	1.399.400
1934	38.811	644.674
1935	29.453	515.511

En continuant ainsi on peut calculer le moment où Java ne produira plus de sucre du tout, ce qui marquera l'apogée de ce doux régime.

Se rattrape-t-on sur le caoutchouc ? Là aussi sévissent les restrictions, de sorte que la misère des indigènes et des planteurs ne cesse d'étendre ses ravages.

A Cuba une loi interdit de produire annuellement plus de 3 millions de tonnes de sucre, alors que l'équipement permet d'en faire 5 millions de tonnes.

Dans l'Est Africain Anglais, on a abandonné en grande partie la culture du café et du maïs qu'on ne peut plus vendre. On sait cependant que le sol fut bien dur à défricher !

On a détruit, au Canada, de grandes quantités de blé, d'orge, d'avoine, de maïs, de fruits, et diminué les emblavements de 800.000 hectares.

A Ceylan, 20.000 tonnes de thé ont été jetées à la mer.

Au Danemark, en 1933, 1.500 têtes de bétail ont été abattues chaque semaine, le gouvernement allouant 10 couronnes par tête de bétail.

En Roumanie, on a fait jeter à la mer un million d'oranges importées de Palestine afin d'enrayer la baisse des oranges grâce à laquelle bien des Roumains allaient pouvoir manger de ce fruit.

En Hollande, les mesures prises pour diminuer la production du lait comportant notamment la destruction de 200.000 vaches laitières provoquèrent une hausse du lait et du beurre qui obligea les Hollandais à importer de la margarine. Au même moment, leur lait condensé s'exporte au Maroc où il sert à l'élevage des porcelets.

En Hongrie, l'emploi des machines agricoles a été interdit en 1936. On ne tardera pas à revenir à la faucille.

En Irlande, la bière excédentaire a été déversée dans les ruisseaux.

En Norvège, la durée de la chasse à la baleine a été réduite de 6 à 3 mois, car les stocks d'huile étaient trois fois plus considérables qu'en 1928.

En Grèce, une partie de la récolte des raisins de Corinthe a été transformée en alcool servant à l'éclairage des rues.

Arrêtons-là ces exemples innombrables pour en arriver à notre pays. La France, elle au moins, a-t-elle échappé à ces accès de folie?

Trois bonnes récoltes ont obligé notre gouvernement à donner une prime variant de 50 à 10 francs par quintal, pour que 13 millions de quintaux de blé fussent vendus à l'étranger à un prix rendu ainsi attrayant pour le consommateur de l'autre côté de la frontière. C'est un cadeau de 50 à 90 francs par quintal que nous avons consenti collectivement, pour engager les étrangers à nous débarrasser de notre blé. Ceci étant encore insuffisant, *onze millions de quintaux de blé excédentaires* ont été dénaturés. Ce blé fut mélangé à des colorants de façon à être soustrait à la consommation du Français. Les deux mesures combinées nous ont coûté un peu plus de deux milliards et demi de francs. La récolte de 1935, bien qu'inférieure aux précédentes, a donné lieu encore à des exportations primées et à la dénaturation. Bien entendu les 500.000 quintaux de blé que le Maroc est autorisé à envoyer en France ont reçu une destination différente grâce à une alléchante prime dont tous les Français ont fait les frais.

Pour le vin, un récent décret-loi ordonne l'arrachage du dixième de notre vignoble, mais, en attendant, 16 millions d'hectolitres ont été transformés en alcool (1934-1935) et on prévoit que 24 millions d'hectolitres suivront le même sort pour 1935-1936.

Quant à la viande, une loi a prévu l'élimination d'animaux en mauvais état, présumés tuberculeux. On a détruit ainsi 35.000 têtes de bétail en 1935.

L'assainissement du marché de la viande doit nous coûter, en 1936, 30 millions de francs pour l'achat d'animaux à détruire; 20 millions de francs pour subventionner les abattoirs; 7 millions de francs en primes pour exporter le saindoux dans de bonnes conditions pour les acheteurs étrangers. Déjà quelques Chambres d'agriculture réclament des primes à l'abattage des veaux femelles !

Nous avons, en effet, beaucoup trop de beurre puisqu'à certains moments nous avons offert une prime de 7 francs par kilog à tout acheteur anglais amateur de bon beurre et de bon marché.

Pour le poisson, on doit savoir qu'on en pêche beaucoup plus que les besoins solvables ne l'exigent, de sorte qu'on fut maintes fois obligé de le remettre où on l'avait pris. Afin d'éviter cette fausse manœuvre, M. William Bertrand, ministre de la Marine Marchande, a fait voter une loi obligeant d'espacer les mailles des filets de pêche pour que le poisson puisse s'évader tout seul. Comme on en prenait encore trop, le même ministre a institué un Comité qui *a qualité pour proposer toutes mesures telles que l'interdiction de sortie de tous les bateaux de pêche pendant une durée de un ou deux jours par semaine, ou pour une période ininterrompue de plus longue durée*. C'est le texte de l'article du décret paru au *Journal officiel* du 21 novembre 1935.

Nous importons du sucre autrefois. L'augmentation de rendement de nos betteraves et quelques importations de nos colonies (environ 13 % de notre production) ont permis de nous suffire. On prétend donc qu'aujourd'hui nous avons trop de sucre; bien que le Français en consomme proportionnellement beaucoup moins que l'étranger<sup>22</sup>. Il fut donc décidé, dès 1931, de limiter la fabrication du sucre à 800.000 tonnes par an (pour 1932 et 1933) et à 880.000 tonnes en 1934 et 1935, par des réductions obligatoires d'emblavements. Interdiction d'ouvrir une nouvelle sucrerie sans l'autorisation de ministères et d'avis favorable d'un Comité consultatif où sont admis les sucriers. Mais il peut quand même y avoir plus de betteraves que les contingents ne l'avaient prévu. Que devient ce surplus? Il est acheté à très bon marché par les raffineurs qui, en contre-partie, vendent aux cultivateurs un sucre dénaturé au prix de 0 fr.80 le kilog. Ils s'en servent pour engraisser les cochons et l'exemple en est donné par nos Ecoles d'agriculture<sup>23</sup>.

Le lecteur surpris du peu de liberté régnant sur le marché du sucre, doit être informé qu'il en est ainsi du blé; il n'est pas permis non plus d'ouvrir de nouveaux moulins ou de remettre en marche un moulin fermé ou d'augmenter la capacité d'écrasement d'un moulin existant, sans autorisation préalable; pas plus qu'on ne peut créer de nouvelles fabriques de chicorée, ni de nouvelles fabriques de chaussures. Dans cette dernière industrie l'interdiction s'applique encore aux magasins de vente, aux échoppes de réparations, et à l'introduction de nouvelles machines susceptibles d'augmenter la production : les Français ne sont-ils pas tous fort bien chaussés? Il est fortement question d'en faire autant pour la boulangerie.

Signalons aussi que les produits dont disposent les Français sont tellement abondants, qu'il est interdit d'en faire venir de l'étranger autrement qu'au compte gouttes; même si l'étranger, grâce aux primes données à ses nationaux, prétendait nous les offrir à des prix déifiant toute concurrence. Nous n'en voulons à aucun prix, puisque le *Journal officiel* du 10 octobre 1935

<sup>22</sup> La consommation moyenne du Français serait de 25 kg par an. L'Américain en consomme 45 kg, l'Anglais 48 kg, le Nouveau-Zélandais 52 kg.

<sup>23</sup> La plupart de ces renseignements sont extraits du beau livre de René Dumont, ingénieur agronome. Son livre, *Misère ou prospérité paysanne ?* devrait être lu par tous ceux qui nient l'abondance.



ferme hermétiquement l'entrée en France aux *bœufs, vaches, veaux, taureaux, génisses, porcs, cochons de lait, viandes fraîches et congelées, abats frais et réfrigérés, conserves de viande, suifs, saindoux et graisses animales, lait complet ou écrémé, beurres, blés, millet, noix, tourteaux, etc.*<sup>24</sup>.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des mesures prises par les gouvernements à la demande des producteurs affolés par la disparition de leurs profits. Ces mesures viennent se superposer à celles que prennent individuellement les producteurs allant de la resserre aux halles et sur les marchés, jusqu'à laisser pourrir sur pied les légumes et les fruits dont la récolte ou le ramassage n'est plus rémunérateur.

Enfin nous n'entrerons pas ici dans le détail des restrictions à la production que s'imposent les producteurs réunis et ayant toutes pour objet la raréfaction des produits, au besoin par la destruction des moyens de production. C'est ainsi que, depuis 1935, près de 730.000 broches ont été détruites dans le monde. Le Lancashire et le Nord de la France ont donné le signal.

Si ces ententes sont toujours difficiles, chacun prétendant survivre et personne n'acceptant de disparaître, on aurait tort de croire qu'elles sont irréalisables. Des gouvernements ne prétendent-ils pas vouloir les imposer? D'ores et déjà de pareilles ententes ont été conclues <sup>1</sup> entre les houillères; entre les producteurs de l'acide sulfurique à 66°; entre les cimentiers (juillet 1934), entre les producteurs de chaux hydrauliques (janvier 1936); entre les fabricants de glaces.

D'autres ententes, celles-là dans le cadre international<sup>25</sup>, ont été signées entre les producteurs de cuivre (fin mars 1935) à l'effet de réduire annuellement de 240.000 tonnes la production mondiale de ce métal; entre les producteurs d'acier (1<sup>er</sup> juin 1933); entre les producteurs du fil machine (juillet 1927); entre les producteurs de nickel; entre les producteurs d'aluminium; entre les producteurs de l'étain; entre les producteurs de potasse (août 1924); entre les producteurs de papier-journal (août 1932); entre les producteurs de thé (1935); entre les producteurs de briques; sans oublier le cartel des lampes à incandescence<sup>26</sup>.

Lorsqu'on brosse pareil tableau des destructions et des restrictions volontaires, individuelles, collectives, gouvernementales, en ajoutant que les moyens de production dont nous disposons fonctionnent au ralenti; enfin que ces produits prétendus excédentaires ont été obtenus bien que trente millions de travailleurs aient été obligés de se croiser les bras; il arrive qu'un interlocuteur ingénu vous réponde: votre abondance? mais où est-elle? Moi, je ne la vois pas!

Des esprits moins hermétiques font judicieusement observer qu'on unirait la logique et l'humanité, en distribuant gratuitement ces produits excédentaires aux chômeurs et aux indigents, puisqu'ils souffrent précisément de manquer de ce qui existe en trop. On est obligé de répondre que c'est impossible, dans le régime basé sur l'échange, sans provoquer son immédiat effondrement.

Ce paradoxe s'explique, si l'on se souvient que tous les producteurs, et avec eux tous les intermédiaires, ont d'autant plus besoin de conserver leurs clients que la masse du revenu national ne cesse de baisser pour les raisons que nous avons exposées dans un chapitre précédent. Fournir gratuitement du pain ou du charbon au chômeur porterait un nouveau préjudice au boulanger et au marchand de charbon. Ceux-ci ont déjà vu baisser leur chiffre

---

<sup>24</sup> Il est curieux de noter que ces mesures sont prises, dit-on, pour faire baisser le prix de la vie. Les denrées doivent monter chez le producteur et baisser chez le détaillant, lequel se plaint justement déjà que la marge est trop faible pour lui permettre de vivre. Ainsi, pour faire baisser le prix du courant électrique, on ne trouve rien de mieux que de limiter la production du courant en instituant un régime d'autorisations comme pour les moulins et les sucreries (décret du 30 octobre 1935), en même temps qu'on contrôle l'importation du courant étranger.

On prend des mesures pour remettre en jachère des terres déjà cultivées, en même temps qu'on poursuit la politique de remembrement qui doit augmenter la productivité du sol.

On craint que les primes allouées aux filateurs de soie n'incitent les industriels à remettre en activité les outillages au repos, mais on invite ces mêmes industriels à conclure des accords que le gouvernement rendra obligatoires. Ces deux mesures contradictoires ont paru dans le même numéro du Journal officiel (30 octobre 1935). M. Louis Gautier a écrit, à ce sujet, une de ses plus spirituelles chroniques

Mais le comble du ridicule semble avoir été atteint par M. Cathala, ministre de l'Agriculture. On sait l'œuvre des offices agricoles départementaux, puisque c'est pour une bonne part que, grâce à eux, notre production agricole a fait de si remarquables progrès. Un décret les a supprimés et il est évident que l'agriculture a dit son dernier mot le jour où elle a réussi à avoir M. Cathala à sa tête.

<sup>25</sup> On ne doit pas être surpris si, de leur côté, les travailleurs s'efforcent de s'entendre internationalement pour la défense de leurs intérêts corporatifs dans le régime actuel.

<sup>26</sup> Lire la thèse de doctorat *La lutte contre le bon marché*, soutenue brillamment par M. Gabriel Polge de Combret et préfacée par le professeur Albert Schatz.

d'affaires lorsque leur client de travailleur est devenu chômeur. Ils ont donc encore besoin de la clientèle du chômeur, même réduite à la faible capacité d'achat que lui confère son allocation de chômage. Celle-ci est indispensable pour ne pas accentuer encore le ralentissement des échanges. On ne peut, dans le régime, favoriser les uns qu'au détriment des autres, au point qu'on se demande si, le cas échéant, on donnerait suite à une invention supprimant tous les vols. Que deviendraient les serruriers?

La destruction des produits elle aussi va à l'encontre du but poursuivi. Loin de ranimer l'économie des échanges, au contraire, elle l'affaiblit. En nous obligeant d'acheter collectivement, par son intermédiaire et sans notre avis, les produits excédentaires que nous ne pouvons acheter individuellement, l'État est obligé d'emprunter d'abord au public tant que c'est possible, ensuite à la circulation. Dans les deux cas la richesse financière individuelle en subit le contre-coup. Enfin la nécessité de payer des allocations aux chômeurs et aux assistés sociaux provoque pareille répercussion sur les finances publiques et privées.

Si l'on s'obstine à détruire des produits pour revaloriser les stocks, c'est pour rétablir le profit des producteurs qui est un des éléments de *l'équilibre comptable* auquel chacun de nous est assujéti dans le régime basé sur l'échange. Ce tyran inexorable mérite une attention spéciale.

## CHAPITRE VII

### DE L'ÉQUILIBRE COMPTABLE. RICHESSES FINANCIÈRES INDIVIDUELLES ET RICHESSE RÉELLE COLLECTIVE.

Polycrate à Samos, Nabis à Sparte, Pisistrate à Athènes, Néron à Rome furent des tyrans dont les hommes ont gardé le dur souvenir. Ils imposèrent leur loi moins implacablement que le moderne tyran qui nous assujettit tous sous le nom de l'équilibre comptable. Est-il nécessaire de le définir ?

Il oblige chacun à maintenir ses recettes à la hauteur de ses dépenses. Si cet équilibre est rompu par insuffisance de recettes, c'est la ruine avec des conséquences qui vont jusqu'à la misère. On peut épiloguer à perte de vue sur l'origine du droit de propriété, on tombera vite d'accord sur la cause qui l'anéantit : la rupture de l'équilibre comptable du propriétaire plaçant ce dernier dans l'impossibilité de tenir ses engagements. Il n'y a rien de famille qui tienne devant pareille insuffisance devenue définitive : fortune, réputation, indépendance, tout est irrémédiablement perdu.

Que faire pour satisfaire aux exigences de l'équilibre comptable? On peut comprimer ses dépenses jusqu'au minimum indispensable à l'existence. Est-il au pouvoir de chacun d'être sûr de ses recettes? Oui, répond la sagesse des nations : par le travail, l'économie, l'esprit d'entreprise. Encore faut-il que l'on trouve du travail, que l'économie soit possible, que l'entreprise soit raisonnable.

Le souci de l'équilibre comptable s'impose au producteur, dans la conduite de son entreprise comme dans son budget de consommateur. C'est cet équilibre comptable qui devient de plus en plus difficile, et même impossible au fur et à mesure que baisse la masse de capacité d'achat, c'est-à-dire que diminue le volume des échanges. Moins le consommateur peut acheter, moins le producteur peut vendre. Car nos recettes, c'est-à-dire notre capacité d'achat, sont fournies par la production. Dès que celle-ci se réduit, du fait du ralentissement des échanges, nos recettes diminuent. Donc l'équilibre comptable de chacun est menacé de rupture dès l'instant où les échanges se ralentissent.

Une conséquence immédiate de cet état de choses est de provoquer l'inexécution des engagements qui ont été pris antérieurement. Industriels, agriculteurs, commerçants peuvent rarement conduire leurs affaires sans faire appel au crédit, ce qui suppose que le prêteur leur fait confiance à terme. C'est donc que, dans l'esprit du créancier, l'équilibre comptable du débiteur se maintiendra pendant toute la durée du contrat. La rupture de l'équilibre comptable du débiteur vient rompre le contrat puisque les engagements pris ne peuvent plus être tenus. Or l'exécution de ces engagements était nécessaire pour que l'équilibre comptable du créancier fût maintenu. Mais ce nouveau déséquilibre en entraîne d'autres, de sorte que faillites, liquidations judiciaires, exécutions de tous genres sont la suite inévitable du ralentissement des échanges.

L'équilibre comptable de l'État est un des *premiers compromis*. Le déficit budgétaire croît à mesure que les échanges se ralentissent. L'État est bientôt obligé de sortir du domaine des comptes faute de quoi il provoquerait l'arrêt de toute la vie économique du pays. Mais le producteur, pas plus que le consommateur, ne peuvent échapper au régime des comptes, de sorte que les ruines individuelles s'amoncellent au nom du principe sacro-saint de l'équilibre comptable dominant tyranniquement toute la vie économique du pays.

Nous avons expliqué que personne n'échappait à cette dure loi, il nous reste à montrer qu'elle frappe aveuglément, inopinément, implacablement.

Voici deux ouvriers de même profession, Albert et Bernard, également habiles, sobres et consciencieux. Après commun apprentissage ils sont à la tête d'une petite famille que chacun tâche d'élever de son mieux. Albert travaille chez A et Cie; Bernard est employé chez B et Cie. Tous deux touchent même salaire pour travail égal. Mais chez A et Cie les commandes se ralentissent et des difficultés de trésorerie ne tardent pas à surgir. Il faut, sans retard, comprimer les prix de revient. Albert est congédié, cherche un emploi, n'en trouve pas, vit quelque temps, lui et les siens sur ses économies avant de sombrer dans la misère. Bernard, au contraire, conserve son emploi. Or chez les deux camarades, bonne volonté et capacité étaient égales,

leur sort totalement différent. Parce que le hasard a voulu que l'un entrât chez A et Cie tandis que l'autre s'embauchait chez B et Cie. Ni l'un ni l'autre ne pouvaient deviner que A et Cie serait obligé d'arrêter son usine, tandis que B et Cie continuerait à recevoir des commandes. Albert a suivi le sort de l'équilibre comptable de son patron, Bernard celui du sien, comme on monte aujourd'hui dans le train qui déraillera demain. Blâmera-t-on A et Cie pour féliciter B et Cie ? Ce serait profondément injuste puisque le régime voulait que chacun fit tous ses efforts pour supplanter l'autre, même si la baisse de la capacité d'achat n'avait rendu cette éventualité inévitable. Dans cet exemple nous avons choisi deux ouvriers, mais nous aurions pu mettre en scène deux polytechniciens. Ni l'un, ni l'autre, ne sont sûrs du lendemain puisque le sort de tout le personnel d'une entreprise dépend de son équilibre comptable. Et pour maintenir celui-ci, à quelle folle gymnastique ne se livre pas le producteur? Elle l'oblige à ne dire la vérité ni à ses clients qu'on leurre par la publicité; ni à son personnel dont on redoute les revendications; ni à ses fournisseurs dont on veut limiter les appétits; ni au fisc dont on craint les exigences. Traduit-il, au moins, l'expression réelle de la richesse publique? En aucune façon: la richesse réelle d'un pays est encore chose distincte de la richesse financière de ses habitants puisque cette dernière dépend exclusivement de l'équilibre comptable auquel le régime les assujettit. Voici donc deux domaines presque sans relation l'un avec l'autre. La richesse financière augmente avec le développement des échanges, et fond à vue d'œil au fur et à mesure que les échanges se ralentissent. Or la richesse réelle reste constante, du moins en puissance, avec possibilité de s'accroître dans la mesure des progrès que réalise la production.

Nous avons vu qu'en France seulement, de 1929 à 1935, le revenu national a baissé de 80 milliards de francs. C'est la conséquence du ralentissement des échanges. Notre pays a-t-il perdu des richesses réelles valant 80 milliards de francs? Nullement; une telle perte de substance exigerait un cataclysme colossal de l'ordre d'une guerre. Non seulement cette perte est simplement d'ordre comptable mais en fait elle n'a jamais existé réellement puisque nos récoltes, dans ce laps de temps, ont été plus considérables qu'à aucun autre moment de notre histoire, et que notre potentiel de production est resté le même, s'il n'a pas augmenté. Le revenu des valeurs mobilières, pendant cette même période, a baissé de plus de 6 milliards, qui, capitalisés à 4 % représenteraient une perte de 150 milliards! Or il ne manque pas une pierre à l'une quelconque des maisons du pays. En fait la production a été ou aurait pu être la même : elle aurait pu même augmenter considérablement. C'est le ralentissement des échanges qui est seul responsable de ces pertes qui n'ont été réalisées par les capitalistes que parce que la production n'a pas pu être *vendue*, en totalité. Mais la production existait en puissance et aurait pu être utilisée si l'échange n'était pas à la base de tout notre régime économique.

Parlerons-nous de la balance commerciale ? Nous savons en effet que le volume du commerce international se rétrécit sans cesse, précisément en raison de la baisse de capacité d'achat des consommateurs. Cette baisse se faisant sentir dans tous les pays supérieurement équipés, leurs producteurs ne veulent pas qu'une partie du revenu national aille se perdre au dehors, puisque celui-ci est déjà insuffisant pour absorber la production indigène.

La balance commerciale est donc déficitaire et se traduit, en régime capitaliste, par de lourdes pertes financières; son déficit réagit sur la balance des comptes, éventuellement par des sorties d'or. Or, ici encore, cet appauvrissement est d'ordre comptable et ne correspond pas à la réalité. Un moment d'attention et je m'explique: une balance commerciale déficitaire résulte d'un excédent des importations sur les exportations. Ce qui veut dire que la nation a reçu du dehors des produits pour une valeur plus grande que celle des produits qui sont sortis de chez elle pendant la même période. Où voit-on quelque apparence d'appauvrissement? Si la nation, comme on se plaît à le dire, n'est qu'une grande famille, on aimerait savoir pourquoi une famille se plaindrait d'avoir reçu plus de richesses réelles qu'elle n'en a sorti de chez elle. Il semble que dans ce cas, au contraire, cette famille a pu consommer plus de produits qu'elle n'a été obligée d'en fournir au dehors. La balance commerciale *déficitaire* que déplorent les économistes, en régime capitaliste, est au contraire une balance *excédentaire* puisqu'elle a permis de recevoir plus qu'on n'a donné.

En fait, le commerce international n'est aujourd'hui qu'un moyen individuel de se procurer une capacité d'achat. Il procède des mêmes préoccupations que le commerce intérieur. Les exportateurs déplorent de n'avoir pas pu opérer plus de ventes à l'étranger, même si ces ventes se traduisent par des exportations de produits qui manquent à nos propres nationaux.

Les exportateurs se plaignent, de leur point de vue, de la baisse des exportations puisqu'elle se traduit pour eux par une baisse de leur propre capacité d'achat risquant de mettre leur équilibre comptable en péril, mais ils exagèrent lorsqu'ils prétendent vouloir lier leur propre sort à celui de

la nation tout entière, laquelle, au contraire, a intérêt à voir l'étranger lui fournir plus qu'elle ne lui donne.

C'est toujours la confusion entre la richesse financière individuelle et la richesse réelle collective. Nous allons fournir d'autres exemples qui nous confirmeront que le total des richesses financières des habitants d'un pays n'a aucun rapport avec la richesse réelle collective de tous ses habitants.

C'est que, dans l'équilibre comptable individuel, vont figurer des éléments ne représentant pas des richesses au sens propre du mot, alors que des richesses considérables mais collectives sont exclues du domaine des comptes particuliers.

Voici quelques éléments de l'équilibre comptable individuel qui ne sont pas représentatifs de richesses réelles et qu'en tout cas, il est impossible de faire figurer dans un inventaire des richesses d'un pays.

Les *billets de banque* ne représentent intrinsèquement que le prix du papier et des frais d'impression<sup>27</sup> :

Les 80 et quelques milliards qui constituent la circulation monétaire de la France n'ajoutent rien à la richesse collective du pays. Cependant chaque billet de banque augmente la fortune individuelle de son détenteur puisqu'il lui permet de se procurer des produits et des services.

Les rentes émises par les gouvernements, collectivités publiques et municipalités figurent dans l'inventaire des fortunes particulières. Pour combien doivent-elles compter dans l'inventaire de la fortune collective? Pour zéro, car les rentes payées aux rentiers sont prélevées sur les revenus des contribuables par l'intermédiaire des impôts. C'est un simple transfert de richesses d'un groupe d'individus à un autre groupe d'individus.

Si un État rayait toutes ses rentes du grand livre de sa dette publique, il enrichirait les contribuables de tout ce dont il appauvrirait les rentiers. La richesse collective reste égale, avant comme après l'annulation des rentes.

On objectera peut-être que les rentes représentent quand même une richesse, car l'État a employé le produit de leur capital d'une manière judicieuse qui a augmenté la richesse collective du pays. C'est possible, mais ce n'est pas toujours le cas, comme nous allons le voir par l'exemple de la guerre.

En 1914, des millions d'hommes actifs sont arrachés à leur travail productif du temps de paix. Au contraire, c'est le reste du pays qui va avoir à les nourrir, à les vêtir, à les armer pendant quatre ans et demi. Les quelques travailleurs restés à l'intérieur du pays vont produire d'une manière intensive du matériel de guerre et des munitions qui vont s'évanouir sur le champ de bataille. Tous les stocks accumulés pendant les années de paix vont être consommés ou détruits.

Le dernier coup de canon tiré, on va dresser le bilan de l'œuvre satanique accomplie sur notre sol par toutes les armées du monde et toutes les artilleries de la planète: outre l'hécatombe irréparable des vies humaines, on s'aperçoit que dix des plus riches départements français ont été pulvérisés: villes, villages, usines, cultures, etc. Et l'équivalent de ces richesses détruites va se retrouver sous forme de richesses individuelles surgies du néant: le régime des échanges a fait naître, pour les besoins de la destruction, les milliards d'emprunts de guerre, des milliards de comptes-courants en banque, etc.. Tous ces milliards, qui n'ont absolument rien comme contrepartie, vont se retrouver dans les fortunes individuelles dont elles constitueront un élément de leur équilibre comptable; de sorte qu'un appauvrissement collectif inouï a pris la forme, dans le régime des comptes, d'un enrichissement particulier!

Voyons l'après-guerre : de 1919 à 1929 la production repart à un rythme inconnu jusqu'alors. C'est le travail de la reconstruction des régions libérées, et de la reconstitution des stocks. Le prodigieux outillage créé pour les besoins de la défense nationale se transforme pour produire des choses utiles en temps de paix; des progrès surprenants sont réalisés dans l'industrie et dans l'agriculture qui obtiennent des rendements prodigieux.

Voilà, certes, un exemple d'enrichissement collectif remarquable, sans aucun précédent dans l'histoire économique du monde. Va-t-il se traduire par un enrichissement individuel? Bien au

---

<sup>27</sup> On objectera que la valeur du franc est représentée par le stock d'or de la Banque de France. C'est possible, mais si ce stock d'or disparaissait et que le volume de la circulation restât le même, croit-on que la valeur du franc s'en trouverait modifiée? Depuis que l'or ne circule plus dans le public, la monnaie gagée sur l'or a perdu son prestige. Le mark allemand n'est gagé sur aucun stock d'or et cependant sa valeur à l'intérieur de l'Allemagne paraît si peu discutée que le gouvernement a pu emprunter plus de 100 milliards de marks au cours de ces dernières années. Il devient de plus en plus inutile de faire figurer l'or dans la définition d'une monnaie. Elle n'est simplement que le signe que tout le monde connaît et accepte en échange des produits ou des services.

contraire, les consommateurs sont obligés de se restreindre car les échanges viennent brusquement de se ralentir provoquant le déséquilibre comptable d'un nombre considérable d'individus, et obligeant d'autres, de plus en plus nombreux, à sombrer dans la plus noire détresse.

L'État, aussi durement atteint que les contribuables, s'est endetté, pendant cette période, presque à la même allure que lorsque les Allemands étaient à Noyon. Qu'a-t-il donc fait ? Il est venu au secours des producteurs pour les aider à se débarrasser de la production qu'ils ne pouvaient plus échanger contre de l'argent. L'État s'est substitué au consommateur défaillant.

Il s'est mis à assainir les marchés dans les conditions que nous avons étudiées dans le chapitre précédent. L'État s'est considérablement endetté afin d'acheter les stocks excédentaires. Ô surprise : des rentiers serrent dans leur coffre de nouvelles richesses qui ont, pour contrepartie, du blé dénaturé, du bétail enfoui, des ceps de vigne arrachés et brûlés... Des destructions collectives, dans le régime des échanges, ont servi à rétablir l'équilibre comptable individuel.

Dans l'évaluation des richesses particulières figure aussi, en bonne place, tout l'endettement correspondant au prodigieux équipement des nations modernes : les prêts hypothécaires, les découverts bancaires, les obligations émises pour les immobilisations d'outillage, ainsi que le poids des techniques antérieures qui n'ont pu être amorties. Tout cet endettement est un élément de l'équilibre comptable et quelle valeur exacte représente-t-il ? Une valeur considérable si les échanges se développent, une valeur de plus en plus réduite si les échanges ralentissent...

En revanche, le lecteur a déjà découvert les prodigieuses richesses collectives qui se trouvent exclues de l'équilibre comptable, simplement parce qu'elles n'ont pas pu faire l'objet d'un échange, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas pu être transformées en monnaie.

Un produit utile que l'on s'est donné la peine de créer n'a aucune valeur pour celui qui n'a pas les moyens de l'acheter. Il est comme inexistant. Mais il est inexistant aussi pour celui qui n'a pas pu le vendre puisqu'il va grossir les stocks qui encombrer les magasins des producteurs et les empêchent de poursuivre une production nouvelle. Le potentiel de production d'un pays reste donc en grande partie inutilisé dès que se ralentissent les échanges, et la vraie richesse d'un pays cesse d'enrichir ses habitants à partir du moment où le fonctionnement du régime ne lui permet plus de prendre une forme comptable.

Il devient donc obligatoire de s'évader du régime des échanges si l'on ne veut pas que la richesse collective se transforme en pauvreté individuelle.

La richesse d'un pays n'est donc plus le total des richesses individuelles telles qu'elles résultent de l'équilibre comptable créé par les échanges, mais bien sa puissance à fournir des produits ou des services quand, où, et dans la proportion que les citoyens le demandent.

Il nous faut donc dégager les principes de l'économie nouvelle que le progrès technique oblige à substituer à l'échange dès qu'il fait succéder l'abondance à la rareté. Cette tâche incombe à la science économique débutant, comme nous allons le voir, avec l'ère de l'énergie, mais à laquelle il reste un bel effort à accomplir. Car de même que l'astrologie conduisait à l'astronomie et que l'alchimie précède la chimie, l'économie va nous conduire à la sociologie.

*DEUXIEME PARTIE*

LES ÉCONOMISTES ET LEURS DOCTRINES  
DANS L'ERE DE LA RARETE.

## CHAPITRE VIII

**AVANT LES PHYSIOCRATES.**  
— **LES PHYSIOCRATES ET L'ORDRE NATUREL.**  
— **ADAM SMITH, PÈRE DE L'ORTHODOXIE ÉCONOMIQUE.**  
— **MALTHUS, APÔTRE DE LA DISETTE.**  
— **LA LOI DE RICARDO SUR LA RENTE FONCIÈRE, SUR LES SALAIRES.**

L'Économique est l'étude des moyens qu'utilisent les hommes pour créer et se répartir les produits dont ils ont besoin. Si les faits économiques sont donc de première importance pour l'existence des hommes, ceux-ci ne semblent pas s'en être préoccupés dans l'antiquité et même au Moyen Age. Certes l'échange est presque aussi vieux que le monde, la monnaie remonte à des temps très reculés, le travail est déjà prescrit dans la Genèse, mais, si les philosophes cherchèrent à approfondir ces questions, l'idée ne leur est venue que très tard de les relier les unes aux autres et d'en faire l'objet d'une science particulière.

Ils parurent surtout frappés par les inégalités sociales de leur temps et on sait que les prophètes firent entendre de véritables malédictions contre les accapareurs qu'ils rendaient responsables de la misère des peuples. Les critiques vont fulminer contre l'usure, dès qu'il devint d'usage courant de prêter l'argent à intérêt. Aristote déjà condamne ce moyen de vivre du travail des autres. Il serait difficile de citer une seule religion qui n'ait condamné le principe que l'argent peut faire des petits. La religion chrétienne mena contre l'intérêt de l'argent une lutte opiniâtre ; les Pères de l'Église le condamnaient *mutuum date, nil inde sperantes*. Plus tard le Coran fit chorus mais sans plus de succès. Ce qui rendait l'intérêt de l'argent particulièrement odieux, c'est que, dans ces siècles de rareté, le prêt était consenti exclusivement au consommateur puisque la production n'existait encore qu'à l'état embryonnaire. Or, si le consommateur est déjà dans l'impossibilité de rendre ce qu'il a reçu, on devine qu'il était en peine de rendre davantage. Un peu plus tard, la production s'organisant, c'est le producteur qui emprunte pour les besoins de son entreprise. À ce moment-là le prêt à intérêt soulève moins de réprobation et l'idée se précise qu'il devient légitime du moment que le prêteur court un risque. Il est clair que si ce dernier n'avait pas l'espoir d'un gain, il ne se trouverait personne pour prêter son argent en courant l'aventure de ne plus le revoir.

Le lecteur remarquera sans doute que la campagne contre l'intérêt de l'argent n'a pas cessé puisque le législateur, à plusieurs reprises et dans différents pays, fut obligé de limiter le taux légal de l'intérêt. Mais il notera qu'avec l'évolution récente des techniques de la production, le débat s'est déplacé au point que, successivement, celui qui prête et celui qui bénéficie du prêt vont encourir les foudres des moralistes. C'est d'abord, pendant toute l'ère de la rareté, le prêteur auquel on reproche de rechercher le maximum de profits, et il y réussit grâce aux garanties que lui confère le droit. À ce moment les Juifs sont honnis pour leur rapacité. Au contraire, dès que le prêt à intérêt, se généralisant, vient favoriser l'essor de la production dans les proportions que nous connaissons, c'est l'emprunteur que l'on couvre d'opprobres. En effet l'abondance, détruisant le profit escompté, place celui qui a fait appel au crédit dans l'impossibilité matérielle de tenir ses engagements. Est-ce sa faute si ses calculs sont déjoués par la baisse persistante de la capacité d'achat de ses clients ? C'est donc le prêteur que l'on trouve digne de pitié : l'usurier rapace du Moyen Age s'est mué en un innocent qui s'est laissé séduire et voit disparaître le contenu du bas de laine qui renfermait ses économies. Et le malheureux emprunteur, victime autrefois d'un Shylock sans entrailles, est devenu l'aigrefin qui pille l'épargne sacrée des travailleurs, car le vulgaire se complaît à l'absolu.

Laissons ce chassé-croisé.

La science économique, proprement dite, n'a pas deux cents ans d'existence ; elle fit son apparition quelques années à peine avant l'ère de l'énergie. Ce laps de temps, bien court dans l'histoire des sociétés humaines, parut suffisant à quelques doctrinaires pour les autoriser à tirer de leurs observations un système auquel ils promirent la vie éternelle.

On considère les Physiocrates comme les fondateurs de cette science nouvelle, Dupont dit de Nemours écrit en 1761 sa *Physiocratie ou constitution essentielle du gouvernement le plus*



*avantageux au genre humain.* À côté de cet homme modeste citons Quesnay, Mercier de la Rivière, Le Trosne, Turgot et, même avant eux, de Bois-Guillebert dont la grande connaissance des finances du royaume lui permettait de critiquer sévèrement les opérations de Colbert. Mais déjà Voltaire ne leur ménage pas son ironie, car, s'imaginant être les dépositaires de la vérité, ils l'affirment péremptoirement dans d'ambitieux écrits qui impressionnent encore beaucoup de nos contemporains.

Que prétendent ces premiers économistes ? Qu'ils sont les prophètes d'un certain *ordre naturel* immuable dont toutes les institutions sociales, surtout la propriété, ne sont que les conséquences logiques. À aucun moment l'idée de progrès n'effleure leur esprit. L'homme obéit à des lois naturelles que les Physiocrates vont révéler car leur source mystérieuse est accessible à quelques prédestinés. Ces lois se résument, en bloc, à *laisser faire !*, tout individu faisant naturellement ce qui, pour lui, est le plus avantageux. Voilà pour la sociologie. Pour l'économie politique, la production des richesses est réalisée par la terre qui, seule, fournit plus qu'on ne lui donne. Ils prétendent que l'industrie ne fournit pas d'excédent puisque la valeur de la main d'œuvre n'est que la somme des valeurs qui entrent dans la consommation de l'ouvrier. L'industrie ne produit donc rien en propre et ne fait que recevoir la richesse de l'agriculture en échange des services qu'elle lui rend.

En somme Dieu est le seul créateur, les hommes se bornant à façonner ce que Dieu a créé. Peut-être demanderez-vous pourquoi l'industriel ne façonne pas au même titre que l'agriculteur ? Mais on ne pose pas de question, on s'incline devant l'évidence.

Quant à la circulation des richesses, les Physiocrates estiment qu'elle est réglée aussi naturellement que celle du sang dans le corps humain. Les richesses vont et viennent à travers les classes sociales toujours en vertu de l'ordre naturel. Les propriétaires sont d'institution divine comme étant les ayants droit de ceux qui ont défriché la terre.

Du point de vue qui nous intéresse, il est clair que la doctrine physiocratique est inspirée par la crainte de la disette. *Laissez faire* l'homme, et son intérêt personnel le poussera à produire le plus possible. Cette formule est juste à cette époque, et le restera tant que les hommes ne pourront créer les produits dont ils manquent qu'en déployant individuellement le maximum d'efforts. Il existe donc ici une coïncidence indiscutable entre l'intérêt particulier et l'intérêt général. En facilitant au maximum les échanges, on incitera les hommes à travailler le plus possible afin que chacun ait beaucoup à échanger; le rôle de l'État sera limité au minimum. Les Physiocrates sont les inspirateurs de l'économie libérale-individualiste qui va débiter avec *Adam Smith* (1723-1790), le père indiscuté de l'orthodoxie.

Coïncidence curieuse, le fameux livre de cet économiste écossais *Recherches sur la nature et sur les causes de la richesse des Nations* paraît quelques années après la prodigieuse découverte de James Watt qui, inaugurant l'ère de l'énergie, va transformer le monde et pulvériser l'économie de la rareté. Certes Adam Smith n'ignore pas que l'on vient de découvrir la machine à vapeur, puis la machine à filer, mais la portée de ces événements ne l'inquiète pas et il ne se doutera jamais des conséquences extraordinaires qui vont suivre puisqu'il édicte tranquillement des règles pour tous les siècles à venir. Ses successeurs et disciples se borneront à répéter ses leçons en fermant religieusement les yeux afin de ne pas se laisser distraire par le spectacle changeant que leur offre le monde.

Cependant si Adam Smith reste dans la vérité de son époque on peut à bon droit s'étonner qu'il n'ait pas vu que cette vérité ne serait pas éternelle précisément en raison des principes qu'il met en relief. C'est lui qui découvre qu'une société ne peut être florissante tant que la majorité de ses membres est dans la misère; et il en déduit logiquement que tous les efforts des hommes doivent tendre à augmenter la production des choses rares dont ils ont besoin. Mais si l'homme entre dans cette voie ne va-t-il pas tout naturellement être conduit hors du régime que décrit Smith ? Dès que le problème de la production aura été résolu, Smith ne devine pas que le système qu'il vient de construire sera bel et bien obligé de s'effondrer.

Cette réserve faite, l'œuvre de Smith est considérable et ses disciples, les économistes orthodoxes, se contentèrent d'adapter ces principes aux phénomènes qui allaient apparaître sous l'influence des progrès de la technique.

Adam Smith croit à l'ordre naturel des Physiocrates. Les hommes seraient régis par des lois naturelles comme dans le monde physique. Ces lois sont providentielles et se résument en somme à obéir à l'instinct. L'homme, dit Smith, fait naturellement ce qu'il y a de plus avantageux pour lui. C'est un automate. Et dans un monde où chacun fait ce qu'il peut, où chacun suit son chemin sans se soucier du voisin, où des millions de volontés ne sont mues que par l'égoïsme, où le plus fort seul peut triompher, ni lui, ni ses disciples ne soupçonnent qu'on va aboutir à un

résultat social imprévu, Adam Smith ne s'en préoccupe pas du moment que, grâce à la division du travail, on créera toujours plus de richesses ce qui procurera plus de bien-être.

Signalons, au passage, que la loi de l'offre et de la demande à laquelle Smith attache la plus grande importance, fut aussi exactement formulée par lui que mal interprétée par ses successeurs. Que dit Smith ? Que l'offre s'adapte à la demande même si chacun produit pour le marché sans entente avec ses concurrents, sans direction d'aucune sorte, bref dans le plus grand désordre. Mais Smith précise que cette loi ne joue qu'en ce qui concerne la demande *effective*, c'est-à-dire la demande de ceux qui ont quelque chose à offrir.

C'est exactement ce que nous disons aujourd'hui quand nous constatons que le besoin solvable seul peut être satisfait. Mais du temps d'Adam Smith les besoins étaient tous solvables ce qui rendait ainsi la demande effective. Car celui qui n'avait que son travail à offrir sur le marché, trouvait toujours à s'embaucher puisqu'il existe du travail pour tout le monde, tant que les hommes sont dans cette ère de la disette qui paraissait à Adam Smith devoir durer éternellement; bien qu'il édictât des lois non moins éternelles qui devaient permettre aux hommes de s'en affranchir.

Cette idée fut partagée par Malthus (1766-1836) que l'on peut surnommer l'apôtre de la disette. Cet humble prêtre de campagne va essayer de prouver que les hommes sont condamnés à la disette à perpétuité, ce qui obligera un nombre grandissant d'entre eux à croupir dans la misère. Sa théorie, dont l'influence est encore toute puissante aujourd'hui, était basée sur le fait que la population est obligée d'augmenter beaucoup plus vite que ses moyens de subsistance. La population humaine, disait Malthus, croît selon une progression géométrique alors que les produits dont elle a besoin ne peuvent augmenter que dans une progression arithmétique. Si cette loi était exacte, n'apportait-elle pas la justification de l'intérêt personnel ? Et l'explication naturelle de la misère de tant d'êtres humains ? S'il y a des gens qui manquent de tout, ce n'est plus la faute des hommes, c'est la faute d'un certain ordre naturel auquel les faibles hommes que nous sommes ne peuvent rien changer.

Dans leur désir de justifier l'égoïsme, les disciples de Malthus assimilaient ce soi-disant ordre naturel à une véritable loi de la Providence plaçant celle-ci dans une fâcheuse contradiction : n'avait-elle pas prescrit aux hommes de croître et de multiplier ?

Malthus, avec encore un peu plus d'imagination, aurait pu placer le genre humain au-dessous des bêtes, puisque celles-ci trouvent, grâce à la nature, nourriture, vêtement et couvert. Il se contentait d'assimiler les sociétés humaines aux espèces animales lesquelles, obligées de se nourrir de ce qui existe, ne peuvent s'accroître que dans la limite des produits qu'elles trouvent préexistants. Cette assimilation était exacte en ce qui concerne les communautés humaines de l'ère préhistorique puisqu'elles souffraient de la disette au point d'obliger le vainqueur à manger le vaincu. Elle est encore exacte aujourd'hui pour quelques peuplades chez qui le progrès technique est encore inconnu. Mais l'intelligence de l'homme devait lui permettre de créer ce qui lui manque en utilisant la puissance de reproduction des espèces animales et végétales. Grâce à son génie l'homme a le pouvoir d'exiger que les espèces dont il a besoin se reproduisent sans entraves. La puissance de reproduction des pommes de terre, des harengs, et même des poulets, est heureusement très supérieure à celle de l'homme.

Que dirait Malthus, aujourd'hui, au spectacle des monceaux de blé qu'on dénature, des emblavements que l'on réduit, des ceps de vigne qu'on arrache, du poisson que l'on interdit de pêcher pour ne pas avoir à le rejeter à la mer ? Que penserait-il des 37 millions de sacs de café que le Brésil a fait brûler volontairement pour le soustraire à la consommation des hommes ? Et des 18 millions d'hectares de terres cultivées que le Président Roosevelt a fait remettre en friche ? Que dirait-il au spectacle de toutes ces restrictions de production ou de destruction de richesses ?

Il ne resterait, pour achever de le confondre, qu'à lui faire entendre les accents découragés de ceux qui se plaignent de produits excédentaires, en même temps qu'ils poussent des lamentations sur la dénatalité française.

Ricardo (1772-1823) fut un homme d'affaires qui siégea à la Chambre des Communes pendant les dernières années de sa vie. Il est resté célèbre par sa loi de la rente foncière qui passionna les économistes, notamment George et Stuart Mill.

Nous nous y arrêterons pour montrer que, sous le nom de rente foncière, il n'a fait que décrire un phénomène de la rareté donnant, en régime capitaliste, naissance au profit.

Il prend l'exemple d'un propriétaire exploitant d'excellentes terres fournissant un quintal de blé pour 20 heures de travail. Le blé vaut alors 100 francs l'hectolitre.

Mais, pour faire plaisir à Malthus, il suppose que la population croît rapidement et qu'il devient nécessaire de défricher des terres moins fertiles où l'hectolitre de blé exigera 30 heures de

travail. Qu'arrive-t-il ? Le blé se vendra 150 francs sur le marché, car au-dessous de ce prix, les propriétaires des nouvelles terres n'auraient aucun intérêt à en faire pousser. C'est donc un bénéfice de 50 francs par hectolitre que réalise immédiatement le premier propriétaire puisque, grâce à la fertilité de ses terres, son blé ne lui revient qu'à 100 francs l'hectolitre. Celui-ci touche donc une rente foncière de 50 francs par hectolitre de blé, et ce profit est indépendant de son travail. Malthus et Adam Smith trouvent la chose toute naturelle et justifiée.

Le raisonnement de Ricardo est logique puisque, sur un marché où la demande est supérieure à l'offre, le prix pratiqué est, au minimum, celui du plus haut coût de production. Poursuivant sa démonstration il constatera que le profit augmentera encore pour le premier propriétaire, et commencera à apparaître chez les seconds, dès qu'il sera nécessaire de mettre en valeur d'autres terres, encore moins fertiles, qui exigeront 40 heures de travail par hectolitre de blé.

Or tout ceci se ramène à un phénomène de rareté donnant naissance au profit. Pourquoi doit-on défricher de nouvelles terres ? Parce qu'on manque de blé. Pourquoi continue-t-on à défricher des terres encore moins fertiles que les précédentes ? Parce qu'on manque encore de blé. En manquer, c'est constater que ce produit est rare; si le produit est rare, il permet à ceux qui le produisent d'en tirer profit. Au contraire, si l'abondance survenait, elle ferait disparaître ce profit. Servons-nous de l'exemple précédent mais dans le cas où la demande, restée stationnaire, c'est l'offre qui va augmenter. Un propriétaire exploite des terres qui lui fournissent un quintal de blé pour 20 heures de travail. Le blé vaut 100 francs l'hectolitre. Un autre propriétaire, sachant employer les engrais et sélectionner les graines, obtient un quintal de blé pour 10 heures de travail. Il va offrir son blé à plus bas prix sur le marché, obligeant ainsi le premier propriétaire à vendre le sien à perte, car la demande n'ayant pas augmenté, c'est le blé qui est devenu abondant.

Supposons qu'un troisième propriétaire, utilisant des engins mécaniques, trouve le moyen de produire un hectolitre de blé pour 5 heures de travail. Il va pouvoir offrir son blé encore meilleur marché que celui de ses concurrents. La demande restant toujours la même, le blé est devenu si abondant qu'il y a perte pour tous les producteurs, puisque tous sont obligés de diminuer leurs prétentions afin de vendre une partie au moins de leur récolte.

Ricardo en formulant sa fameuse théorie de la rente foncière, ne faisait donc que décrire les conséquences de la disette. La rente du propriétaire, ou le profit du producteur, tient essentiellement à ce que les produits offerts sont en moins grande quantité que ceux qui sont demandés. Cette même rente existe pour le propriétaire d'un immeuble situé aux Champs-Élysées. Elle existe aujourd'hui pour le producteur et le commerçant assez habiles pour avoir su se créer une spécialité ou une exclusivité ; elle existait pour le bossu de la rue Quincampoix qui la tirait de la pénurie des gibbosités. C'est pour lutter contre l'abondance des produits, et ressusciter ainsi les profits, que l'on a imaginé la politique protectionniste, les contingentements, les cartels, les ententes industrielles, etc.. C'est pour ressusciter cette bienfaisante rareté que les gouvernements, sous la pression des producteurs, ont fait détruire des produits alimentaires et restreindre la production dans les conditions que nous connaissons hélas beaucoup trop bien. Cette loi de Ricardo explique le fonctionnement du régime capitaliste et fait découvrir les causes qui le font disparaître. Un régime, qui, pour fonctionner normalement, exige que des besoins restent insatisfaits alors que tout existe pour les satisfaire, ne peut être heureusement qu'une étape dans l'histoire des sociétés humaines.

Nous ne ferons que mentionner les travaux de Ricardo sur le mouvement des marchandises d'un pays à un autre. En démontant le mécanisme de l'or, monnaie internationale, il est le premier qui ait montré l'automatisme de la fonction qu'il assume pour régulariser les prix. Encore faut-il trouver réunies les meilleures conditions permettant au régime capitaliste de fonctionner. Ricardo a mis en évidence que le commerce international revêt la forme du troc : les marchandises s'échangeant contre des marchandises; l'or ne servant qu'à équilibrer la balance des comptes.

Mais la perspicacité de Ricardo lui permit de découvrir, dans le merveilleux ordre naturel des Physiocrates, le conflit latent qui existe entre les salaires et les profits. C'est lui qui a écrit cette phrase : *le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers en général les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution*. On n'a pas mesuré la portée de cette sinistre prédiction. Elle signifie en clair que, si le nombre d'enfants de la classe ouvrière vient à s'élever plus qu'il est nécessaire pour reconstituer le nombre des parents, il faut que l'équilibre se rétablisse. Et par quel moyen ? Par la baisse des salaires, laquelle provoquera la misère qui fera disparaître les enfants excédentaires. Sur quoi s'appuie Ricardo pour énoncer ce que Lassalle devait ériger en **loi d'airain** ? Simplement sur la loi de l'offre et de la demande qui joue pour le travail comme pour les produits. Certes les salaires peuvent monter

nominalement en proportion de la hausse du prix des denrées, mais ces deux hausses seront parallèles de sorte que l'ouvrier, quel que soit son salaire nominal, ne pourra jamais se procurer que la même quantité de marchandises. Car, explique Ricardo, le nombre des ouvriers nécessaires ne peut dépasser le chiffre dont l'industrie a besoin, et ce sont ces besoins industriels qui firent le taux des salaires et les font baisser dès que le nombre des ouvriers est plus grand que celui réclamé par l'industrie. Il a aperçu nettement une antinomie entre les profits et les salaires en démontrant que la part des uns ne peut augmenter que dans la mesure où la part des autres diminue. Il prévoit donc une lutte continuelle entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Chose digne de remarque, Ricardo annonce que les profits auront tendance à baisser dans l'avenir. Prévoit-il les progrès foudroyants de la technique qui permettront la grande relève de l'homme par la machine ? Nullement, mais impressionné par les sombres pressentiments de son ami Malthus, il craint que le nombre croissant des humains n'exige un surcroît de subsistances qu'on ne pourra se procurer malgré le nombre grandissant des travailleurs.

Quoi qu'il en soit, Ricardo, économiste de la rareté, a eu le mérite d'entrevoir que si, comme le proclamaient les Physiocrates, la production des richesses est régie par des lois naturelles, aucune, en revanche, ne préside à leur distribution. Sauf si l'on veut bien concéder que la loi naturelle est celle du plus fort.

## CHAPITRE IX

### JEAN-BAPTISTE SAY PARACHÈVE L'ÉDIFICE DE L'ÉCONOMIE LIBÉRALE AUQUEL SISMONDI ADRESSE DÉJÀ DES CRITIQUES. SAINT-SIMON ET LES SAINTS-SIMONIENS.

Jean-Baptiste Say (1767-1832), un des grands noms de l'économie libérale française, reprendra les doctrines d'Adam Smith et essayera de leur donner une interprétation à allure scientifique. Il veut consolider la notion de l'ordre réel en tentant d'en dégager de véritables lois qui devraient jouer, dans l'ordre économique, le rôle que jouent les lois que nous connaissons dans le monde physique. Il est visible que, pour lui comme pour ses disciples contemporains, l'homme est mis au monde pour obéir à des lois économiques qu'il ne saurait enfreindre sans déchaîner des cataclysmes. Pas un instant l'idée ne lui est venue qu'il appartenait aux hommes de régler eux-mêmes leurs rapports pour la création et la distribution des produits dont ils ont besoin. J.-B. Say croit donc à une science immuable, *celle des lois qui régissent les richesses* et, le premier, il va les enseigner dans une chaire du Collège de France.

Il corrige son maître Adam Smith en étendant le sens *productif* au travail du commerçant, du transporteur et même aux professions libérales. Tous ces services concourent à la production qui doit comprendre les produits *immatériels*.

Comme chez tous les économistes de l'ère de la rareté, sa grande préoccupation est la production qu'il convient d'intensifier le plus possible car elle est très au dessous des besoins de l'homme. Il la fait résulter des trois facteurs : la terre, le travail, le capital, et cette division reste classique encore aujourd'hui dans l'enseignement des facultés de Droit.

Il est donc partisan du libre-échange et formule une théorie sur les débouchés qui impressionne encore vivement ses disciples actuels. En vertu de celle-ci, les produits s'échangeraient toujours contre des produits. Sous cette forme c'est une évidence, car on sait que la monnaie n'intervient que pour faciliter un échange. Il faut fournir un produit pour se procurer de l'argent, avec cet argent on se procurera un produit. On peut supprimer l'argent dans ces deux opérations pour revenir au simple troc qui est l'échange primitif, puisque l'intervention de la monnaie se borne à faciliter cet échange en l'étirant dans le temps. Mais la théorie de J.-B. Say a reçu une interprétation plus ambitieuse. Elle prouverait qu'il ne peut y avoir surproduction générale car chaque produit trouve d'autant plus de débouchés qu'il existe une plus grande variété et abondance d'autres produits. Ceci, hélas, n'est vrai que théoriquement ; l'expérience de la période que nous traversons prouvant malheureusement le contraire. On se trompe, en effet, si l'on ne place pas l'homme au centre du raisonnement. Expliquons-nous : les produits s'échangent contre d'autres produits possédés par d'autres hommes. C'est donc une opération qu'effectuent les hommes dans la mesure où ils le désirent *et où ils le peuvent*. Car celui qui n'a rien à échanger n'absorbera pas les produits qu'un autre homme offrira sur le marché. C'est le cas du chômeur. Il offre son travail, mais ne trouvant pas preneur, il est dans l'impossibilité de se procurer les objets qui lui sont nécessaires. Le voici exclu du cycle des échanges et, comme conséquence, les produits fabriqués par d'autres ne pourront pas s'échanger. Quand les uns ne peuvent pas acheter, les autres ne peuvent pas vendre ; les produits s'entassent inutiles tandis que la misère augmente.

J.-B. Say n'a donc pas vu que sa formule ainsi étendue ne s'appliquait qu'à l'époque de la rareté, pendant laquelle le travail humain est tellement indispensable que tout le monde est employé<sup>28</sup>. Chacun ayant donc quelque chose à échanger il est évident que plus les produits seront nombreux plus les échanges seront intenses.

Le lecteur se demandera peut-être à quelles préoccupations obéissait cet économiste en rassurant ainsi ses concitoyens sur l'avenir du régime du *laissez-faire*. Certes ce régime fonctionnait dans les premières années du dix-neuvième siècle, époque bénie du libre-échange

---

<sup>28</sup> Et même dans l'ère de la rareté, les articles démodés ne trouvent pas preneur; pas plus d'ailleurs que les produits auxquels la science vient brusquement substituer d'autres produits. Nous savons d'ailleurs que c'est la capacité d'achat qui est la mesure de la consommation, or la somme des capacités d'achat est aujourd'hui toujours inférieure à la valeur des produits offerts.

et de la neutralité économique de l'État. Mais voilà déjà que des accidents fâcheux viennent à se produire, notamment en Angleterre où l'équipement industriel est plus avancé qu'ailleurs. Des crises économiques font leur apparition en 1815, en 1818, et en 1825 au cours desquelles on constate que les produits fabriqués se vendent de plus en plus mal, car ils existent en plus grande quantité que ne le requièrent les besoins des consommateurs solvables. Déjà on prononce le mot *surproduction* à la place du mot *sous-consommation*. La théorie des débouchés, imaginée par J.-B. Say, venait donc à point dissiper les craintes en expliquant que les crises ne pouvaient être que passagères<sup>29</sup> car on ne verrait jamais les temps où la production pourrait satisfaire des besoins prétendus illimités. «*Les richesses sont une chose dont les nations ne sont pas plus embarrassées que les particuliers*», affirme J.-B. Say dans son cours d'économie industrielle. Certes il n'avait pas prévu les destructions de produits alimentaires, les restrictions de production, les démolitions de matériel auxquelles se livreraient, un siècle plus tard, tous les pays supérieurement équipés, ni le silence pénible de ses disciples s'obstinant à ne voir, dans ces accès de folie collective, que les conséquences d'une crise cyclique plus prolongée que les autres.

J.-B. Say s'exprime encore sur le compte des machines dans les termes que reproduiront dévotement ses successeurs. La machine n'est pas l'ennemie de la classe ouvrière car, si elle libère du travail humain, elle crée des profits qui iront s'investir dans une autre industrie, laquelle absorbera la main-d'œuvre disponible.

Ce phénomène constaté, avec retardement, dès le commencement de l'ère de l'énergie, ne se renouvela plus par la suite puisque le chômage technologique fit son apparition au début du vingtième siècle. Malgré l'existence aujourd'hui de plus de trente millions de chômeurs dans le monde, la foi des disciples dans les prophéties du Maître n'a pas encore vacillé puisqu'ils tiennent, en 1936, un langage que les événements ont démenti depuis longtemps.

Pour illustrer encore davantage l'influence de J.-B. Say sur nos économistes orthodoxes et l'influence de ceux-ci sur tous les gouvernements, n'omettons pas de signaler que le Maître avait compris qu'un certain battement pouvait se produire entre le moment où l'ouvrier congédié tombait dans la misère, et celui où des profits exceptionnels, réalisés grâce aux machines, permettaient de le réemployer dans une autre profession, ou dans un autre pays. J.-B. Say préconisait alors la mise en train de grands travaux d'utilité publique aux fins de résorber le chômage. Ce palliatif aux crises cycliques devait enthousiasmer, un siècle plus tard, ceux qui se prétendent partisans résolus du laissez-faire.

Cependant un contemporain de J.-B. Say, frappé de la misère qu'il avait sous les yeux, n'hésitait pas à mettre une sourdine à l'optimisme que l'orthodoxie avait fait naître. Mais la confiance dans l'ordre naturel était générale au point que la voix de *Sismondi* (1773-1842) n'éveilla aucun écho. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on prêta quelque attention à des écrits où l'école socialiste est venue puiser à pleines mains.

Les premières crises anglaises et les ruines qui en furent la conséquence bouleversèrent Sismondi au point de le faire douter de l'existence de ces fameuses lois naturelles et de cette belle harmonie entre l'intérêt particulier et l'intérêt général qui fait le fond de la doctrine orthodoxe. Pourquoi, en effet, ces lois éternelles ne seraient-elles pas faites pour le bien-être de chaque individu ? Comment l'intérêt particulier peut-il coïncider avec l'intérêt général du moment que nul ne veut le bien public que quand il s'accorde avec le sien ? Sismondi n'hésite pas à décrire la misère de centres industriels, comme Birmingham, Manchester, Glasgow, mais encore de ceux qu'il visite en Italie, en Suisse et même en France. Il signale partout les conditions lamentables dans lesquelles vivent les ouvriers des fabriques, l'emploi abominable qui est fait de la main-d'œuvre enfantine recrutée quelquefois à partir de l'âge de six ans; enfin la durée extraordinaire de la journée de travail atteignant jusqu'à 16 et 17 heures dans certains centres manufacturiers. Que ceux qui en doutent veuillent bien se reporter au livre de Rist sur *le travail dans l'industrie française de 1820 à 1870*; ou qu'ils parcourent l'enquête ordonnée par la Chambre des Communes aboutissant, dès 1918, à une réglementation de la main-d'œuvre enfantine dans les manufactures de coton; ou encore le rapport du docteur Villermé à l'Académie décrivant la détresse de la population ouvrière dans les centres industriels de Normandie et les abominables traitements corporels que subissent les enfants dans les filatures. Sismondi fait donc le procès du machinisme dont il a aperçu les tristes effets, en niant que le progrès des techniques puisse améliorer les conditions de vie du plus grand nombre des hommes.

---

<sup>29</sup> Les disciples de J.-B. Say précisèrent que ces crises passagères ne pouvaient être que cycliques, sans remarquer qu'un mécanisme qui se détraque à intervalles réguliers est bien défectueux. Mais peut-on amender des lois naturelles ? On les subit comme celles des saisons.

Si cette opinion fait scandale, aujourd'hui encore, c'est que l'on préfère nier l'évidence. Dans notre régime actuel l'ouvrier est la victime de la machine, pas seulement maintenant qu'elle le condamne à la misère en lui faisant perdre son gagne-pain, mais déjà au temps où vivait Sismondi. À cette époque l'introduction d'une nouvelle machine obligeait le travailleur à quitter le métier qui le faisait vivre, lui et les siens. Il retrouvait du travail plus tard, mais quand ? dans quelles conditions ? dans quel pays ? au prix le plus souvent d'un nouvel apprentissage. Il y avait donc pour lui une transition qui l'obligeait à vivre encore plus misérablement, jusqu'à ce que la main-d'œuvre libérée par la machine ait pu s'adapter à une industrie nouvelle. Il est impossible de contester que ces souffrances imméritées condamnent le progrès qui les fait naître et va les perpétuer jusqu'à la transformation sociale qu'exigera ce progrès. Car Sismondi, économiste de la rareté, ne prévoit pas qu'un jour viendra où, devant l'impossibilité de vendre une production de plus en plus grande à une population de plus en plus pauvre, la machine sera bien obligée de ne produire que dans l'intérêt de tous, puisqu'elle ne pourra plus procurer de profit à personne. Il prévoit si peu l'économie de l'abondance succédant à l'économie échangiste que, dans sa célèbre hypothèse où le roi d'Angleterre, rien qu'en tournant une manivelle, fabrique tout ce dont ses sujets ont besoin, Sismondi ajoute ingénument : que deviendra la population de l'Angleterre ?

À l'époque où il vit, il constate très justement que l'ouvrier ne tire aucun avantage du machinisme. L'abaissement du prix de revient ? Encore faudrait-il que les moyens de l'ouvrier lui permettent d'acquérir les objets qu'il fabrique. Or, ce n'est le cas que pour un tout petit nombre de produits. Sismondi est le premier qui ait dénoncé les méfaits de la libre concurrence, autre dogme des économistes orthodoxes, en montrant qu'elle se résume trop souvent à la loi du plus fort. Il aperçoit déjà que la grande production moderne va créer deux classes : les riches et les pauvres, car il devine que les petites entreprises, qu'elles soient industrielles, commerciales ou agricoles, ne pourront pas concurrencer les grandes. Karl Marx devait reprendre cette thèse dont il allait faire le développement de toute sa doctrine, en rendant à Sismondi l'hommage qui lui était dû puisqu'il place son nom dans le fameux manifeste communiste. Mais Sismondi n'a fait qu'entrevoir la concentration industrielle qui lui servit à expliquer la persistance de la misère et la fréquence des crises économiques.

Enfin Sismondi, rompant délibérément sur ce point encore avec l'économie libérale, réclame l'intervention de l'État précisément pour limiter les méfaits de la libre concurrence. Il rêve d'un progrès technique se développant par étapes et souhaite même que l'État limite les inventions. Si ceci fait sourire, c'est qu'on oublie que Sismondi, raisonnant dans le régime capitaliste constituant une structure complète, voulait atténuer la misère qu'entraîne nécessairement un progrès trop rapide.

Ajoutons qu'il a eu la vision que l'économie politique devrait fatalement évoluer, prendre l'homme comme pivot de ses raisonnements, et devenir ainsi une science morale. On voit qu'il a remué une masse d'idées et qu'il y a peu de grains à ramasser après sa moisson.

Mais celle-ci devait être engrangée pour être utilisée beaucoup plus tard. Une école nouvelle, celle de *Saint-Simon* (1760-1825), avait alors beaucoup de retentissement.

Si l'on veut bien saisir les causes de ce vaste mouvement, il faut se reporter à l'époque où il a pris naissance. Le progrès technique commence à bouleverser le monde. Certes il ne marche pas à l'allure vertigineuse de ces dernières années, mais il a déjà pris un élan qui encourageait l'espoir des savants, des industriels, des ingénieurs, bref d'une partie de l'élite intellectuelle de cette époque.

Or la Révolution française vient de briser les cadres politiques de l'ancien régime. Sur le plan économique la disparition des corporations, des maîtrises, des jurandes venait de libérer l'esprit d'entreprise en lui permettant d'utiliser les nouvelles forces productives que la science venait de dégager. Si les vieux préjugés commencent à disparaître, il est indispensable de leur substituer une mystique nouvelle : c'est Saint-Simon qui va s'en faire l'apôtre. Qu'est-elle au juste ? Une exaltation éloquente de la production qui va diminuer la rareté dont souffrait le vieux monde et apporter le bien-être à tous les hommes. La production des choses utiles est le seul but raisonnable que les sociétés puissent se proposer et la politique, elle-même, doit devenir la science de la production. Saint-Simon va jusqu'à envisager la substitution d'un gouvernement économique au gouvernement purement politique ; celui-ci sera confié à l'élite des grands capitaines d'industrie dont il magnifie le rôle consistant à concevoir, oser, réaliser. L'activité de ces derniers fait d'eux les hommes les plus utiles au pays et il est dans l'intérêt de tous de leur confier la direction avec les destins de la nation.

Saint-Simon est si imprégné de la nécessité de lutter contre la rareté qu'il veut que le travail soit exigé de tous les hommes : le travail doit être une obligation sociale<sup>30</sup>. Donc il méprise l'oisif, ce felon. Ainsi se créeront toujours plus de richesses dont la répartition sera proportionnelle aux moyens que l'on a mis en œuvre, y compris les capitaux. Telle est, en peu de mots, le fond de la doctrine saint-simonienne que son auteur va propager par des tracts, des brochures, des conférences, grâce au concours de collaborateurs dévoués, les saint-simoniens, qui, plus tard, complèteront cette œuvre.

Ceux-ci : Auguste Comte, Augustin Thierry, les deux Rodrigues, Enfantin (pour n'en citer que quelques-uns), vont surtout s'appliquer à définir les conséquences sociales de cette doctrine de l'industrialisation qu'ils vont ériger en véritable religion. Et pour la première fois peut-être, en se maintenant strictement sur le terrain de l'économie, le procès de la propriété privée va s'ouvrir : il ne devait jamais cesser de se poursuivre depuis lors.

Quels sont les reproches qu'ils vont adresser à la propriété privée ? Toujours préoccupés par cette rareté des choses utiles, c'est-à-dire par le spectre de la misère qui hante les hommes depuis leur apparition sur la terre, ils vont démontrer que la propriété est l'obstacle redoutable qui s'oppose à une production intensive ; ils n'hésitent pas à la représenter comme la tare organique du régime.

D'abord ils en donnent une définition très claire : c'est toute richesse qui procure un revenu : donc les fruits d'un travail d'autrui. Précisons bien qu'il ne s'agit pas du profit considéré par eux comme un salaire, même celui du chef d'industrie, mais tout simplement du revenu obtenu sans le travail du bénéficiaire. C'est donc la condamnation des capitaux que font fructifier leurs détenteurs et de l'épargne dans la mesure où elle n'est que l'élément constitutif de ces capitaux. En bref, ils n'admettent pas que l'on puisse récolter les fruits d'un travail passé. Ce dernier ne doit pas pouvoir donner droit à la jouissance des produits du travail présent, *a fortiori* à celui du travail futur. Ils contestent donc la doctrine orthodoxe qui veut que la propriété soit le stimulant dont les hommes aient besoin pour produire toujours davantage. Pour quelle raison ? Les Saint-Simoniens remarquent que la production devient impossible sans la terre et sans les capitaux sous toutes leurs formes. Ce sont, dans le régime actuel, les véritables *instruments du travail*. Or ceux-ci sont mis à la disposition des travailleurs moyennant une redevance qui s'appelle l'intérêt de l'argent, le loyer, le fermage, etc. C'est donc une véritable exploitation de l'homme par l'homme que ce droit de lever une dîme sur le travail d'autrui. Or, si la Révolution a fait disparaître les privilèges de la noblesse et du clergé, elle a laissé subsister celui-ci qui va devenir perpétuel grâce à l'héritage. Et c'est précisément contre l'héritage, qu'au nom de la production intensive vont s'élever les Saint-Simoniens. Ils ne peuvent admettre que ces capitaux et ces fonds de terre, indispensables à la production, puissent être répartis *au hasard de la naissance*. Ils veulent que leur répartition soit confiée aux plus capables, et dans l'impossibilité de les désigner, ils doivent appartenir à l'État qui devient le seul héritier.

Mais comment pareil régime pourra-t-il se soutenir ? Par la contrainte ? Nullement. Les Saint-Simoniens avouent qu'il exige une mystique, une véritable foi. Certes, l'idée provoqua des protestations et des brocards innombrables car le thème est facile. Les Saint-Simoniens furent traités de révolutionnaires, de démagogues ou d'utopistes, suivant le degré d'éducation de leurs contradicteurs. Cependant, un siècle plus tard, l'exemple que nous offre la Russie ne vient-il pas infirmer ces critiques ? Car le prodigieux effort d'équipement, tenté par l'U.R.S.S. au cours de ces dernières années, n'a été réalisé qu'au prix d'une certaine "mystique du plan" qui n'est pas sans analogie avec la doctrine Saint-Simonienne. On serait donc porté à croire que les problèmes posés par la production n'exigent pas impérieusement le moteur de l'intérêt personnel et l'appât de la propriété, ainsi que l'orthodoxie économique l'a toujours prétendu.

Celle-ci, nous l'avons dit, avait toujours soigneusement écarté la propriété de tout débat économique. Elle la considérait comme un fait social qui ne méritait aucune étude particulière. Les Saint-Simoniens s'attachèrent, au contraire, à l'examiner au point de vue historique, ce qui devait leur faire découvrir qu'elle n'avait jamais eu une forme fixe et qu'elle évoluait avec le temps.

Ne leur reprochons pas de ne pas avoir découvert que le terme de cette évolution devait être l'abondance, qui supprimerait la propriété tout simplement parce qu'elle ne serait plus nécessaire.

Si les Saint-Simoniens sont les précurseurs du collectivisme, on peut encore trouver dans leurs doctrines les éléments de cette organisation méthodique du travail qui devait se développer

---

<sup>30</sup> Il est probable que les millions de chômeurs qui souffrent dans les pays aujourd'hui supérieurement équipés, seraient heureux de remplir cette obligation sociale.



beaucoup plus tard sous le nom de *rationalisation*. Ils ont deviné très justement que l'association était la forme supérieure de la production. L'influence qu'ils exercèrent dans la grande bourgeoisie de leur époque fut loin d'être négligeable si l'on en juge par le bilan que dressa Isaac Péreire des œuvres qui leur sont dues, au nombre desquelles figurent la construction des premières lignes de chemins de fer, le percement de l'isthme de Suez, le Crédit Mobilier, etc.

Nous restons dans notre sujet en remarquant que les Saint-Simoniens ne se sont pas spécialement préoccupés du problème de la répartition, autrement dit de celui de la consommation. Pour eux l'important était que chacun *fut égal au départ* de façon à pouvoir fournir le maximum de rendement. Leur célèbre formule: *à chacun selon sa capacité, et à chacun selon ses œuvres*, résume admirablement leur doctrine. C'est l'œuvre, seule, qui compte, dans l'intérêt supérieur de la production sociale qui prime tout, et les hommes seront récompensés dans la mesure des résultats qu'ils obtiendront : plus ce résultat sera productif, plus l'auteur en sera rémunéré, donc plus l'homme a intérêt à produire.

Nous restons donc toujours, et pour cause, en présence de cette terrible ennemie de l'humanité : la disette que les hommes doivent s'efforcer de vaincre.

## CHAPITRE X

### LES PREMIÈRES THÉORIES SOCIALISTES : FOURIER, OWEN, CABET, WILLIAM THOMPSON, PROUDHON, LOUIS BLANC, ETC... LA RÉVOLUTION DE 1848 MET FIN À CE MOUVEMENT PRÉTENDU NE REPOSER QUE SUR DES UTOPIES; LE SOCIALISME D'ÉTAT DE ROBERTUS ET DE LASSALE.

Ce sont encore les premières crises industrielles et la misère qu'elles entraînent qui vont inspirer à les hommes, d'origine très diverses, les premières théories économiques d'inspiration socialiste. Ces novateurs réagissent tous contre le *laissez-faire* dont ils dénoncent les désordres et les contradictions. En particulier la libre concurrence leur paraît intolérable ; c'est elle qu'ils vont combattre car ils entrevoient justement qu'elle conduit au monopole de fait qu'exercera le plus fort. Ils s'efforceront donc d'harmoniser les intérêts qui s'opposent si violemment dans le régime capitaliste, et leurs conceptions, heurtant les préjugés et le désordre établi, apparaîtront, en vrac, comme de *simples utopies*.

Leur pensée généreuse était que, même dans l'ère de la rareté qui, à eux aussi, paraît devoir être éternelle, l'intérêt particulier ne doit pas être le guide unique des actions humaines. De là leur idée de morceler la société en petits groupes économique où règnera la justice et la fraternité, avec l'espoir que, de la réunion de tous ces petits groupes, finira bien par jaillir une société nouvelle. Il était malheureusement trop tôt pour renverser un courant dont la force était loin d'être épuisée. La révolution de 1848 se chargea de le leur faire comprendre, en les ramenant durement aux réalités.

*Fourier* (1772-1837) n'est pas un socialiste au sens ordinaire du mot puisqu'il ne fait pas l'effort intellectuel nécessaire pour s'affranchir du régime. Son fameux phalanstère réunit le maximum de confort possible pour les hommes qui y vivent, grâce à la *collectivisation* des frais généraux qui grèvent le budget familial. Mais il comporte des appartements pour toutes les bourses. Enfin le phalanstère est une *autarchie* consommant tout ce qu'elle produit. Ce qui lui manque est procuré par l'échange avec d'autres phalanstères. Autre fait curieux : le phalanstère distribue des dividendes répartis, assez arbitrairement d'ailleurs, entre tous les coopérants. Mais Fourier veut que le travail devienne attrayant, et sur plus d'un point, il prévoit les transformations sociales qu'apportera obligatoirement le progrès technique; Signalons enfin qu'il est l'inventeur du *minimum vital* dont il veut faire bénéficier tous les hommes, et que devait ressusciter Rodrigues, quatre-vingts ans plus tard, sans le transformer en maximum vital comme l'abondance le permettait déjà sans inconvénient<sup>31</sup>.

Il est cependant le fondateur de l'association coopérative, qui rêve de se passer de tous les intermédiaires. *William Thompson*, son disciple, développera encore davantage cette idée de coopérative de production, qu'il justifie en montrant que, dans le régime capitaliste, l'ouvrier ne touche qu'une partie du salaire auquel son travail devrait lui donner droit. N'est-ce pas déjà, sous une forme assez vague, la théorie de la plus-value qui trouvera sa place un peu plus loin dès que nous examinerons les théories de Marx ?

*Cabet* (1788-1856) est connu pour son *voyage en Icarie*, qui fait de lui un précurseur du communisme. Il voulut l'appliquer dans la rareté en fondant, comme Owen, une colonie en Amérique. Celle-ci fut obligée de se transformer afin de pouvoir se maintenir quelques années.

Avec *Proudhon* (1809-1865) nous retombons d'abord en pleine doctrine saint-simonienne, car son mot fameux : *la propriété, c'est le vol* doit être entendu dans le sens de la dîme prélevée sur le travail d'autrui. Lui, aussi, va chercher une explication de la spoliation de la classe ouvrière. C'est, croit-il, parce que le patron ne paie à l'ouvrier que la valeur de son travail individuel, alors qu'il tire profit de toute la valeur du travail collectif de son personnel. En effet, le travail accompli par une équipe d'ouvriers se servant d'engins mécaniques est beaucoup plus productif que celui qu'accompliraient séparément ces ouvriers dépourvus d'engins mécaniques.

---

<sup>31</sup> Fichte, disciple de Kant, écrivait en 1800 que l'État doit donner à chacun le sien et ensuite le protéger : le but de toute activité humaine est de vivre, et tous ceux que la nature a introduits dans la vie ont un droit égal à pouvoir vivre. C'est la première proclamation du "droit à la vie".

Proudhon a mis en relief une part de vérité en faisant cette constatation. Pour qu'elle soit complète, il faut que le patron réussisse à *vendre* toute sa production à un prix supérieur au prix de revient. Proudhon n'a pas vu, qu'en fin de compte, c'est le consommateur solvable qui joue le rôle principal. Certes, le profit du patron peut découler en effet de la marge de rendement existant entre le travail individuel et le travail collectif. Théoriquement, c'est possible ; comme théoriquement il est aussi possible que la marge augmente avec l'emploi de machines ; ce bénéfice théorique deviendra théoriquement prodigieux aussitôt que ces machines sont mues par une énergie extra-humaine, comme l'électricité, puisque le travail ainsi fourni, coûtera beaucoup moins cher que la main-d'œuvre qu'il a remplacé. Or si toute la production moderne est organisée de telle sorte qu'elle exige en effet un nombre toujours croissant de consommateurs solvables, c'est malheureusement au résultat contraire qu'elle aboutit.

Proudhon ne pouvait pas s'en rendre compte puisqu'il vivait à une époque où l'énergie extra-humaine faisait tout juste ses débuts dans l'industrie. Aussi cherche-t-il un remède dans la *circulation*, entrant ainsi dans une voie où devait se précipiter à sa suite un grand nombre de réformateurs. Quelques uns persistent aujourd'hui encore, mais par goût immodéré de la tradition.

Proudhon est l'auteur de la fameuse *banque d'échange*, organisation qui doit procurer l'argent nécessaire pour acquérir les terrains, l'outillage, et constituer le fond de roulement dont toute entreprise a besoin pour fonctionner. Où se procurer cette monnaie, ou ce crédit, comme on dirait aujourd'hui ? Il imagine de créer *des bons d'échange* qu'une banque, sans capital, délivrera à ceux qui veulent escompter leurs effets de commerce. Tous les adhérents de la banque seront tenus d'accepter ces *bons d'échange* en paiement de leurs marchandises. C'est l'idée du crédit gratuit ou tout au moins du crédit mutuel. En sous-entendant une totale liberté économique, elle se situe encore dans l'ère de la rareté.

Louis Blanc (1811-1882) fut également un grand adversaire de la concurrence dont il fit le procès dans son *Organisation du travail*, qui eut, en 1841, un très gros succès. On lui doit aussi la conception de *l'atelier social*, prototype des coopératives ouvrières de production. Dans son esprit, cette cellule doit se développer au point de donner naissance à toute la société nouvelle car l'atelier social, comme il l'imagine, aura une telle supériorité sur l'industrie privée que celle-ci deviendra impossible. C'est donc par la concurrence qu'il aura raison de la concurrence.

C'est l'État qui fournira les capitaux nécessaires pour permettre à l'atelier social de fonctionner, de sorte que Louis Blanc peut prendre rang en bonne place parmi les précurseurs du socialisme d'État. On crut que tous ces projets, et bien d'autres, allaient avoir la possibilité de se matérialiser, en 1848, au cours des quelques mois que dura la seconde république. La crise de 1847 avait été cause de bien des souffrances, augmentées encore par le déficit des dernières récoltes. L'occasion parut favorable, après les journées de février, de tenter l'application des réformes discutées depuis de longues années. Louis Blanc venait précisément d'être désigné pour représenter la classe ouvrière dans le gouvernement provisoire. N'était-ce pas une occasion providentielle de passer de la parole aux actes ?

Notre objet n'est pas d'entrer ici dans le détail des événements qui se précipitèrent à cette époque ; encore moins de faire le départ entre la malveillance et l'impatience des hommes qui se partagèrent les responsabilités. La répression impitoyable des journées de juin mit fin à toutes ces tentatives que nous résumerons rapidement.

D'abord le *droit au travail*, réclamé d'abord par Fourier, parut devoir être reconnu par le gouvernement provisoire qui s'engageait à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail. À cet effet on organisa les Ateliers Nationaux qui, nous n'avons pas besoin de le dire, ne ressemblaient en rien aux ateliers sociaux de Louis Blanc auxquels nous venons de faire allusion. Les ateliers de 1848 n'étaient pas autre chose que des camps de *travail utile* destinés à résorber les chômeurs. ceux-ci, las de remuer la terre d'une manière ridicule, ne tardèrent pas à manifester leur mécontentement. On voulut alors licencier les Ateliers, mais que faire des hommes ? Ils eurent le choix ou de s'engager dans l'armée, ou d'aller continuer ces mêmes travaux en province. C'est leur exaspération qui provoqua l'émeute que Cavaignac réprima impitoyablement. La Constitution, votée quelques mois plus tard, transforma le droit au travail en simple droit à l'assistance<sup>32</sup>.

Les projets d'organisation du travail eurent à peu près le même sort. la formule étant de Louis Blanc, il était naturel qu'il voulût profiter de son accession au pouvoir pour la réaliser. Son plan

---

<sup>32</sup> L'article 8 du préambule de la Constitution de 1848 dit en propres termes : la République doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux soit en leur procurant du travail, dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler.

consistait à créer un *Ministère du Progrès* que ses collègues transformèrent modestement en *Commission de Gouvernement pour les travailleurs*. Elle aurait pour mission d'étudier les projets que l'Assemblée nationale discuterait à loisir. On la composa de délégués ouvriers à qui furent adjoints des économistes libéraux comme Dupont-White, Le Play, etc., qui répondirent très rarement aux convocations. Malgré cela la commission fonctionna et prépara des projets d'ateliers ou de colonies agricoles ; de bazars qui serviraient de magasins de vente grâce aux warrants permettant d'emprunter sur marchandises ; de contrôle par l'État de compagnies d'assurance ; enfin une transformation de la Banque de France en *Banque de la France* chargée de démocratiser le crédit par la réduction du taux d'escompte. Si quelques uns de ces projets reçurent une forme définitive, aucun ne vint en discussion devant l'Assemblée nationale<sup>33</sup>.

Les ouvriers, cependant, réussirent à imposer au gouvernement provisoire le décret du 2 mars, qui réduisait la journée de travail à 10 heures à Paris et à 11 heures en province. Inutile de dire que cette réforme souleva alors autant d'opposition qu'aujourd'hui la semaine de 40 heures et ne fut pas appliquée<sup>34</sup>.

Louis Blanc fit aussi un effort méritoire pour créer ces associations de travailleurs qui, beaucoup plus tard, devinrent des coopératives de production. Il trouva le moyen de leur faire octroyer un crédit de 3 millions de francs. Elles végétèrent quelque temps et la plupart disparurent faute de clients. Après le coup d'État, elles furent toutes considérées comme illégales et obligées de se transformer selon les prescriptions de l'article 14 du Code de Commerce.

Enfin Proudhon fit un essai de crédit gratuit à défaut de la grande banque d'échange qu'il avait imaginée sur le papier. Ce fut la Banque du Peuple, qui, contrairement à l'original, comportait un capital. Celui-ci devait être de cinq millions divisés en actions de cinq francs. Il ne fut pas entièrement souscrit.

L'échec brutal des conceptions de 1848 porta aux idées socialistes un coup dont elles furent bien longues à se relever. On continua à les traiter d'utopiques, puis on engloba dans la même réprobation celles qui devaient naître dans des circonstances différentes.

C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que l'idée du *droit au travail* fut reprise, il y a deux ans par un petit groupe d'hommes résolus à démontrer à leurs concitoyens que le chômage technologique était désormais sans appel et qu'il était la forme moderne par laquelle les loisirs faisaient leur entrée dans le monde. L'heure était donc venue de répartir ce chômage que le prodigieux développement des techniques rend définitif ; et d'accorder ainsi à chacun sa part de loisirs, et sa part dans les richesses produites grâce au fonctionnement d'un service social auquel seraient astreints tous les citoyens. Sa durée serait d'autant plus courte que l'équipement industriel serait plus développé. Ils appuyaient leur argumentation sur la constatation de l'existence de chômeurs, qui, avec leurs familles, représentaient déjà, rien que dans les grandes nations modernes, une population égale à celle de l'Allemagne et de la France réunies. Ces hommes de bonne volonté se heurtèrent à une incompréhension générale rendue plus opaque encore par les augures du passé demeurés fidèles à l'expérience des Ateliers Nationaux de 1848 ! En entendant qualifier d'utopie tout ce qui, sur le terrain social, heurte le doux égoïsme, on mesure combien il est difficile de faire renoncer, par raison, au parti que la passion vous a fait prendre.

Nous n'avons donné qu'une idée bien imparfaite de l'œuvre des premiers socialistes. Ils eurent le tort d'être en avance sur leur temps et surtout qu'il est possible de faire abandonner un lourd bagage de traditions et de préjugés alors qu'on croit avoir intérêt à le conserver. En somme, quel langage tenaient-ils ? Après avoir déploré les ravages du paupérisme et expliqué que les crises étaient la maladie inguérissable du régime existant ils proposaient à leurs contemporains de le transformer. Vous êtes justement préoccupés, disaient-ils, de vaincre la disette en produisant toujours plus de choses utiles aux hommes, mais ce but peut être atteint par des

---

<sup>33</sup> Le projet de réforme de la Banque de France devait être repris 88 ans plus tard ! Et à un moment où le crédit, même démocratique, ne trouvait plus à s'employer d'une manière productive.

<sup>34</sup> C'est une nouvelle preuve de la lenteur avec laquelle le progrès social rejoint le progrès technique. Il convient de la rapprocher de cette semaine de 40 heures qui fut votée 88 ans plus tard. Il a fallu tout ce temps-là pour diminuer théoriquement d'un tiers la journée de travail. Or, dans le même laps de temps, il serait curieux de rechercher, si c'était possible, l'augmentation d'énergie tirée de la nature et venue remplacer le labeur humain. En 1848 la machine à vapeur faisait ses débuts dans l'industrie et fournissait un travail très inférieur à celui qu'elle donne aujourd'hui. Au charbon sont venus s'ajouter l'électricité et le pétrole. Les chevaux-vapeur tirés de ces nouvelles sources d'énergie furent multipliés un grand nombre de fois dans les vingt dernières années qui viennent de s'écouler !!

voies plus humaines. Vous vous hypnotisez sur les succès de quelques uns sans voir qu'ils sont compensés par les échecs de quantité d'autres.

Ils laissaient donc à leurs contemporains le choix sur la meilleure route à suivre pour atteindre le même but ; en leur représentant que la voie socialiste était celle de la justice et de la fraternité. Pouvaient-ils supprimer cette option ? Non, puisqu'ils vivaient dans l'ère de la rareté. Mais tout différent devrait être le discours des socialistes d'aujourd'hui : d'option ? Vous n'en avez plus. La transformation que nous vous annonçons est inéluctable. En nous suivant, il vous est possible d'en avancer l'heure, mais la retarder n'est plus dans vos moyens *car l'abondance vient de succéder à la rareté*. Dès cet instant votre part de richesse individuelle, telle que vous l'entendiez jusqu'ici, ne peut plus qu'aller en diminuant, tandis que votre part dans la richesse collective ne cessera de s'accroître.

Avant de quitter nos socialistes de 1848, n'omettons pas de signaler que, sur un point, l'appel à l'intervention de l'État, leur doctrine ne subira plus aucune éclipse. Ces appels, bien au contraire, vont se succéder de plus en plus pressants, jusqu'à nos jours où ils deviendront pathétiques et suppliants surtout chez nos libéraux les plus impénitents.

En attendant, le socialisme d'État va progresser avec Rodbertus et Lassalle. Ce dernier ne nous est pas inconnu puisque nous avons déjà fait allusion à la loi d'airain.

*Rodbertus*, grand propriétaire foncier, siégeait en 1848 à l'Assemblée nationale prussienne. Il peut être considéré comme le fondateur du socialisme d'État vers lequel conduisent toutes les critiques qu'il adresse au régime capitaliste. c'est lui qui a mis en évidence que les producteurs ne se guidaient pas *sur les besoins* des hommes, mais sur *la demande* des clients. C'est donc le profit seul qui les guide ; or le profit du producteur ne concorde pas nécessairement avec l'intérêt social (il y a profit à fabriquer de l'absinthe, etc.). Rodbertus veut aussi que la société, en la personne de l'État, assure la juste distribution du produit social. Il conclut donc à la suppression de la propriété privée et de la production individuelle, car production et distribution doivent devenir des fonctions sociales.

Mais qu'entend Rodbertus par une juste rétribution ? C'est celle qui donne à chaque travailleur le produit de son travail. Nous remarquerons qu'il s'agit, là encore, et il ne pouvait en être autrement, d'une doctrine inspirée de la rareté. Tant que les choses sont rares, il faut inciter les hommes à en produire le plus possible, donc les rémunérer dans la proportion où ils produisent. Et, cependant, Rodbertus entrevoit nettement que la productivité du travail augmente tous les jours. Il devine que la masse des produits sera de plus en plus considérable. Comme il partage la théorie de Ricardo sur le salaire strictement nécessaire à l'existence de l'ouvrier, il en déduit logiquement que la fraction de la production, prélevée par les salaires, sera toujours plus faible au fur et à mesure qu'augmentera la masse des produits. Et cette constatation lui apporte l'explication des crises économiques qui seront donc uniquement des crises de *sous-consommation*. Son socialisme d'État ainsi justifié, Rodbertus cherche à l'organiser, et, tout naturellement, l'adapte à la rareté qu'il importe de combattre.

Il imagine donc que l'État évaluera en travail la valeur du produit social total. Il distribuera cette somme en *bons de salaires* qui seront donnés aux entrepreneurs proportionnellement au nombre de leurs ouvriers? Ces entrepreneurs fourniront une valeur égale de prestations en nature à des magasins publics. Ceux-ci permettront aux ouvriers de se procurer des produits contre les bons de salaires qu'ils auront reçus des entrepreneurs en échange de leur travail. Dans l'action politique que mena Rodbertus, son système porte le nom de *monarchique-national-social*.

Il est curieux de constater, près d'un siècle plus tard, que ces mots *national* et *social* vont réapparaître avec l'hitlérisme. Simple coïncidence ou influence directe ? On ne contestera pas que l'Allemagne est actuellement soumise à une sorte de socialisme d'État dont l'évolution pourrait provoquer des surprises pour ses initiateurs.

C'est *Lassalle* (1825-1864), écrivain allemand et brillant orateur, qui fit de l'intervention de l'État dans le domaine économique, un véritable tremplin politique. Il réclama des associations de production subventionnées par l'État, au nom de sa fameuse loi d'airain qui n'est, nous l'avons vu, que la traduction éloquente de la loi des salaires de Ricardo.

Mais avant d'aller plus loin sur ce terrain, il nous faut signaler qu'une nouvelle étoile venait de se lever au firmament de l'école orthodoxe. Elle devrait jeter un si vif éclat que nous ne pouvons le passer sous silence.

## CHAPITRE XI

### STUART MILL ET SES HEUREUSES CONTRADICTIONS. — BASTIAT DÉNONCE LA POLITIQUE DE LA DISETTE. — LA GRANDE CRISE MONDIALE DE 1847.

Stuart Mill (1806-1874) est le fils d'un économiste. Élevé dans les bons principes de l'économie orthodoxe, il fit paraître, en 1848, ses *Principes de l'Économie Politique*. Ce livre marque l'apogée de la doctrine classique qui va se cristalliser afin de se conserver plus pure. C'est qu'à partir de Stuart Mill, elle n'est plus une doctrine, elle est élevée au rang de science économique sans discussion possible, et on l'enseigne officiellement et doctement, aujourd'hui encore, dans nos Facultés de Droit<sup>35</sup>.

Chose digne de remarque, Stuart Mill, devenu membre de la Chambre des Communes, avait déjà été mordu par le doute, ce qui l'obligera à se contredire quelquefois. Mais ses disciples surent réagir pour nous conserver sa première manière de voir dans toute sa limpidité, après l'avoir dégagée des scories qui auraient pu la ternir.

Les lois économiques, telles que le Maître les a définies pour tous les pays et pour tous les temps, deviennent donc des articles de foi. C'est à l'homme de s'y conformer en les adaptant au mieux de toutes les circonstances qui viennent à la traverse. Les voici : *la loi de l'intérêt personnel*. Celui-ci se confondrait avec l'intérêt général, tout au moins sur le terrain économique, grâce à une harmonie qui doit se réaliser dans le temps. Chaque individu étant juge de ses intérêts, il doit individuellement chercher sa voie en toute liberté. Alors intervient *la loi de la concurrence* qui apportera le bon marché, la qualité, la quantité, etc. Comment cela ? En obligeant les incapables à céder la place aux plus capables. C'est en somme la loi de la sélection, ou la loi du plus fort.

Et Stuart Mill étend ce libéralisme à toute la vie économique : *liberté du travail, liberté des échanges au dedans comme au dehors, libre tau~ de l'intérêt, liberté des banques, etc.*<sup>36</sup>.

Nous résumerons la critique en quelques mots. C'est bien, certes, l'intérêt personnel qui doit être satisfait. Mais ne pourrait-on pas le satisfaire par la voie collective ? Nous vivons encore sur l'idée barbare que chacun doit assurer sa sécurité personnelle comme au temps des troglodytes<sup>37</sup>. Or, toute l'histoire des hommes n'est qu'une longue lutte pour conquérir le bien-être, c'est-à-dire lutter contre la misère, l'ignorance, la faiblesse. Dans cette lutte, que peut l'individu isolé ? N'est-ce pas toujours la société qui doit intervenir ?

N'est-il pas curieux que la question ait été résolue depuis longtemps en ce qui concerne le péril extérieur ? Aucun de nous n'émet la prétention d'assurer individuellement sa propre petite défense nationale. Pour faire la guerre il est reconnu depuis longtemps qu'il faut de l'ordre, de la méthode, de l'organisation. Les moyens de destruction seraient donc plus urgents que les moyens de vivre ? Cependant la faim, la misère, le froid, l'ignorance sont beaucoup plus les vrais ennemis de l'homme que les peuples que le hasard de la naissance ont fait naître au delà d'une frontière souvent arbitraire.

---

<sup>35</sup> On doit à la vérité de dire que quelques jeunes professeurs font de méritoires efforts pour s'en dégager, mais au détriment de leur avancement.

<sup>36</sup> Si le lecteur nous reproche peut-être de ne donner de l'individualisme économique qu'un simple raccourci, c'est que nous baignons littéralement dans cette doctrine dont s'inspire la prétendue sagesse des nations : *le travail, c'est la liberté ; pierre qui roule n'amasse pas mousse ; la concurrence est l'âme du commerce ; charité bien ordonnée commence par soi-même, un tien vaut mieux que deux tu l'auras ; charbonnier est maître chez lui ; à chacun son dû ; les bons comptes font les bons amis ; comme on fait son lit on se couche ; petit à petit, l'oiseau fait son nid ; aide-toi, le ciel t'aidera ; la fortune sourit aux audacieux*, quitte à affirmer au contraire, que la fortune vient en dormant, si les besoins de la Loterie Nationale l'exigent.

<sup>37</sup> Ils pratiquaient la cueillette des choses utiles lorsqu'ils en trouvaient, alors que nous pratiquons la cueillette du travail que nous ne trouvons plus...

Stuart Mill, dans une de ses contradictions, exprimera l'espoir que *l'éducation, l'habitude et la culture des sentiments porteront l'homme à bêcher et à tisser pour son pays aussi bien qu'à combattre pour son pays.*

Si l'individualisme est aux antipodes de la fraternité en matière économique, c'est que l'intérêt particulier immédiat empêche de voir l'intérêt général alors que celui-ci bien compris peut assurer tous les intérêts particuliers

Quant à la libre concurrence, déjà en 1848, on célébrait les réussites de quelques-uns en se gardant bien de rechercher les échecs beaucoup plus nombreux qui en étaient la contre-partie. N'est-il pas aujourd'hui évident que la concurrence consiste à avoir comme adversaires et même comme ennemis tous ceux qui font le même travail que nous ? Qui fera le compte des efforts qu'elle a neutralisés en les rendant inutiles.

La concurrence, on ne devrait plus le contester, consiste à ruiner ses concurrents. Avec un pareil objectif on sera peu surpris que le bien-être général soit en perpétuelle régression.

Aussi Stuart Mill, dans une autre contradiction qui nous fait croire qu'il perd de plus en plus confiance dans son enseignement, n'hésite-t-il pas à écrire que *«la concurrence est pour le présent une nécessité et que personne ne peut prévoir le jour où elle cessera d'être indispensable au progrès»*. Il ira plus loin en affirmant que *«la coopération est le plus noble idéal»*. Enfin il est bien difficile de concilier l'éternité promise à ses lois économiques avec ce qu'il écrivait dans le chapitre 7 de son livre IV : *«la vie humaine s'élèvera de la lutte de classes pour les intérêts antagonistes, vers l'émulation fraternelle pour la poursuite du bien de tous»*.

Stuart Mill s'est préoccupé, lui aussi, de la fameuse loi des salaires qui passionna Ricardo et Lassalle. Il a même cherché à la perfectionner en la décomposant. Pour lui deux lois réagissent sur le prix de la main-d'œuvre. L'une est la loi de l'offre et de la demande qu'il faut entendre ainsi : l'offre, ce sont les capitaux disponibles qui, en s'investissant, vont permettre aux ouvriers de trouver du travail, donc de vivre ; la demande, c'est le nombre des ouvriers qui cherchent un emploi. Alors intervient cette autre loi, que Lassalle coula en airain, qui veut que le taux du salaire, en fin de compte, soit limité au coût d'existence du travailleur. Si, par hasard, les circonstances font que les salaires s'élèvent, toutes choses restant égales, une force irrésistible les ramène à ce niveau fatal que l'ouvrier ne peut pas dépasser.

C'est donc en somme une nouvelle confirmation de ce qu'avait découvert Ricardo. Mais Stuart Mill se rendit compte que cette doctrine était odieuse puisqu'elle obligeait les ouvriers à avoir aussi peu d'enfants que possible afin de raréfier la demande du travail<sup>38</sup>. De plus, elle rendait illusoire l'œuvre des *Trade-Unions* qui commençaient à s'organiser. Stuart Mill publia donc une rétractation qui surprit ses disciples. Pour porter le comble à leur consternation, nous mettons sous leurs yeux un dernier passage de son fameux livre qu'il était évidemment impossible de laisser figurer dans l'enseignement orthodoxe : *«S'il fallait choisir entre le communisme avec tous ses risques et l'état présent de la société où le produit du travail est distribué en raison inverse de la peine prise, où la plus large part va à ceux qui n'ont rien fait, une part un peu moindre à ceux qui ont un peu plus fait, et ainsi de suite, sur une échelle descendante, jusqu'à ceux qui, pour le travail le plus épuisant, ne peuvent même pas avoir la certitude d'obtenir le nécessaire, s'il n'y avait vraiment pas d'autre alternative que ceci ou le communisme, alors toutes les difficultés du communisme ne pèseraient pas un atome dans la balance !»*

Si Stuart Mill, revu et corrigé, marque l'apogée de la science orthodoxe, c'est bien que celle-ci ne pouvait guère aller plus haut. Il va donc, lui-même, préconiser des réformes auxquelles l'influence Saint-Simonienne n'est certainement pas étrangère. Cette partie de son œuvre mérite d'être signalée.

Le salariat, ne lui apparaissant plus que comme une formule transitoire, devra se transformer par l'association coopérative de production.

L'impôt foncier devra faire disparaître ce profit du sol que Ricardo décrivait sous le nom de rente foncière. Cette fameuse rente cesserait donc d'être un phénomène naturel...

Enfin, par l'impôt sur les successions, il veut restreindre l'héritage. Sur ce point, Stuart Mill apporte une suggestion originale : le testateur pourra bien continuer à disposer de ses biens comme bon lui semble, mais c'est l'héritier qui ne pourra pas entrer en possession de sa part, si sa propre fortune est déjà suffisante. Cette limitation du droit de propriété parut aussi peu orthodoxe que possible et on décida de n'en plus parler.

Comme on ne parlerait pas davantage de *Frédéric Bastiat* (1801-1850) si l'on devait en croire certains économistes contemporains qui lui dénie toute science économique, pour ne voir en

---

<sup>38</sup> C'est ce que certains disciples de Malthus soutiennent encore aujourd'hui. Et malheur à celui qui n'est pas de leur avis : il est vilipendé dans un galimatias ou ni lui, ni personne n'entendent rien.

lui qu'un brillant polémiste. Il mérite mieux que ce jugement sommaire puisqu'il avait été nourri aux saines doctrines, comme les qualifient les économistes libéraux. Bastiat n'est pas un de ces défaitistes qui refusent de s'incliner devant les lois naturelles en s'imaginant que les hommes ont le pouvoir de substituer la raison au libre jeu de leur intérêt personnel. Il va réagir contre Ricardo rendu responsable du mauvais temps sous prétexte qu'il l'avait annoncé. Bastiat va expliquer comment, en servant chacun notre intérêt personnel, nous sommes obligés de servir l'intérêt général puisque l'ordre naturel l'exige. Or voilà précisément qu'au moment où il écrit, on discute les libertés politiques (1830-1848). Bastiat va leur adjoindre la liberté économique en montrant qu'elle était aussi nécessaire que les autres. Ne serait-il donc qu'un brillant avocat plaidant avec beaucoup d'esprit que ces fameuses lois sont harmoniques, et qu'elles tendent, dans tous les sens, au perfectionnement de l'humanité ? Il est mieux que cela, car lui aussi va relever les contradictions qui surgissent dans le régime, et signaler les fausses notes qui se font entendre dans cette magnifique symphonie. Optimiste malgré tout, il croit que tout s'arrangera dès que la liberté sera mieux comprise. Il ne pouvait pas prévoir que les progrès de la technique et l'utilisation de trésors d'énergie extra-humaine provoqueraient rapidement de tels désordres que les intérêts personnels, au lieu de se fondre harmonieusement, et dès leur apparition, comme dans le boléro de Ravel, allaient se heurter frénétiquement dans une intolérable et monstrueuse cacophonie.

Partisan résolu du libre-échange, il est hostile à la rareté dont on fait bénéficier certains privilégiés. Il se déclare adversaire de la garantie d'un revenu minimum qu'on veut assurer à certains capitalistes car il fait remarquer qu'on refuse le salaire minimum à l'ouvrier. Bastiat va donc combattre toutes les mesures qui relèvent de la politique de la disette et dont le but est de relever les profits. Il va opposer constamment l'intérêt particulier à l'intérêt général en donnant toujours à ce dernier la suprématie. L'intérêt général, constate Bastiat, est forcément du côté du consommateur. Celui-ci a intérêt à ce que règne l'abondance, traduirons-nous aujourd'hui. Aussi Bastiat doit-il nous apparaître comme un admirable précurseur lorsqu'il dit qu'il faut traiter l'économie politique au point de vue du consommateur. C'est lui, le premier, qui a entrevu que l'heure allait sonner où la production ne devrait plus être l'unique souci des économistes de la rareté.

Avec quel art incomparable, fait judicieusement remarquer M. le professeur Henry Hornbostel<sup>39</sup>, Bastiat va-t-il expliquer comment les producteurs se font les défenseurs de la disette ! Chacun va s'efforcer de raréfier le produit ou le service qui fait l'objet de sa profession. Bastiat démontre que « *si un cordonnier, par exemple, pouvait, par un acte de sa volonté, faire évaporer tous les souliers du monde, exceptés ceux de sa boutique, il deviendrait un Crésus ; son sort s'améliorerait, non point avec le sort général de l'humanité, mais en raison inverse de la destinée universelle. Chacun voudra donc s'adresser au législateur pour lui demander de créer, artificiellement, par tous les moyens en son pouvoir, la rareté des choses qu'il produit* ».

L'agriculteur demandera la rareté du blé ; l'éleveur la rareté du bétail ; le maître de forges la rareté du fer ; le betteravier la rareté du sucre ; le tisseur la rareté du drap, etc.

Et Bastiat ajoute : « *Chacun donne les mêmes raisons, ce qui finit par faire un corps de doctrines qu'on peut bien appeler la théorie de la disette ; et la force publique emploie le fer et le feu au triomphe de cette théorie* ».

Si Bastiat vivait de nos jours, il pourrait allonger presque indéfiniment ce chapitre, pour peu qu'il voulût bien faire un voyage dans tous les pays supérieurement équipés. La lutte contre l'abondance, a déjà atteint des proportions que connaît notre lecteur mais que Bastiat n'a jamais pu soupçonner. Mais combien d'économistes, aujourd'hui, se réclamant des doctrines de Bastiat, osent s'élever contre ces destructions de richesses ? Ne se rappellent-ils même plus ce qu'écrivait Bastiat du tremblement de terre qui, en brisant toutes les vitres d'une ville, comblait d'aise les vitriers ?

Bastiat appelait cela la *consommation inutile*. Or, de nos jours, celle-ci ne va pas tarder à être aussi coûteuse que la consommation utile, ce qui permet d'affirmer que le triomphe de l'abondance n'est plus bien lointain.

Mais quittons ce propos pour reprendre le fil des doctrines économiques. La transformation industrielle s'effectue à un rythme qui, déjà, s'accélère. De la fameuse marmite de Denis Papin est sorti un génie qui, tel celui du vase d'airain du pêcheur des *Mille et une Nuits*, devient un colosse grandissant encore tous les jours. Voici qu'il fait mouvoir les premières locomotives sur les premières lignes de chemins de fer que construisent Perdonnet et Péreire, et l'on entreprend la percée du Saint-Gothard et du Mont-Cenis. La vapeur actionne aussi les premiers paquebots

---

<sup>39</sup> dans le n° 10 du mensuel Grande Relève des Hommes par la Science.



qui vont rapprocher les continents qu'on vient de relier par les premiers câbles sous-marins. Les chimistes découvrent la nitroglycérine, la dynamite, le picrate de potasse ; le gaz d'éclairage reçoit ses premières applications ; la photographie et la photogravure font leur apparition. Et la grande industrie va se concentrer autour de la machine à vapeur, déjà rendue plus puissante grâce au système tubulaire de Marc Séguin. La filature et le tissage du coton, la filature du lin, la teinturerie, la fabrication mécanique du papier, la métallurgie, le sucre de betterave, font chaque année de nouveaux progrès. À cette même époque apparaissent les premières machines agricoles : charrues, batteuses, moissonneuses, faucheuses, et l'agriculteur se familiarise avec l'emploi de la chaux, des potasses, des guanos. Une première exposition nationale va démontrer les progrès réalisés ; elle sera l'amorce de la grande exposition internationale qui n'ouvrira ses portes qu'en 1867.

Au protectionnisme à outrance de la Convention et au blocus continental décrété par Napoléon, succèdent des lois restrictives sur le commerce des céréales et des tarifs douaniers rigoureux qui ne devaient s'abaisser qu'en 1860, époque à laquelle la campagne en faveur du libre-échange commença à porter ses fruits.

C'est qu'entre temps, la grave crise de 1847 atteint, pour la première fois, la plupart des grands pays. Un nombre considérable de banques sont obligées de fermer leurs guichets, un nombre encore plus élevé d'usines suspendent le travail ; les ruines s'amoncellent et la misère fait des ravages un peu partout. Une violente poussée de chômage provoque des mouvements révolutionnaires, car les masses ouvrières ont commencé à s'organiser.

Alors va apparaître une doctrine nouvelle qui, en 1848, sous la forme du *Manifeste du parti communiste*, n'attira pas spécialement l'attention ; mais elle devait avoir, par la suite, un retentissement considérable. C'est le socialisme scientifique de Karl Marx.

## CHAPITRE XII

### KARL MARX ET LE MATERIALISME HISTORIQUE. — THÉORIE DE LA PLUS-VALUE

*Karl Marx* (1818-1883) ayant fait le tour de toute la science économique, il est impossible de présenter complètement sa doctrine qui forme un ensemble monumental. Il faut se borner à ceux de ses raisonnements dont la puissance anime et soutient toutes les parties de ce vaste système dont l'ambition est d'être l'expression des réalités.

Karl Marx le précise nettement dans le Manifeste Communiste : *ses conceptions ne sont que l'expression générale des conditions de fait données*. Elles reposent donc sur l'observation des faits économiques qui vont fournir l'explication de tous les rapports sociaux. C'est sur cette base qu'il faut construire pour découvrir, non pas ce qu'il y a de plus juste ou de plus fraternel, mais tout simplement ce qui est et ce qui sera. Le socialisme de Karl Marx est construit sur le matérialisme historique et lui permettra de s'évader des limites étreintes que l'on donnait, jusqu'alors, à la science économique. Celle-ci, nous l'avons vu, tendait à prendre un caractère abstrait et, comme la géométrie, à se réduire à quelques théorèmes ne tenant compte d'aucun des problèmes nouveaux que le progrès technique allait poser tous les jours. À l'exception de Stuart Mill et de Bastiat, les économistes libéraux semblaient se contenter d'un corps de doctrines qui finissait par perdre contact avec l'évolution qui s'effectuait sous leurs yeux. Karl Marx rompt délibérément avec l'abstraction et va chercher, dans l'histoire, la preuve qu'il n'est pas possible d'isoler les questions économiques des institutions sociales, politiques et juridiques<sup>40</sup>.

Il semble difficile de contester le bien-fondé de cette prétention. Suivant la nature et l'importance des forces productives dont ils disposent, les hommes s'associent selon des formes différentes. Or ce sont les rapports créés par cette association qui vont déterminer, à leur tour, les rapports sociaux, et ceux-ci donneront naissance ensuite aux rapports juridiques. *Le mode de production de la vie matérielle détermine en général le processus social, politique et intellectuel de la vie*, écrit textuellement Karl Marx. C'est précisément parce que le mode de production de la vie matérielle a beaucoup changé depuis le temps où Karl Marx écrivait le *Capital* (1867) que nous pouvons aujourd'hui modifier ou compléter les raisonnements qui sont à la base de sa doctrine<sup>41</sup>. Abordons ses conceptions économiques essentielles et, en premier lieu, la plus célèbre, celle de la *plus-value*.

Rodbertus avait déjà signalé que le système social actuel permettait à d'autres qu'aux seuls producteurs de se considérer comme prenant part à la production. Il avait fait remarquer que les simples propriétaires du sol et du capital prétendaient y prendre part, eux aussi, puisqu'ils ont droit à une part du revenu social. Saint-Simon, Proudhon, et avant eux Sismondi, s'étaient élevés, au nom de la justice sociale, contre le privilège qui permet aux uns de vivre du travail des autres. Karl Marx va démontrer, grâce à sa théorie de la plus-value, que cette exploitation du salarié est le résultat inévitable de notre système économique puisqu'il est basé sur l'échange. Pour lui, les choses qu'on échange doivent présenter un caractère commun. Ce n'est pas l'utilité, puisqu'il faut que cette utilité soit différente pour qu'il y ait intérêt à faire un échange. Ce ne peut être, dit-il, que la quantité de travail que les choses contiennent plus ou moins. C'est le travail humain nécessaire pour les créer qui fait la valeur des choses, de sorte qu'elles s'échangent dans la mesure du travail qu'elles représentent.

Ceci admis, prenons l'exemple d'un ouvrier qui veut échanger son travail. Il l'échangera contre un salaire. Mais comment déterminera-t-on ce salaire ? Celui-ci doit avoir une valeur égale à celle du travail qu'il sert à acheter ; c'est dire qu'il sera strictement équivalent à la quantité de subsistances nécessaires pour entretenir le travailleur en état de production. Au lieu de payer le

---

<sup>40</sup> Nous avons vu que *Saint-Simon* ne raisonnait déjà pas autrement en ce qui concerne la propriété. Et *Sismondi*, historien, voulait déjà considérer l'économique comme une science morale. Enfin List, Menger, Walras fondèrent l'école historique qui se réclame nettement de ce principe.

<sup>41</sup> Nous savons que cette discussion paraît irrespectueuse à certains disciples de Karl Marx. Elle ne déplairait certainement pas au Maître car elle procède directement de son enseignement.

salaires en nature, c'est-à-dire avec la quantité de subsistances, comme nous venons de la définir, on paie le salaire en monnaie. Mais la quantité de monnaie sera précisément celle qui est nécessaire pour acheter cette quantité de subsistances.

Or cette quantité de subsistances exige, à son tour, pour être produite, un certain nombre d'heures de travail.

Supposons par exemple qu'elle exige six heures. C'est le salaire, autrement dit le prix auquel le patron achètera le travail de l'ouvrier. Mais comme celui-ci travaille dix heures, et *que le produit de son travail appartient au patron ou au capitaliste*, celui-ci gagne donc quatre heures de travail puisqu'il n'en a payé que six à l'ouvrier. Ces quatre heures constituent donc un excédent de la valeur produite par le travailleur sur la valeur consommée par ce même travailleur. En s'appropriant cet excédent, autrement dit cette *plus-value*, le patron ou le capitaliste s'enrichit de tout ce profit. Voilà, d'après Karl Marx, tout le mystère du régime capitaliste ; le jeu même de l'échange sur lequel il repose suffit à l'expliquer.

Il est logique que le patron, désirent réaliser le plus de profit possible, essaiera d'augmenter cette plus-value. Le patron cherchera donc à allonger la journée de l'ouvrier tout en lui payant le même salaire. Il peut aussi baisser ce salaire, soit en obligeant l'ouvrier à s'approvisionner à un économat patronal qui lui fournira les mêmes denrées à plus bas prix, soit en préférant, au travail de l'ouvrier, celui des femmes et celui des enfants qui n'exigeront qu'un salaire réduit, puisque femmes et enfants n'ont besoin que d'une quantité moins forte de subsistances.

Doit-on s'inscrire en faux contre ce raisonnement ? Certainement non, mais à condition de se placer au moment où il a été tenu ; c'est-à-dire dans les années qui précédèrent 1867, date où parut *le Capital*.

À cette époque on pouvait admettre que la valeur d'échange d'un produit était presque toujours constituée par le travail humain qui avait été nécessaire pour le créer. En ramenant la valeur de tous les produits à une dépense de force humaine, Karl Marx faisait une observation exacte. On commençait, à peine, à se servir de la force extra-humaine puisqu'on n'en était encore qu'aux débuts de l'ère de l'énergie. L'emploi massif de forces tirées de la nature ne se généralisera dans l'industrie et l'agriculture que beaucoup plus tard. Il est difficile de préciser le nombre de moteurs qu'utilisaient les industriels en 1867, mais on peut affirmer qu'il était peu élevé. Ils ne se servaient alors que de la vieille machine à vapeur à basse pression. On n'augmenta sa puissance utile et son rendement que beaucoup plus tard, et la turbine à vapeur, qui multipliera l'énergie thermique, n'a vu le jour que bien longtemps après l'époque où vivait Karl Marx. Voilà pour l'énergie extraite de la houille. Inutile de dire que le pétrole était inutilisé puisqu'on ne connaissait pas le moteur à explosion. Enfin rappelons que le courant électrique ne fit son entrée triomphale dans le domaine de la production qu'après qu'on eût réussi à transporter l'énergie, c'est-à-dire quelque vingt ans après que Karl Marx eut rendu son dernier soupir.

L'énergie extra-humaine était si peu utilisée au moment où parut la théorie de la plus-value *qu'il fallut encore attendre quarante années* pour avoir des statistiques à peu près précises sur les progrès déjà considérables qu'elle avait accomplis pendant ce laps de temps.

Nous possédons, pour 1906, des statistiques intéressantes de quelques grands pays. En France, par exemple, les industries de transformation font usage de moteurs fournissant au total 2.513.000 chevaux-vapeur ; les mines et les carrières utilisent une force de 332.000 CV. L'électricité n'a encore fait qu'une si timide apparition qu'elle ne mérite même pas d'être signalée.

En Allemagne, à la même époque, 1 million 355.000 CV sont employés dans les mines, tourbières, salines, etc., tandis que 5 millions 718.000 CV travaillent dans les usines et manufactures. Les moteurs électriques en fonctionnement totalisent 1.717.000 CV.

Aux États-Unis, en 1909, les mines et carrières font usage de 4.409.000 CV et les manufactures utilisent 14.251.000 CV. La force électrique dont on se sert dépasse 2.000.000 CV qui viennent s'ajouter à ces deux chiffres.

En Angleterre, au cours de 1907, 2.455.000 CV sont employés dans les mines et carrières ; 6.734.000 CV dans les industries de transformation. La force électrique est encore insignifiante.

Mais si nous franchissons *vingt années encore* ce qui nous place à dix années en arrière de l'époque actuelle, nous constatons un bond prodigieux. L'énergie extra-humaine, tirée de la houille seule, a augmenté considérablement l'armée des chevaux-vapeur. Et nous verrons aussi que l'électricité a réussi à mettre en ligne des effectifs considérables.

En France, le chiffre des chevaux-vapeur utilisés dans les mines et carrières a passé de 332.000 à 1,4 million. Celui des chevaux-vapeur employés dans les industries de transformation a passé de 2,5 millions à plus de 5 millions. L'électricité fournit, de plus, près de 4 millions de CV.

En Allemagne, la progression est encore plus forte. Les mines et carrières, au lieu d'utiliser 1,4 millions de CV, en utilisent 3,6. Les usines et manufactures passent de 5,18 millions CV à 11,5 millions. Enfin l'électricité fournit un contingent nouveau de 14 millions de chevaux-vapeur.

Aux États-Unis, les mines et carrières passent de 4,4 millions de CV à 5,11 millions et les usines et manufacture passent de 14,25 à 20 millions de CV. L'électricité ajoute encore 33 millions de chevaux-vapeur que les producteurs américains se répartissent.

Enfin, en Angleterre, l'ensemble de l'industrie extractive ou de transformation qui n'utilisait qu'environ 10 millions de CV en 1907, en utilise plus de 12 millions en 1926, auxquels il faut ajouter 6,173 millions de CV produits par l'électricité.

Notons qu'en Italie les progrès sont aussi considérables et qu'au Japon les chevaux-vapeur ont décuplé en l'espace de vingt ans.

C'est l'électricité, nous l'avons dit, qui apporte les renforts les plus considérables à partir du commencement du siècle.

On sera fixé à cet égard en remarquant la progression des chevaux-vapeur fournis exclusivement par l'électricité aux manufactures et usines de quelques pays.

Voici la Suisse : les chevaux-vapeur d'origine électrique qu'elle utilise en 1888 sont au nombre de 323.

En 1895	leur nombre est de	7.357
En 1901	—	37.413
En 1911	—	180.000
En 1926	—	483.000

La Norvège utilise dans ses manufactures et usines, en 1900, 4.121 CV d'origine électrique. Ce chiffre passe à 24.024 en 1904 et à 497.000 en 1926.

En France, où les statistiques sont si difficiles à établir, nous noterons la progression de la puissance aménagée des chutes d'eau :

En 1900.....	500.000 CV
En 1910.....	1.225.000 —
En 1914.....	1.450.000 —
En 1918.....	1.700.000 —
En 1925.....	2.700.000 —
En 1930.....	3.500.000 —
En 1934.....	4.500.000 —

la puissance disponible a donc été multipliée par 9 en trente-quatre ans<sup>42</sup>.

Rien de tout ceci n'existait en 1867 et nous passons sous silence une autre source prodigieuse d'énergie : le pétrole, qui va fournir des milliards de chevaux-vapeur pour le service de la production ou des transports. Or, en 1867, la consommation du pétrole était limitée à celle de la lampe qui porte son nom. C'est tout l'éclairage dont disposaient Marx et ses contemporains. Nous avons vu, dans un chapitre antérieur, que dans un laps de temps de 60 années, toutes postérieures à Karl Marx, la production du charbon et du pétrole a été multipliée par le coefficient 17.

Il paraît donc indispensable de compléter la théorie de Karl Marx, car si la valeur d'une chose peut encore se mesurer à la quantité de travail qu'a exigée sa création, il est clair que ce n'est plus uniquement du travail humain. À celui-ci est venu s'ajouter celui des chevaux-vapeur dans une proportion toujours grandissante, ainsi que nous venons d'en donner un bien rapide aperçu. Le patron ou le capitaliste continue bien à acheter le travail de l'ouvrier contre la quantité de subsistances dont celui-ci a besoin pour pouvoir continuer à travailler ; mais il achète encore le travail des chevaux-vapeur que lui fournissent la houille, le pétrole, les chutes d'eau et qui vont actionner son outillage. Et à quel prix paie-t-il leur travail ? Au prix de toute marchandise, c'est-à-dire en principe au prix fixé par la loi de l'offre et de la demande. Et ce prix est très inférieur au salaire qu'il aurait fallu payer à l'ouvrier pour la même quantité de travail, car si le patron ou le capitaliste n'avait pas trouvé d'avantages à cette substitution, il n'aurait jamais eu l'idée d'employer des machines. C'est le désir de réaliser plus de profit qui pousse logiquement le producteur à améliorer son outillage.

Karl Marx ne pouvait certes pas, en 1867, prévoir l'emploi massif de l'énergie extra-humaine qui allait concurrencer toujours plus âprement ce travail humain dont il parle dans sa théorie de la plus-value. Cela ne change rien, dira-t-on, à la théorie elle-même, en ce sens que Karl Marx avait bien prévu que le patron ou le capitaliste, désireux de réaliser le plus de profit possible,

<sup>42</sup> Les chiffres ci-dessus sont extraits des travaux du groupe Dynamo, et de ceux de M. Michel Huber publiés par le *Journal de la Société de Statistiques de Paris*.

devait tout naturellement essayer d'augmenter cette plus-value. En effet, nous avons vu que Karl Marx n'ignorait pas que le producteur chercherait tout naturellement soit à payer un salaire moins élevé, en obligeant l'ouvrier à s'approvisionner à un économat patronal, soit à allonger la journée de l'ouvrier tout en lui payant le même salaire ; soit encore en remplaçant l'ouvrier par la main-d'œuvre féminine ou enfantine qui coûte nécessairement moins cher. On peut donc prétendre que l'emploi de l'énergie extra-humaine rentre dans le cadre de ces mêmes préoccupations. Si Karl Marx n'en parle pas implicitement, il n'a dit mot non plus, et pour cause, ni du système Taylor, ni même de la rationalisation qui, à leur tour, et après la mort de Marx, ont eu comme conséquence d'augmenter la production, tout en diminuant la main-d'œuvre nécessaire.

Seulement, il s'est produit un fait nouveau : c'est que si le régime poussait le patron ou le capitaliste à agir de la sorte, il n'allait plus lui permettre de réaliser, et à plus forte raison de conserver, pour son compte, la plus-value définie par Karl Marx.

On ne peut plus en douter puisque toute l'histoire de ces dernières années en est la preuve : nous assistons au contraire à une baisse constante de la plus-value, sauf dans un secteur momentanément privilégié, c'est-à-dire celui dans lequel la concurrence ne joue plus, et celui où l'État vient en aide au producteur par tous les moyens divers que nous connaissons.

Mais si cette baisse ne pouvait pas être prévue dans la théorie de la plus-value, elle découle des prémisses mêmes dont Karl Marx s'est servi pour échafauder tout son raisonnement.

Reprenons-le donc à la base : Karl Marx, très judicieusement, part de l'échange, qui forme la base de tout notre régime économique. Le salaire de l'ouvrier, dit-il en substance, n'échappe pas à la loi de l'échange. C'est le patron ou le capitaliste qui achète la force de travail de l'ouvrier pour en disposer à son gré : il a payé la main-d'œuvre à son juste prix car on doit entendre par là sa véritable valeur d'échange. C'est la faute du régime s'il en est ainsi, mais dans le régime il ne peut pas en être autrement. Jusqu'ici le raisonnement est impeccable, mais il ne faut pas l'arrêter là. La loi de l'échange va jouer encore pour la plus-value tant que nous resterons dans le régime. En effet, grâce au travail de ses ouvriers, le patron ou le capitaliste est à la tête d'un stock de produits fabriqués qui est sa propriété : Que va-t-il en faire ? Le consommer lui-même ? Jamais de la vie, car ce n'est pas pour cela qu'il a fait fabriquer ces produits. Il va donc chercher à les écouler dans le public, c'est-à-dire à les vendre à des clients. Mais c'est encore la loi de l'échange qui va intervenir, car vendre, c'est échanger contre de l'argent. De sorte que la plus-value de Marx ne constitue un profit qu'autant que le stock est vendu au-dessus de son prix de revient. C'est là précisément que la plus-value va s'évanouir dès le moment où la capacité d'achat est en baisse. La plus-value du patron ou du capitaliste, telle que la définit Marx, n'est donc plus qu'un profit en puissance. Pour le réaliser, il faut essentiellement que le revenu national le permette, celui-ci n'étant autre chose que la masse de capacité d'achat. Et qui crée cette masse de capacité d'achat ? Nous savons que c'est la production elle-même.

Pourquoi crée-t-elle aujourd'hui moins de capacité d'achat qu'au temps où vivait Marx ? Précisément à cause de l'emploi intensif des chevaux-vapeur. Le travail de ceux-ci a permis d'actionner un outillage qui a créé des produits en regard desquels il n'est plus possible d'inscrire, proportionnellement, la même capacité d'achat d'autrefois, mais une capacité d'achat beaucoup moindre : celle du prix payé aux producteurs d'énergie, celle du prix payé aux constructeurs de matériel et l'amortissement de celui-ci ; celle payée aux producteurs d'engrais, etc., etc.

La production scientifique remet en circulation proportionnellement moins d'argent que la production telle qu'elle fonctionnait au temps de Marx. De sorte qu'apparaissent les stocks invendus entraînant la disparition rapide de la plus-value.

C'est que la capacité d'achat, née d'une production déterminée, est presque inversement proportionnelle aux progrès de la technique. Nous prenons ce dernier mot dans son sens le plus large, de façon à ne pas le limiter aux chevaux-vapeur dont nous venons de parler, mais à lui faire englober la technique de l'ingénieur, du chimiste et de l'agronome.

Si nous donnons donc aujourd'hui à la valeur une autre définition que celle qu'affectionnait Marx, nous ne contestons pas que le travail de l'homme ne doive y occuper une large place. Mais il entre en ligne de compte pour une quantité de plus en plus faible au fur et à mesure que progressent toutes les techniques. Qu'on arrête le travail humain pendant quelques jours, et toutes les richesses accumulées n'empêcheront pas les gens de mourir de faim, puisqu'on vit, non de la production passée, mais de la production présente. Moins cette production présente exigera de main-d'œuvre, moins elle permettra de réaliser de plus-value. Si Karl Marx n'a pu le voir, c'est qu'il vivait en pleine rareté et, nécessairement, il y avait du travail pour presque tous ceux qui en demandaient : ainsi la masse de capacité d'achat, sauf en période de crise, était à

peu près en rapport avec la masse des produits offerts. L'équilibre était obtenu, tant bien que mal, par le truchement des prix.

Qu'un lecteur distrait ne nous fasse pas dire que Marx n'a pas soupçonné la révolution que l'électricité allait opérer dans le monde. Bien au contraire, il y a vu une nouvelle base technique pour toute la grande industrie moderne. Mais une des victimes de la foudre déchaînée est certainement la fameuse plus-value capitaliste.

Pour en finir avec ce sujet, ne conviendrait-il pas de distinguer dans *l'Arbeitskraft* de Karl Marx deux forces distinctes fournissant deux aspects de travail : la forme intellectuelle et la forme manuelle ?

Certes les hommes n'apportent rien sur la terre, et n'emportent rien non plus. Leur rôle consiste à diriger l'énergie qu'ils trouvent dans la nature pour qu'elle transforme les matières premières en choses utiles. N'est-ce pas tout le secret de la production ?

Si cette énergie passe à travers les muscles de l'homme, nous l'appelons du travail manuel. Si cette énergie est dirigée par son cerveau, elle porte le nom de travail intellectuel.

Pendant les premiers âges de l'humanité, la production est presque entièrement créée par le travail manuel. Puis apparaît le travail intellectuel qui vient soulager le travail manuel en se combinant avec lui : cette co-existence se constate encore chez l'artisan.

La prédominance du travail intellectuel va s'affirmer le jour où il trouve le moyen de s'emparer de l'énergie sous sa forme naturelle, c'est-à-dire en la dispensant de passer à travers les muscles de l'homme. C'est à ce moment-là que s'ouvre l'ère de l'énergie. Cette énergie, en permettant les productions massives, ne tarde pas à faire succéder l'abondance à la disette. D'ores et déjà, dans certaines industries, le travail manuel a presque entièrement disparu. Dans beaucoup d'autres, le rôle de l'ouvrier se borne à surveiller et à entretenir l'outillage : il accomplit donc déjà beaucoup plus de travail intellectuel que de travail manuel<sup>43</sup>.

Cette transformation de *l'Arbeitskraft* a des conséquences auxquelles la théorie de la plus-value ne pouvait échapper. Car si les forces naturelles demeurent infécondes et inutiles sans l'intervention de l'homme, on ne peut nier que cette intervention n'est plus à l'échelle de la production désormais possible. De plus en plus l'homme se borne à *amorcer* la production que réalisent les forces physiques ou chimiques dégagées par son intervention. À quel prix faudrait-il acheter cette intervention pour espérer que la capacité d'achat soit assez considérable pour permettre de réaliser la plus-value ? Et même dans cette folle hypothèse, le but ne serait pas atteint car le travailleur serait condamné à thésauriser !

Une autre conception essentielle de Karl Marx est celle où il explique le rôle du capital dans la production. Ici notre auteur se place encore dans la réalité des faits. En régime capitaliste, le capital ne peut rien par lui-même. Que valent des billets de banque ou de l'or enfermés dans un coffre ? Que vaut l'outillage le plus puissant et le plus perfectionné s'il ne tourne pas ?

Mais, toujours dans le même régime, le travail, en lui-même, pris intrinsèquement, ne peut rien non plus. Le travailleur, que ce soit à l'usine ou dans les champs, a besoin d'instruments pour travailler. On traduit la chose en disant que le capital fait au travail les avances qui lui sont nécessaires, ou en affirmant que le travail vient vivifier le capital.

Comment le capital peut-il se combiner avec le travail ? Cette question fait l'objet d'une étude de Marx et l'amène à distinguer deux sortes de capitaux : le capital *variable* et le capital *constant*. Par capital variable, il entend le fonds de roulement. C'est, en quelque sorte, le fonds des salaires dont parlaient Adam Smith et ses disciples. Ce capital variable serait entièrement consommé par le travail, lequel donnera naissance à la plus-value. Quant au capital constant, c'est celui qui sert à conquérir l'usine, la terre, l'outillage, bref ce que l'on appelle quelquefois les capitaux fixes. Celui-ci n'étant pas consommé ne devrait pas contribuer à former la plus-value. Il est cependant évident que ce capital constant a été produit lui-même par un travail antérieur ; ce serait donc du travail cristallisé. Quel rôle va-t-il jouer dans la production ? Un rôle essentiel puisqu'il s'identifie avec les instruments de travail dont le travailleur a besoin. Karl Marx conteste cependant qu'il intervienne dans la formation de la plus-value. Cependant n'est-ce pas grâce à lui que le travail va devenir plus productif ? Un ouvrier qui dispose d'une machine en ordre de marche produira beaucoup plus qu'un ouvrier qui n'a que la force de ses bras.

Si nous comprenons bien le raisonnement de Karl Marx, l'intervention du capital constant se bornerait à fournir son propre amortissement, grâce auquel il répare l'usure qu'il subit. La conclusion paraît être que le capitaliste a intérêt à utiliser le plus possible de capital variable et à éviter de grossir les immobilisations de matériel. Ceci a provoqué des discussions à perte de vue ; tantôt pour donner raison à Marx, tantôt pour lui prouver qu'il avait tort, et chaque

---

<sup>43</sup> Exemple: le mécanicien d'un express, le pilote d'un avion, le surveillant d'une centrale électrique, etc.

commentateur prenait les événements à témoin. Ceux-ci favorisaient tantôt les entreprises où prédominait le capital variable, tantôt les autres. On vit, à un certain moment, se multiplier les entreprises à grand outillage, mais n'était-ce pas une conséquence du progrès technique ? Et si des usines, dont l'outillage était considérable, ont eu leur heure de prospérité, ne voit-on pas qu'aujourd'hui, au contraire, les chemins de fer subissent de grosses pertes dans la plupart des pays équipés d'une façon moderne ?

La distinction entre capital variable et capital constant, sous l'angle de la plus-value, a perdu son intérêt depuis que l'abondance, succédant à la rareté, provoque la baisse de la capacité d'achat des clients. Lutte-t-on contre l'abondance pour ressusciter la rareté, ce sont alors les moyens mis en œuvre dans ce but qui accélèrent cette baisse. Et celle-ci se manifeste quelle que soit la proportion entre le capital constant et le capital variable.

Avant d'abandonner le sujet, nous ferons une remarque qui ne paraîtra peut-être pas hors de propos. On proteste quelquefois contre la prétention qu'aurait le capital, en régime capitaliste, de faire des avances au travail, ce qui justifierait la part qu'il prélève dans la production. À cet égard la distinction de Marx entre le capital constant et le capital variable est fort utile pour éclaircir le débat. S'il s'agit de capital constant, il n'y a pas de doute qu'il est *avancé* au travailleur, puisque ce sont les instruments de travail qui lui sont nécessaires pour produire. S'il s'agit du capital variable, c'est-à-dire des salaires, il paraît très discutable, au contraire, qu'il y ait là une avance faite au travailleur. Celui-ci, en effet, fournit toujours son travail *avant* d'être rémunéré. L'ouvrier est payé après sa journée faite, comme l'employé ne touche ses appointements qu'à la fin du mois.

Cependant si le patron n'a rien vendu, ou n'a vendu qu'une partie infime de la production, il est clair qu'il a avancé les salaires et les appointements. Mais à qui les avance-t-il ? Au client. C'est le client qui, en principe, doit tout rembourser en achetant le produit. Et le patron n'a aucun recours si la capacité d'achat du consommateur ne lui permet pas de devenir un client.

## CHAPITRE XIII

### (SUITE DE LA DOCTRINE DE KARL MARX). – LOI DE LA CONCENTRATION DES CAPITAUX PAR L'EXPROPRIATION DES PETITS PROPRIÉTAIRES ET DES ARTISANS – LA LUTTE DE CLASSE – DIFFÉRENCE ENTRE LA DOCTRINE DE KARL MARX ET CELLE QUE NOUS DÉFENDONS.

Une autre conception essentielle de Marx est sa loi de la concentration des capitaux. Sa démonstration est si connue qu'il est inutile d'y revenir. Karl Marx prend le mot *capital* dans son sens courant : toute chose qui donne un revenu non produit par le travail de son propriétaire, mais prélevé sur le travail d'autrui.

Il explique comment tous les capitaux ont fini par se concentrer et s'accumuler en un petit nombre de mains par l'expropriation des petits propriétaires et des artisans . Au fur et à mesure que se produit ce phénomène, les artisans comme les petits commerçants et industriels, sont placés, du fait de la concurrence des grosses entreprises, dans l'impossibilité de vendre directement au client. À ce moment-là, ces petits producteurs, ainsi dépossédés, sont contraints de vendre leur travail : ils sont devenus des prolétaires. Ainsi se constitue une grosse réserve de main d'œuvre que la grande production peut acheter au meilleur marché, et grâce à laquelle la *plus-value* est réalisé. La bourgeoisie ferait en somme disparaître ainsi la propriété primitive fondée sur le travail personnel, pour la remplacer par le prolétariat.

Cette œuvre se serait déroulée au cours des siècles, grandement facilitée par la Révolution de 89 qui proclama la *liberté du travail*. Libre de se vendre, ajoutait Marx.

Cette concentration capitaliste doit se poursuivre sans arrêt, d'une manière quasi-automatique, pour des raisons que Marx a longuement exposées. On peut les résumer de la façon suivante : D'abord par l'organisation. À cet égard notre auteur prévoit lumineusement les ententes industrielles, les cartels et même les trusts qui n'apparurent que longtemps après lui. Ils auront pour effet, dit-il, d'augmenter considérablement le nombre des salariés.

Ensuite par la surproduction qui va engendrer le chômage. Celui-ci, dans son esprit, est une tare du régime capitaliste et il s'aggravera dès qu'un des objectifs des ententes industrielles sera atteint : celui de fermer les usines mal situées.

Enfin par l'afflux de la population rurale dans les centres industriels. Les villes devront recueillir tous les petits producteurs agricoles aussitôt qu'ils auront perdu leur vieille indépendance.

Karl Marx décrit minutieusement cette lutte perpétuelle entre classes sociales et il explique qu'elle est la conséquence *inévitabile* du régime capitaliste. Pourquoi ? À cause de l'antagonisme fondamental sur lequel il est construit. Et c'est par la lutte des classes qu'il doit finir, logiquement aussi, à la suite de péripéties de plus en plus dramatiques. Les crises de surproduction, en réalité de sous-consommation, vont se multiplier en s'aggravant chaque fois. Karl Marx insiste ici encore sur la distinction qu'il fait entre le capital variable et le capital constant, et il voit, dans leur déséquilibre continu, une des causes des crises économiques. Le capital aurait tendance à s'accroître sans cesse jusqu'au moment où il se trouve obligé de s'écrouler. La crise se termine dès que la plus-value recommence à grossir et provoque encore un excès de capitalisation ; d'où une nouvelle crise. Ainsi la production sociale, une fois jetée dans ce mouvement alternatif d'expansion et de concentration, va le répéter par une nécessité mécanique. pendant ce temps-là la misère ira grandissant. Citons textuellement les termes du Manifeste Communiste : «*La classe capitaliste est devenue incapable de régner, car elle ne peut plus assurer à ses esclaves la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage. Elle en est réduite à les laisser tomber à une condition où il lui faut les nourrir au lieu d'être nourrie par eux*».

On doit aboutir ainsi à la révolution, caractérisée par un brusque renversement des choses. Après avoir exproprié, ce sera le tour de la classe capitaliste d'être expropriée. La classe ouvrière reprendra les instruments de production qui lui avaient été confisqués. Elle ne les retrouvera pas sous la forme d'autrefois, mais sous celle où la grande production capitaliste les aura concentrés. Ce sera la conséquence de la socialisation des moyens de production. Est-ce la fin de la propriété privée ? C'est ce que certains commentateurs ou épilucheurs de phrases



ont prétendu, en interprétant une phrase du Manifeste Communiste. En fait ce n'est pas l'abolition du droit du travailleur sur le produit de son travail; c'est l'abolition du droit sur le travail d'autrui. L'ouvrier conservera un droit sur la production sociale et ce droit aura une valeur équivalente au produit de ce travail. Car le produit de ce travail sera réparti *au prorata du travail de chacun*. Ainsi disparaîtra la plus-value.

Cette élimination de la classe possédante ne sera pas nécessairement violente, car elle peut se faire pacifiquement si la classe ouvrière conquiert la majorité dans le Parlement, ou si, comme c'est possible, les associations ouvrières arrivent à organiser directement tous les services économiques.

Cependant Karl Marx n'exclut pas la violence «*car la force est l'accoucheur de toute société en travail*».

Ce résumé succinct de la doctrine ne peut évidemment donner qu'une faible idée de cette œuvre considérable qui fait le tour, non seulement de l'économie politique, mais même des problèmes sociaux. En nous bornant à l'essentiel, nous avons tenté de dégager Karl Marx du fatras où l'ont plongé certains de ses imitateurs, compilateurs et critiques à l'heure et à la journée.

Il nous reste une tâche délicate, que d'aucuns trouveront prétentieuse : indiquer sur quels points la doctrine que nous défendons est en désaccord avec la sienne. Notre excuse est d'avoir pu observer la marche des événements économiques plus de 69 ans après que parut la première édition du *Capital*. Et ceci nous permet une autre remarque, à notre avis tout aussi pertinente. C'est qu'entre l'époque où écrivait Adam Smith et le temps où Karl Marx préparait son œuvre, il s'est écoulé à peu près le même nombre d'années qu'entre son temps et le nôtre. Or il est difficile de contester qu'au cours de ces soixante-neuf dernières années, le mode de production des richesses ne s'est pas plus profondément transformé que pendant tous les siècles qui précédèrent l'ère de l'énergie. Et c'est précisément sur les transformations qui se sont produites au cours de ces dernières années que nous basons notre manière de voir. N'est-ce pas se conformer à la règle de Marx : l'observation des faits ?

Comme Karl Marx nous appuyons notre raisonnement sur *l'échange*, base fondamentale de la distribution des richesses dans le régime capitaliste.

Karl Marx fonde toutes ses théories sur la notion de la valeur, en établissant que le travail n'est pas seulement la mesure de la valeur, mais la substance même de la valeur. Serrant l'échange de plus près, nous prétendons :

1° que la valeur (dans le sens économique) est la caractéristique des choses susceptibles d'être *échangées*. Or on ne peut échanger que des choses utiles à autrui *et n'existant pas en abondance*, car les choses utiles et abondantes ne s'échangent pas, *elles se donnent*. N'ont donc de valeur que les choses utiles et relativement rares. Si nous insistons sur cette dernière condition, c'est qu'elle va jouer le premier rôle. Qu'en effet la rareté vienne à disparaître, l'échange devient impossible et le régime capitaliste s'effondre définitivement;

2° que l'échange doit être considéré sous sa forme moderne, c'est-à-dire décomposé en *achat et vente*. Les consommateurs achètent et les producteurs vendent;

3° que si la substance même de la valeur (pour la plupart des richesses) est, en effet, le travail humain. À celui-ci est venu s'ajouter ou se substituer, en proportion toujours plus élevée, le travail extra-humain fourni par l'énergie externe sous toutes ses formes. C'est un nouveau mode de la production, qui a permis de l'accroître considérablement et permettrait même de l'accroître encore bien davantage.

Karl Marx établit que le capitalisme se développe par la plus-value.

Nous disons que c'était exact de son temps et tant que les producteurs ont pu échanger leur production, c'est-à-dire la *vendre*. Mais, grâce à l'intervention du travail, si la production augmente constamment, elle crée toujours moins de capacité d'achat, et c'est précisément ce qu'exige la plus-value pour se réaliser. D'où les crises économiques provoquées *toujours* par la mévente, c'est-à-dire par un sérieux ralentissement du rythme des échanges.

Ces crises se terminaient autrefois par la création de productions nouvelles, et par l'apport de nouveaux échanges effectués hors des frontières. Aujourd'hui la plus-value se transforme en moins-value, et à partir de l'instant où la production peut croître en même temps qu'augmente le chômage, la baisse du revenu national (conséquence du ralentissement des échanges) supprime la rentabilité (ou la plus-value) des entreprises que l'on voudrait créer. Quant aux échanges extérieurs, ils deviennent impossibles.

Karl Marx considère que le développement du capitalisme a pour conséquence de transformer les petits producteurs en prolétaires. C'était exact, mais aujourd'hui les prolétaires eux-mêmes sont transformés en chômeurs.

Karl Marx n'a pu voir dans le chômage qu'une tare de l'organisation capitaliste et il considère le chômeur comme un ouvrier en disponibilité forcée du fait des crises économiques. Nous considérons aujourd'hui le chômage comme définitif. Le chômeur a été libéré du travail par le progrès technique. Il représente des loisirs que le régime capitaliste ne peut pas répartir. L'étendue du chômage aggrave la paralysie des échanges qui, à son tour, augmente le chômage.

Karl Marx a prédit la fin inévitable du capitalisme par la dépossession de la classe capitaliste des moyens de production au profit de la classe ouvrière. Nous voyons la fin du capitalisme par l'arrêt des échanges, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur. À l'extérieur parce que les pays étrangers, de mieux en mieux équipés, souffrent, eux aussi, de la paralysie des échanges intérieurs ; à l'intérieur parce que la production technique crée à la fois toujours plus de produits, et moins de capacité d'achat.

L'échange, rappelons-le, se décompose en achat et vente. Or dès qu'un homme ne peut plus acheter, un autre ne peut plus vendre. Les moyens de production ne présentent donc plus aucun intérêt pour leurs propriétaires, car cet intérêt n'existait que dans la mesure où ils pouvaient *vendre* leurs produits, c'est-à-dire les échanger. Le capitalisme ne peut se développer qu'en augmentant toujours la cadence des échanges... c'est aujourd'hui le mouvement inverse qui se produit.

Karl Marx souhaite la dictature du prolétariat. Nous considérons la dictature du prolétariat comme une revendication de classe, aussi difficile à justifier qu'autrefois la dictature de la noblesse, ou qu'aujourd'hui celle de l'Inspection des Finances. La classe ouvrière est aujourd'hui en voie de disparition : elle sombre, par le chômage, dans la misère, entraînant avec elle les classes moyennes, et les capitalistes eux-mêmes puisqu'un producteur qui ne peut plus vendre cesse d'être un producteur dans le régime actuel. Il abandonnera d'autant plus volontiers ses instruments de production qu'entre ses mains ils ne valent plus rien. C'est lui-même qui demandera à être relevé de ses fonctions, l'entretien d'une usine qui ne tourne plus étant une dépense sans contre-partie. Les ouvriers de l'usine ne peuvent pas se substituer au patron, car, entre leurs mains, l'usine accumulera des stocks qu'ils ne réussiraient pas mieux à vendre que ne le pouvait leur ancien patron.

Cette socialisation est en train de se réaliser dans tous les pays qui ont atteint le stade de l'abondance. En France, c'est chose pratiquement faite pour la navigation, les chemins de fer, les industries de guerre, les travaux publics et même pour une masse de petits producteurs, qui, sans l'aide de l'État, auraient déjà été contraints de déposer leur bilan. De plus en plus les producteurs réclament l'assistance de l'État, en attendant de lui demander de les considérer comme des fonctionnaires déchargés du soin de la trésorerie.

Karl Marx a prédit la lutte des classes. Nous constatons qu'elle existe plus que jamais dès l'instant où le revenu national diminue. Le meilleur moyen d'en finir avec cette lutte est de supprimer les classes, et l'équipement économique le permet aujourd'hui, mais *dans un autre régime*. Il est possible d'enrichir les pauvres sans appauvrir les riches. La science a créé une solidarité économique qui doit jouer au bénéfice de tous.

Karl Marx reste encore dans l'ère de la rareté et même dans le régime de l'échange. Le travailleur doit recevoir une valeur équivalente au produit de son travail. Nous estimons qu'aujourd'hui le droit aux produits et aux services doit être libéré de la considération du travail fourni, car celui-ci, conjugué avec l'outillage moderne, a un rendement hors de proportion avec l'effort humain encore nécessaire. À chacun part égale dans la production maxima en contre-partie de son effort maximum dans le service social. Ce dernier sera étudié dans un des chapitres suivants.

Karl Marx, sans recommander l'emploi de la violence, ne l'exclut pas non plus. Nous l'excluons : parce que d'une part ses victimes sont le plus souvent innocentes ; d'autre part parce que les progrès techniques ont créé le tir automatique qui est particulièrement meurtrier. Dans un duel avec une mitrailleuse, celle-ci a instantanément raison. Enfin les événements se chargent d'ouvrir les yeux des pires aveugles en leur démontrant qu'ils ont tout à perdre s'ils ne consentent pas à avoir tout à gagner<sup>44</sup>

---

<sup>44</sup> Deux adversaires ont insinué que cette doctrine était celle du comptabilisme de M. Solvay, prouvant ainsi qu'ils ne connaissaient ni cet auteur, ni même la comptabilité. D'autres, aussi désintéressés, ont cru reconnaître la technocratie américaine !!

## CHAPITRE XIV

### LE SOLIDARISME DE LÉON BOURGEOIS.

- TRAHISON DE QUELQUES CLERCS. — LES « SI » ET LES « MAIS ».
- ON PARLE DE CRISE ALORS QUE LA RÉVOLUTION EST EN COURS.

Il n'est pas dans notre cadre de passer en revue toutes les doctrines mais nous n'oublierons pas de mentionner celle du *solidarisme* par laquelle l'économique fait un nouveau pas vers la sociologie. Cessant de rester étrangère à l'homme qui, de tout au contraire, devrait être la commune mesure, les solidaristes veulent que l'économie devienne la science de l'homme. N'est-il pas évident que chacun est dans la nécessité de compter sur autrui pour pourvoir à ses besoins ? Cette nécessité est l'expression de la solidarité qui n'est donc pas un pur idéal proposé aux hommes de bonne volonté, mais un fait, un de ceux que la science a le mieux établis.

Poursuivant l'œuvre d'Auguste Comte, disciple de Saint-Simon, le solidarisme de *Léon Bourgeois* (1851-1925) veut corriger l'injustice d'un régime social faisant bénéficier les uns d'avantages qui ne sont pas leur fait et souffrir les autres de préjudices qui ne le sont pas davantage. Les premiers ont donc à s'acquitter vis-à-vis des seconds et la société assumera le soin de réaliser cette solidarité. Léon Bourgeois précise de quelle manière :

*Par l'enseignement gratuit à tous les degrés.*— Le fond commun de civilisation doit être à la disposition de tous.

*Par un minimum d'existence garanti à chacun.*— Le seul fait d'entrer dans la société doit avoir pour contre-partie le droit à la vie.

*Par l'assurance contre tous les risques de la vie.*— Les risques sont des cas fortuits et communs à tous. Si l'on vient au secours des sinistrés d'un tremblement de terre ou d'une grande catastrophe, est-ce parce que le nombre des victimes est élevé ? Le mal est aussi grave lorsqu'un seul est frappé.

Le coup d'œil rapide que nous venons de jeter sur ce qu'on appelle la science économique nous permet de voir que le mérite des doctrinaires n'est pas mince d'avoir ouvert la route et aplani les obstacles. Mais la majorité de ceux qui se prétendent aujourd'hui leurs successeurs ne paraît pas jusqu'ici avoir suivi un si bel exemple. Exception doit être faite pour Joseph Dubois, qui a compris que les événements de l'époque n'étaient pas perceptibles sous l'angle du traditionnel bon sens mais qu'ils relevaient de l'inspection et de l'esprit philosophique. En effet l'esprit philosophique est, par essence, esprit de réalité ; seul il explique que des réalités peuvent se succéder tout en se renouvelant de fond en comble.

Nous citerons encore quelques jeunes professeurs d'économie politique tels qu'Hornbostel, Schatz, Mossé ; mais les autres ? Les orthodoxes rejettent tout ce qui n'entre pas dans le cadre des croyances scientifiques ou philosophiques du siècle dernier, et dédaignent tout ce qui n'est pas explicable par les théories courantes.

Prenant prétexte de la complexité de l'économie moderne, beaucoup de contemporains l'ont morcelée afin de se créer des spécialités réservées qu'ils exploitent méticuleusement. Les spécialistes de la monnaie sont ainsi parvenus à faire atteindre à cet instrument des échanges son plus haut degré de perfection, justement comme ces ingénieurs qui construisent des transatlantiques géants pour milliardaires disparus. Sur ceux-ci, tout est réuni : confort, vitesse, stabilité, luxe, mais les voyageurs choisissent l'avion ou le dirigeable.

Certains économistes ont enfermé la monnaie, le crédit, les questions douanières dans des clôtures infranchissables au commun des mortels. Les œuvres qu'ils ont produites sont considérables mais bornées puisque, sur l'ensemble de l'économie, ils n'ont promené que les regards du myope. Dès qu'on rapproche leurs thèses, éclatent leurs contradictions, car ils omettent toujours d'accorder leurs flûtes s'imaginant que leur fausset donne le ton au reste du monde.

D'autres, sûrs de résoudre la fameuse crise, sont allés chercher des solutions dans l'arsenal de M. Leroy-Beaulieu, maître dont le nom fut judicieusement donné à une impasse, à Paris. Ils rappellent ces architectes consultés sur les réparations à faire à un immeuble et qui proposent

de supprimer ici un balcon, là le déplacement d'une cloison, sans remarquer que les fondations menacent ruine.

Quelques cuistres insupportables, plus ténébreux qu'Héraclite, offrent l'affligeant spectacle de leurs pénibles contorsions pour expliquer la conjoncture. Trouvant trop simple que le chômage, en faisant disparaître plus de cent millions de consommateurs, puisse être la cause de leur fameuse surproduction, ils maltraitent les statistiques, triturent les indices de gros et de détail, malaxent les matières premières et les produits ouvrés, jonglent avec les encaisses métalliques, martyrisent les taux de l'argent à long, court et moyen termes, brandissent les tarifs douaniers, écartèlent les éléments conjoncturels, faussent la balance des comptes, s'évertuent à montrer ici le soleil à minuit, et laissent finalement le lecteur décomposé sous l'impression que l'auteur ne sait même plus ce qu'il a voulu dire.

N'oublions pas les plus nombreux qui, prenant avec une régularité impressionnante les effets pour les causes, l'accessoire pour le principal, subordonnent la fin de nos maux à la réalisation de toutes les conditions impossibles. Les échanges reprendraient et la reprise économique serait inévitable :

*Si* l'ordre régnait dans le pays, *mais* le désordre n'existe que parce que la misère sévit. Les fameux agitateurs seraient sans troupes si les hommes étaient satisfaits de leur sort et à peu près sûrs du lendemain.

*Si* le budget était équilibré, *mais* le déficit budgétaire est la mesure de la paralysie des échanges; c'est ce gouffre à combler, d'une manière ou d'une autre, qui oblige l'État à s'emparer de réserves qu'il pulvérise ensuite en capacité d'achat, de sorte que sans la source exceptionnelle que fait sourdre ce déficit, l'économie serait bien plus malade encore.

*Si* l'on diminuait les impôts qui pèsent sur la production, *mais* l'État ne peut diminuer des recettes déjà insuffisantes, et gros, moyens et petits producteurs réclament qu'on les aide toujours plus qu'hier et beaucoup moins que demain.

*Si* le crédit était mieux réparti, *mais* il est réparti là où il est encore productif, sans quoi il deviendrait cadeau gracieux ; le crédit ne peut que développer une production qu'on se plaint déjà d'être trop forte !

*Si* l'or était plus abondant ; *mais* l'or n'a jamais été aussi abondant puisque, de 1929 à 1935, l'extraction annuelle du métal jaune a battu tous les records connus, passant en 6 ans, de 19,5 millions d'onces standard à 31 millions.

*Si* les peuples voulaient stabiliser leur monnaie, *mais* leur monnaie ne peut pas être stabilisée tant qu'augmente le déficit budgétaire, mesure de la paralysie des échanges.

*Si* l'argent n'était pas thésaurisé, *mais* à quoi s'emploierait-il puisque, produisant déjà plus qu'on ne vend, on réduit la production, on détruit des produits, on ferme des usines...

*Si* tout le monde tenait mieux ses engagements, *mais* comment les tenir puisque le ralentissement des échanges, déséquilibrant les comptes, renverse toutes les prévisions ?

*Si* les peuples voulaient reprendre les échanges internationaux, *mais* ce n'est pas l'envie qui leur en manque : malheureusement les échanges à l'intérieur, en se raréfiant, font encore grossir les stocks, de sorte que chacun veut vendre au dehors et surtout ne rien acheter à ses voisins.

*Si* l'on diminuait les droits de douane, *mais* la concurrence des produits étrangers viendrait restreindre la production nationale, source d'une capacité d'achat déjà insuffisante pour les aspirants consommateurs.

*Si* l'on augmentait les droits de douane, *mais* la vie renchérirait à l'intérieur et les consommateurs seraient obligés de se restreindre encore ; et l'étranger, usant de représailles, élèverait ses barrières douanières et porterait un nouveau préjudice au peu qui reste de notre commerce d'exportation.

*Si* les prix montaient, *mais* on prétend que nous sommes déjà le pays le plus cher de la planète !

*Si* les prix baissaient, *mais* commerçants, industriels, agriculteurs, transporteurs ayant déjà toutes les peines du monde à maintenir leur équilibre comptable, que serait-ce si les prix baissaient ? Faire monter les prix de gros et baisser les prix de détail, c'est réduire une marge que les intermédiaires estiment déjà insuffisante.

*Si* l'on augmentait la capacité d'achat, *mais* celle-ci est créée par la production et on se plaint de surproduction; en outre l'État est sans action sur la capacité d'achat, puisque, dans le régime actuel, ce sont les individus qui assument le soin de produire à leurs risques et périls, donc de répartir la capacité d'achat.

*Si* le loyer de l'argent était plus bas, *mais* le crédit, dans le régime actuel, dépend de l'initiative individuelle et obéit à la loi de l'offre et de la demande. Au demeurant, la baisse du loyer de l'argent ne pourrait que développer une production qu'on prétend être déjà trop forte.

Si l'on dévaluait la monnaie, mais on l'a dévaluée de 80% en 1928, de 29% en 1936. La monnaie sert aux échanges, elle ne les crée pas. La capacité d'achat sort de la production, les billets de banque sortent de la Banque de France. La dévaluation n'est qu'une forme hypocrite de la déflation. Lorsque la déflation devient insupportable on reflationne légèrement, ce qui endette le Trésor. Celui-ci est acculé à une dévaluation. Alors on recommence la déflation suivie d'une nouvelle dévaluation et ainsi de suite...

Si l'on supprimait les intermédiaires, *mais* qu'en ferait-on ? On oublie que leur nombre croît en proportion des faillites, des liquidations judiciaires, du chômage, etc. ; la profession d'intermédiaire accueille tous ceux qui ont perdu la leur.

Si l'on diminuait la journée de travail, *mais* ce palliatif est d'ores et déjà dépassé ; la diminution des heures de travail pèse lourdement sur le producteur dont l'outillage est le moins perfectionné et qui, de ce chef, occupe proportionnellement plus de personnel que ses concurrents. Il lui faut donc sans retard moderniser son matériel, ce qui augmente encore le nombre des chômeurs.

Si l'on renonçait à la politique d'armements, *mais* cette politique fournit aujourd'hui le seul moyen de ranimer l'économie puisqu'elle crée une capacité d'achat sans augmenter la capacité de vente. Si les armements s'arrêtaient partout, le chômage doublerait du jour au lendemain, et les faillites se multiplieraient. C'est triste à dire, mais le désarmement serait une catastrophe dans le régime actuel.

Si l'étatisme était moins envahissant, *mais* il se développe en fonction de la faillite de l'individualisme. On réclame tous les jours de nouvelles interventions de l'État.

Si l'on avait un dictateur, *mais* ce monsieur serait incapable de créer la capacité d'achat dans un pays capitaliste puisque la production ne ferait pas partie de ses attributions ; jusqu'ici les dictateurs n'ont guère procédé qu'à des déflations autoritaires.

Si la confiance revenait, *mais* avoir confiance quand tout va mal est le propre des imprudents.

Si l'on changeait la Constitution, *mais* c'est la suggestion d'un humoriste.

Il suffit cependant d'ouvrir les yeux pour constater que les nations modernes sont en pleine transformation sociale et deviner vers quel port se dirigent tous ces navires désarmés<sup>45</sup>.

Toutes les monnaies s'affaiblissent quelle que soit la nature du gouvernement au pouvoir. La chute s'accélère aussi bien dans les nations démocratiques que dans celles qui supportent ou acceptent une dictature. Qu'on se rapporte à leur valeur d'avant-guerre et on verra que : la dépréciation du dollar est de 41% ; celle de la livre anglaise de 40% ; celle du franc français de 80% en 1928, de nouveau de 29% en 1936 ; celle de la lire italienne de 40% ; celle du franc suisse de 29% ; celle du drachme de 59% ; celle de la couronne tchécoslovaque de 16% en 1934 suivie d'une autre de 15% en 1936 ; celle du franc belge de 86% en 1926 suivie d'une autre de 28% en 1935 ; celle de la couronne danoise de 51% ; celle de la couronne estonienne de 40% ; celle de la couronne suédoise de 44% ; celle de la couronne norvégienne de 45% ; celle du mark finlandais de 49% ; celle du schilling autrichien de 24% ; celle du dinar yougoslave de 25% ; celle du leu roumain de 27% ; celle du pengo hongrois de 36% ; celle de la peseta espagnole de 75% ; celle du florin hollandais de 22% ; celle du guilder de Dantzig de 42%. La Lituanie, la Pologne et la Bulgarie ont des monnaies à peu près bloquées ; l'Allemagne a une douzaine de marks de valeurs différentes.

L'évolution de l'économie aux États-Unis est commandée par la première expérience Roosevelt déjà étudiée dans un autre ouvrage<sup>46</sup>. Rappelons seulement qu'il a fallu distribuer des secours à plus de 650.000 familles d'agriculteurs qui ne pouvaient pas vendre leurs produits et que, malgré de grands travaux publics qui coûtèrent une soixantaine de milliards de francs, le nombre des chômeurs est aussi grand qu'au plus fort de la débâcle. Ceci est en contradiction avec les constatations optimistes de la presse qui omet de signaler l'existence de 600.000 jeunes gens qui peuplent des camps de travail pour un salaire de 75 francs par mois.

En nous reportant au discours de Mr. T. R. Amlie à la Chambre des Représentants, nous constatons que l'économie américaine ne vit que sur une fabrication artificielle de capacité d'achat qu'assure le Trésor en se procurant par l'emprunt les sommes nécessaires. On a puisé ainsi dans les réserves accumulées jusqu'à concurrence de 150 milliards de francs, pour venir au secours des compagnies de chemins de fer, des banques, des maisons de commerce, des

---

<sup>45</sup> Nous ne parlons pas de la Russie dont nous avons examiné le cas dans *En route vers l'Abondance*. Ce pays, dont il faut admirer le prodigieux effort d'équipement a voulu faire l'économie du dernier stade du capitalisme. De là des mesures transitoires empruntées au régime des échanges et dont on fait grand cas pour prédire depuis des années la chute imminente du régime. Mais le malade n'a pas l'air de se porter plus mal...

<sup>46</sup> *Ce qu'on appelle la crise*, aux Éditions Nouvelles, 1934.

agriculteurs, des industriels, des propriétaires d'immeubles, des entrepreneurs, des professeurs, des artistes, des pasteurs, des ingénieurs, des avocats, des médecins. Que le régime puisse s'accommoder longtemps de ces saignées répétées paraît si problématique que la seconde expérience Roosevelt est attendue avec curiosité.

S'il est difficile de savoir tout ce qui se passe en Allemagne, quelques faits précis sont significatifs.

Le Reich, nous l'avons dit déjà, ne possède qu'un stock d'or insignifiant ; cette pénurie ne nuit pas jusqu'ici à la circulation de plusieurs monnaies intérieures.

L'industrie et le commerce, sans être nationalisés, sont placés, en fait, sous la direction du ministre de l'Économie Nationale. Le fisc prélève 25% sur les bénéfices des sociétés; il en prélèvera 30% en 1937. Les importations sont pratiquement interdites, à l'exception des matières qui intéressent la défense nationale.

Les commandes d'armement sont indispensables à l'économie allemande, au point que la moitié de la population ouvrière travaille, directement ou indirectement, à des œuvres de destruction. La défense nationale a coûté, au cours des trois dernières années, une somme équivalant à environ 108 milliards de francs qui ont été fournis par l'emprunt. On ne communique plus officiellement le total des dépenses publiques.

Des réglementations, de plus en plus strictes, ont été édictées dans tous les domaines de la production et les prix de vente sont fixés par l'autorité. Il est interdit d'augmenter la production des textiles, des engrais chimiques, des minerais de plomb, du papier, de la radio, de la cellulose, des fils télégraphiques, des tubes en acier, des faïences, des tuiles, des bouchons, de l'horlogerie, etc. Des cartels obligatoires ont été créés pour la production des savons, margarines, ciments, verreries, pneus, cigarettes ; il en est de même pour la fonderie et l'imprimerie.

Ces multiples contrôles sont exercés par 27 bureaux officiels qui s'immiscent jusque dans les contrats privés passés entre firmes allemandes et étrangères. Souvent les producteurs sont obligés de ne fabriquer que des types déterminés ; ils sont tenus de n'employer qu'en proportions fixes certains métaux et produits chimiques, notamment dans la fabrication du savon, du chocolat, des pneus, etc. Ce contrôle va fonctionner à l'endroit des machines elles-mêmes qui auront chacune un dossier officiel portant indication de leur rendement. Si celui-ci est insuffisant, la machine devra être remplacée par un modèle plus perfectionné.

Indiquons encore que pour résorber (?) les chômeurs, la loi du 26 juin 1935 a établi le service du travail obligatoire qu'accomplissent les jeunes gens de chaque sexe. Il leur est délivré un carnet portant indication de leur conduite et de leurs aptitudes. Ce carnet doit obligatoirement être présenté pour être admis à exercer une profession quelconque. C'est un véritable passeport intérieur exigé de tous les jeunes Allemands.

L'évolution économique en Italie mériterait une étude spéciale. Le crédit est nationalisé depuis la réforme bancaire ; les contrats collectifs de travail avec salaire minimum, la semaine de 40 heures, l'impôt absorbant les bénéfices industriels et commerciaux dépassant 6%, sont des réformes d'ores et déjà réalisées. Il existe actuellement trois monnaies : la lire intérieure, la lire extérieure, la lire-touriste. La première est une simple monnaie de compte, détachée de l'or ; la lire extérieure est rattachée à l'or ; la lire-touriste, destinée à attirer les touristes qui procurent les devises étrangères dont a besoin le Trésor pour ses achats au dehors, est cédée au-dessous du cours de la lire intérieure pour constituer un véritable dumping en faveur de l'exportation invisible. Après le contrôle des changes et les licences d'importation, le commerce extérieur est devenu, en février 1936, monopole d'État. Dès le 26 mai 1934, les valeurs étrangères possédées par les Italiens étaient frappées d'un droit exceptionnel de timbre, puis durent être obligatoirement déclarées et cédées au cours du jour à l'Office National des Changes : toute exportation de capitaux est donc devenue impossible. On ne possède plus aucune indication officielle sur l'importance du stock d'or, ni sur celle du stock de devises, ni même sur le chiffre des billets en circulation. On peut dire que le gouvernement italien s'est évadé du domaine des comptes.

Trois déflations successives abaissèrent d'abord les salaires de 10% et diminuèrent les tarifs de transports, d'eau, de gaz, d'électricité; puis abaissèrent encore les salaires de 5, 8, 10 et même 12%, les traitements publics de 12%, et les loyers de 10%; enfin les traitements furent réduits, une troisième fois, de 6, 8, 10, 12, 20% suivant leur importance, tandis que les loyers ordinaires étaient abaissés de 12% et les loyers commerciaux de 15%.

L'économie privée est divisée en 22 corporations qui fonctionnent sous le contrôle de l'État, comme l'explique M. Luce-Gilson dans son livre : *Le corporatisme est-il viable ?*

La place nous manque pour passer en revue les mesures déjà prises dans les autres pays où l'équipement économique permet à la production de croître en même temps qu'augmente le chômage. Pour lutter contre la baisse de la consommation, la conséquence de la paralysie des échanges, les États interviennent pour contrôler la production et distribuer les secours nécessaires pour ranimer quelque peu une économie de plus en plus squelettique. Mais ces secours proviennent, soit de l'emprunt fait aux nationaux, soit de l'emprunt direct à la circulation. Dans les deux cas ils revêtent la forme d'une gigantesque aumône dont l'effet reste identique : appauvrir qui donne, sans enrichir qui reçoit.

*TROISIEME PARTIE*

INTRODUCTION  
A L'ECONOMIE DE L'ABONDANCE



## CHAPITRE XV

### **LE DROIT AUX PRODUITS ET AUX SERVICES DOIT ÊTRE LIBÉRÉ DE LA CONSIDÉRATION DU TRAVAIL FOURNI, CAR LE LABEUR HUMAIN, CONJUGUÉ AVEC L'OUTILLAGE DONT ON DISPOSE, N'EST PLUS PROPORTIONNEL AU RENDEMENT. LE SURPLUS SOCIAL, FRUIT DE LA COOPÉRATION, APPARTIENT À LA COMMUNAUTÉ DONT L'ÉTAT EST LE GARANT.**

Dès que l'équipement économique permet à un pays d'accroître sa production de richesses matérielles en même temps qu'augmente le chômage des hommes, sa consommation ralentit du fait de la paralysie des échanges. La misère grandit et des désordres sociaux conduisent infailliblement à la révolution par la guerre civile. Une économie nouvelle doit donc être substituée à celle basée sur les échanges. Avant d'en tracer les contours, convient-il de regretter celle qui disparaît, vaincue par les progrès scientifiques qui apportent l'abondance à tous les hommes ?

Evidemment non, puisque l'échange fait partie d'un stade inférieur de la civilisation, où chacun, sauf le privilégié, est obligé d'assurer sa propre existence matérielle comme aux premiers âges de l'humanité, où ne peut donc exister la véritable fraternité qui veut que chaque individu se préoccupe du bien-être de tous.

L'échange, comme nous l'avons vu, exige que tout ce qui est utile ait de la valeur. Or la valeur est anti-scientifique puisque le progrès des techniques a pour but de créer l'abondance qui tue la valeur; enfin la valeur est anti-sociale puisque, exigeant que les choses utiles aient un certain degré de rareté, elle condamne à la misère obligatoire une partie de la population.

En se plaçant sur le terrain moral, on constate que l'échange, consistant trop souvent à recevoir plus qu'on ne donne, ne serait admissible que si l'égalité absolue des échangistes avait préalablement été réalisée; faute de quoi les échanges eux-mêmes sont faussés. Mais il était vain de s'imaginer que les hommes renonceraient à un régime permettant d'accaparer le plus possible de choses rares, aussi longtemps que l'abondance ne permettrait pas de satisfaire tous les hommes. Aujourd'hui l'on ralentit la production et l'on détruit des produits; n'est-ce pas la preuve que l'échange est devenu impossible ?

On qualifie fréquemment de *distributive* l'économie nouvelle qui se substitue à celle des échanges. Ce terme est impropre puisque toutes les économies sont distributives en ce sens qu'elles organisent plus ou moins bien la distribution des richesses. Le capitalisme, forme moderne de l'économie échangiste, distribue la monnaie dont se servent les consommateurs pour se procurer les produits et services. On doit convenir que pareil système, toujours compliqué, est devenu inepte à partir du moment où cette distribution de monnaie — nous l'avons montré — ne permet plus la consommation de tous les produits créés. L'économie convenant à l'ère de l'abondance, dans laquelle nous sommes entrés, doit distribuer tous les produits créés et doit en produire le plus possible, grâce à l'équipement dont le pays dispose et grâce au travail humain encore nécessaire que chacun fournira dans la mesure où ce service social l'exigera.

Mais le droit aux produits et aux services sera libéré de la considération du travail fourni puisque celui-ci n'est maintenant plus proportionnel au rendement obtenu. La formule de distribution devient donc : *à chacun selon ses besoins ou ses désirs, dans la mesure où le permet une production que le service social doit créer aussi forte que possible.*

Il est évident que pareille économie ne convient qu'aux pays très outillés où le ralentissement des échanges met obstacle à la distribution des produits. Ces nations possèdent un potentiel de production permettant d'augmenter la création des choses utiles, donc d'assurer le bien-être de tous, dans des proportions insoupçonnées, en même temps que chacun bénéficierait, lui et les siens, de cette sécurité absolue du lendemain qu'aucun autre régime n'est capable de fournir.

J'espère qu'on a compris que, dans les pays dotés d'un prodigieux potentiel de production, l'individualisme économique est définitivement périmé du jour où il se heurte à l'impossibilité d'échanger. Il faut que le lecteur comprenne encore que l'économie nouvelle n'est que

l'aboutissement logique d'une longue évolution et même le couronnement des efforts conjugués de toutes les générations qui nous ont précédé sur la terre.

*Viens m'aider !* Celui qui fit comprendre à son semblable le sens de ces mots est le fondateur inconnu de toutes les sociétés humaines. Peut-être s'agissait-il simplement de dégager l'entrée obstruée d'une caverne en déplaçant quelque arbre abattu par l'orage; mais dès que le second homme eut répondu à l'appel du premier, ils réussirent à faire, à eux deux, ce qui était impossible à l'un comme à l'autre. Des efforts combinés fournissent donc un résultat supérieur qui est le fruit de l'association. Or c'est l'association des hommes qui a fourni la civilisation puisque, sans elle, nous fussions restés des artisans héréditaires et pétrifiés. Qui dira la puissance incalculable de l'association, lorsqu'elle se transforme en coopération, c'est-à-dire dès qu'intervient la division du travail ? C'est elle qui libère l'intelligence, source de toutes les sciences; c'est elle qui fournit un *supplément de puissance* donnant naissance au progrès social; c'est elle qui dégage la bienfaisante technique grâce à laquelle l'effort humain, pour obtenir une même satisfaction, ira toujours en diminuant, ou, si l'on préfère, rendra le travail de plus en plus productif; c'est elle qui est à l'origine du drame moderne dans lequel nous nous débattons, car le travail humain, en disparaissant, frappe de caducité la formule « *à chacun selon ses œuvres* ». Voilà que les hommes, sans modifier complètement leurs rapports sociaux, ne peuvent plus consommer ce que l'association leur permet de produire, soit que le travail disparaisse pour une partie d'entre eux, soit qu'il n'habilite les autres qu'à consommer une part de plus en plus infime de la production. Qui ne voit le tragique du dilemme: ou le surplus de force, fourni par l'association, créera un surplus de produits qui fera le bonheur de tous les hommes; ou l'association, en se brisant, les ramènera tous aux premiers âges dans la misère et par le sang!

Du moment que l'association, par la coopération des efforts, donne des fruits nouveaux que le travail individuel n'aurait jamais produits, nous demanderons-nous longtemps à qui appartiennent ces fruits ? Evidemment à la communauté puisqu'ils sont réellement son œuvre. Au fur et à mesure que la coopération s'est développée, le surplus de puissance est devenu de plus en plus considérable pour constituer enfin un fonds commun de civilisation appartenant à tous ceux qui, en se pliant à la division du travail, ont accepté de vivre en société.

Ceci admis, il faut en voir la contre-partie, à mes yeux tout aussi évidente. Dès qu'intervient la division du travail, qui n'est autre chose que la vie en société, personne n'est plus capable de subvenir seul à ses besoins; il faut toujours à chacun l'aide des autres. La division du travail crée ainsi, entre tous les hommes, une solidarité étroite et impérieuse au point que le bien-être de chacun ne dépend plus de lui seul, mais de tous les autres producteurs. Si, pendant toute l'ère de la rareté, chacun fut laissé à peu près libre de se procurer cette coopération en fournissant en échange le produit de son travail, il vint un jour où, la division du travail ayant été poussée très loin, le fonds commun de civilisation prit des proportions si considérables que le travail de tous ne fut plus nécessaire et commença à disparaître pour un grand nombre d'hommes. C'est la science, déagée, nous l'avons dit, par la coopération des hommes, qui accomplit le miracle d'obliger les forces naturelles à venir travailler à notre place et à nous relever d'un labeur millénaire. Au fur et à mesure des progrès de la science, les hommes ont donc vu croître leur pouvoir sur la matière et décroître celui qu'ils ont sur leurs semblables, en même temps que le surplus de puissance, déagé par la communauté, prenait des proportions prodigieuses. Le moment est venu où cette coopération doit être organisée de telle sorte qu'elle assure la sécurité, présente et à venir, de tous ceux qui vivent dans la communauté. Comment ? Par la distribution d'une production qui est la propriété de la communauté puisque le surplus de force qu'elle est parvenue à dégager et qu'elle utilise n'a plus aucun rapport avec la somme des forces individuelles.

La communauté doit donc faire vivre tous ses membres puisque, grâce à eux, elle en a définitivement les moyens. Son rôle n'est pas et n'a jamais pu être de leur procurer du travail (entreprise chimérique même dans l'ère de la rareté), mais de procurer des produits.

Ainsi le droit aux produits et aux services découle uniquement du fait que l'on appartient à la race humaine. C'est l'imprescriptible droit à la vie que l'homme possède à l'état sauvage et auquel il ne peut renoncer si le hasard de la naissance l'introduit dans une société modernement équipée.

Le droit aux produits et aux services doit-il être égal pour tous ? On répondra affirmativement puisque le labeur humain, conjugué aujourd'hui avec l'outillage dont on dispose, fournit un rendement qui n'est plus proportionnel au labeur. Comment, dans ces conditions, discriminer la part qui revient à chacun ? Certes, je conviens que cette prétention apparaît exorbitante à première vue car elle heurte brutalement les usages, les préjugés et, disons le mot, les

préventions. Empressons-nous de dire que l'égalité économique absolue de tous n'est pas indispensable à l'économie de l'abondance. Il est possible de prévoir, surtout dans les débuts, tel ou tel mode de distribution avantageant par exemple l'ancienneté, les aptitudes, la responsabilité, la collaboration intellectuelle. En fait, je ne vois pas le critérium dont on pourra se servir, car l'idée d'abondance hurle d'être accouplée à celle d'une distribution variant avec les individus, l'abondance excluant la nécessité de faire des portions.

Mais si l'égalité absolue dans la distribution est une exigence de la logique, on peut la justifier aussi par des considérations qui méritent de nous arrêter un instant.

Tout homme doit un certain labeur pour avoir droit, non pas à sa place au soleil, mais à sa part dans le surplus social que crée la communauté dont il fait partie. Je dis tout homme, sans exception, comme aujourd'hui tout homme bénéficie de l'organisation de la défense nationale, même s'il fit un soldat déplorable pendant son service militaire. L'idée de récompenser le labeur fait encore partie de l'ère de la rareté. Tout ce que la société peut exiger de ses membres, c'est l'effort, quelle que soit son efficacité puisque celle-ci dépend de circonstances étrangères à la volonté humaine. Pourquoi le fait d'être plus intelligent ou plus vigoureux créerait-il un titre à une rémunération plus élevée ? Si le travail du bœuf est plus considérable que celui de l'âne, récompensez-vous le bœuf et punissez-vous l'âne ? La justice sociale est un bienfait qu'apporte l'ère de l'abondance. L'effort seul est réclamé, dans la mesure des aptitudes, alors que le résultat dépend des facultés de chacun. J'attends sans crainte les objections prétendues morales qu'on peut faire à un principe que toutes les religions ont hautement proclamé. Tous les hommes n'ont-ils pas les mêmes droits ? A quel titre le fort dépouillerait-il le faible des siens ? Dieu a-t-il donné aux uns ce qu'il n'aurait pas donné aux autres ? Or, ce que les principes religieux n'ont pu réaliser dans l'ère de la rareté, est rendu obligatoire par la science dans l'ère de l'abondance. *Préparez vos âmes pour ce temps car il n'est pas loin, il approche.* Jésus a ordonné à ses disciples de tuer en eux l'homme naturel pour créer un homme nouveau. Voilà son ordre exécuté. Grâce à qui ? Grâce à l'intelligence que l'association a réussi à libérer au cours des âges...

Préfère-t-on d'autres arguments ? L'association, avons-nous dit, dégage un surplus de force d'où naît le progrès social. Or l'égalité dans l'association rend celle-ci beaucoup plus productive puisque l'inégalité est génératrice de conflits. Toute l'histoire humaine tend vers cette égalité absolue qui est la condition même de la liberté. L'abolition de l'esclavage, celle des privilèges héréditaires, la liberté religieuse, la liberté d'association, la liberté de parole, furent des étapes vers cette égalité économique que la science nous a enfin permis de conquérir. Si l'on affirme solennellement que les hommes naissent libres et égaux en droits, c'est qu'on anticipe fâcheusement sur les réalités. Bien au contraire l'ère de la rareté impliquait toutes les inégalités sociales par cette peur instinctive de la disette qui hanta et hante encore l'immense majorité de nos contemporains.

Veut-on réfléchir enfin à l'incohérence qui consisterait à établir, en pleine abondance, une échelle de rémunération dressée inutilement et arbitrairement par les gouvernements du moment ? On reconstituerait de gaieté de cœur les classes sociales et les luttes stériles qui les accompagnent. S'affranchir d'un régime de classes pour retomber dans un régime nouveau où l'on retrouverait d'autres classes ? Précisément, c'est le problème de l'égalité des classes qui était impossible à résoudre dans le régime de l'échange, et l'on s'appuyait, pour justifier les inégalités, sur la rareté des produits dont la société disposait. L'amélioration des conditions d'existence des masses, disait-on, est impossible tant que les produits créés ne seront pas plus abondants. Alors au moment où ils le deviendraient, nous retomberions dans l'inégalité ? Qui pourrait le soutenir ? L'inégalité des conditions est cause de tous désordres; or c'est un régime d'ordre et de sécurité mutuelle qui s'échafaude. L'égalité matérielle doit régner parmi tous ceux qui, en accomplissant leur service social, sont les créanciers de la nation.

Je m'attends ici à toutes les objections que les préjugés et les passions conjugués vont dresser sur la route. Personne ne voudra travailler! C'est l'aliénation de toutes les libertés! Ce sont les travaux forcés à perpétuité!

Refus de travailler ? Examinons ce cas invraisemblable : le paresseux ne recevra qu'un minimum vital, contre-partie équitable de son refus de collaboration. Craindrait-on peut-être que l'homme, sans aller jusqu'à la désertion de son devoir, travaillera peu ou mal s'il n'a plus l'aiguillon de l'intérêt pour lui communiquer l'espoir d'avoir plus que ses voisins ? C'est supposer que l'intérêt serait le seul mobile des actions humaines. Qu'il joue un rôle important dans le régime actuel, c'est certain; mais simplement parce que le régime oblige la plupart des hommes à ne concevoir la vie que comme une lutte dont l'argent est l'enjeu, et l'intérêt la règle du jeu. Cependant d'autres mobiles agissent aussi: le désir de gloire, l'habitude, la vanité, le plaisir

d'agir, la pitié, le devoir, ont déterminé bien des vocations. Que la lutte soit supprimée, que la sécurité de tous dans l'abondance soit assurée et l'intérêt, au sens étroit du mot, perd sa séduction et sa raison d'être. Mais, l'intérêt disparaissant, par quoi le remplacera-t-on ? Justement par le principe même qui est inclus dans le service social. Le militaire sert son pays lorsqu'il consent à apprendre le métier des armes ou à tenir garnison. Pourquoi le civil n'accepterait-il pas, lui aussi, de servir l'intérêt collectif, étant entendu que ce dernier prend à sa charge tous les intérêts particuliers ? Servir ! Oh, pas à la manière de l'exploiteur qui, ayant réussi à accaparer quelque produit afin d'en avoir le monopole, crie très fort qu'il sert la communauté alors qu'en réalité il ne sert que son intérêt particulier. Mais servir dans le sens noble du mot, servir l'intérêt général devenu le but de l'action individuelle, servir l'intérêt social, celui de tous les hommes ! On servait bien l'intérêt de son pays pendant la guerre, on ne pourrait pas le servir pendant la paix ? On est cependant unanime à admirer, à chaque page de l'histoire, quelques grands commis qui servirent avec passion l'intérêt de leur pays. Leur désintéressement nous frappe et nous nous inclinons devant toute leur vie consacrée au bien public. N'oublions pas, dans notre émotion, que les intérêts matériels du grand commis étaient parfaitement assurés.

Aliénation de la liberté ? Sous prétexte qu'on accomplira, pendant un petit nombre d'années, un service social qui libérera toute l'existence de l'ensemble des soucis d'ordre matériel et garantira la sécurité pour votre avenir et celui de vos enfants ? Mais c'est à ce moment-là que l'homme sera libre, pour la première fois peut-être dans l'histoire de l'humanité. Prétendrait-on être libre aujourd'hui ? Chacun dépend de quelqu'un. On appellerait libres des esclaves de la faim ? du hasard ? de l'ignorance ? Comment peut se croire libre celui qui vit dans l'affreuse angoisse de ne pouvoir, demain, subvenir à la subsistance des siens ? Il est libre de quoi ? De sombrer dans le vice ou l'immoralité, ou de s'abandonner au désespoir, ou de se jeter entre les bras du premier hâbleur qui se prétend le Messie ! Voilà le genre de liberté qu'on nous demande de chérir, avec de grands mots parfaitement vides de sens pour la majorité des hommes.

On s'imagine aussi que le service social sera particulièrement pénible. C'est qu'on se garde de faire le compte des hommes qui, actuellement, assurent la production proprement dite ; il est déjà infime par rapport à l'ensemble de la population et il suffirait de répartir le labeur équitablement pour le rendre bien léger aux épaules de chacun. Oublierait-on toujours dans quel siècle nous vivons ? Les travaux qui restent pénibles sont précisément ceux pour lesquels la science est prête à venir relever les hommes, dès qu'ils voudront bien se débarrasser du souci du prix de revient. Et les travaux rebutants ? Ils disparaissent déjà et disparaîtront définitivement devant les applications nouvelles que la technique permet de réaliser, mais qu'interdit le régime des comptes parce qu'ils ne seraient pas rentables. Même dussent-ils durer quelque temps encore, qu'un roulement entre tous les travailleurs les rendraient supportables en réduisant considérablement leur durée. Au reste ne serait-il pas temps de voir disparaître cette monstruosité la plus révoltante des siècles passés, qui permettait à des hommes, se recommandant de Dieu, de trouver tout naturel d'exiger d'un homme un service qu'ils se seraient refusés à lui rendre ?

Quelques amateurs de surenchère prétendent que le travail nécessaire n'absorbera que deux ou trois heures de la journée. Ils paraissent ignorer que les exigences d'un bon nombre de fabrications industrielles et, en tout cas, de toute l'agriculture, ne pourraient s'accommoder de semblable régime. La durée de la journée de travail restera ce qu'elle est à peu près aujourd'hui afin de correspondre au rythme d'une production intensive, mais la durée du service social ne comportera qu'un petit nombre d'années qui se réduira d'autant plus que l'équipement sera plus grand. Pour en être convaincu il suffit de poser à un industriel quelconque la question suivante : dans quelle mesure pourriez-vous améliorer la situation de votre personnel, si l'on vous affranchissait du prix de revient, donc de l'obligation d'écouler votre production à un prix arbitrairement fixé par la concurrence ? si la menace de la faillite n'était pas constamment suspendue au-dessus de votre tête ?

Craindrait-on que le service social, ainsi conçu, fût incapable de satisfaire tous les besoins de la population ? Pareille préoccupation surprendrait puisqu'on affirme qu'on surproduit déjà. Or les moyens dont on dispose permettent de produire bien davantage, même sans qu'il soit nécessaire d'augmenter l'outillage. Le problème de la production, affirmons-le une fois de plus, est d'ores et déjà résolu.

Mon objet n'est pas d'entrer ici dans le détail des adaptations nécessaires. Elles sont de la compétence des techniciens que nous prétendons avoir en surnombre et qui connaissent le problème moderne de la rationalisation. Ce problème a été résolu dans le cadre de l'usine d'abord, de toute la branche industrielle ensuite ; il s'agit de rationaliser à l'échelle de la nation

tout entière en éliminant du problème les exigences du prix de revient et de la concurrence étrangère. C'est donc problème infiniment plus facile à résoudre que celui qui se posa pendant la guerre. Qu'on se rassure donc; si l'abondance ne règne pas instantanément dans toutes les branches de la production, les déficiences actuelles seront rapidement comblées.

Mais comment pourra-t-on distribuer les produits ?

Voilà, n'est-ce pas, problème compliqué! Serait-il plus difficile de distribuer que de créer ? Ecartons ici encore la surenchère de la *prise au tas* pour nous souvenir que le régime des échanges distribuait la monnaie au lieu de distribuer les produits, et qu'il suffira demain de distribuer la monnaie dans la proportion de la production elle-même pour que celle-ci puisse être consommée en totalité.

Car la monnaie n'aura plus besoin de conserver sa valeur *dans le temps* comme l'exigeait le régime de l'échange dans la rareté. Sa valeur sera limitée au temps nécessaire pour la consommation des produits pour laquelle elle a été émise et la création d'une production nouvelle à laquelle correspondra une nouvelle émission de monnaie. Elle aura les propriétés du bon de consommation *avec choix* qu'elle a d'ores et déjà pour celui qui, aujourd'hui, n'a pas les moyens d'épargner. Or, dès que la pérennité de la production est assurée par le service social, il est évident que personne n'a plus le souci du lendemain, ni pour lui, ni pour ses enfants et petits-enfants. Alors à quoi servirait l'épargne ? Le montant nominal de la monnaie créée et distribuée, valable pour un an par exemple, sera égal au total de la production fournie par le service social dans le même laps de temps. Il y aura lieu de tarifier les produits en tenant compte d'abord du degré de leur nécessité, de leur abondance ensuite. Le bon marché régnera ainsi pour tout ce qui est indispensable à la vie, et le prix des objets s'élèvera dans la mesure où leur rareté relative obligera de restreindre la demande.

Qui sera chargé de la production, de sa tarification, enfin de la répartition de la monnaie destinée à la consommation ? L'État. Sur ce point aussi les critiques ont beau jeu. Cependant, à défaut de l'État, qui donc pourrait assumer ces fonctions ? Un effort d'analyse est ici nécessaire. La coopération, avons-nous dit, grâce à la division du travail, dégage un surplus social qui est la propriété de la communauté. Or qui peut gérer les intérêts de la communauté sinon l'État, représentant de l'intérêt général ? Il convient de ne plus s'embarasser dans les définitions qu'on se plaît à donner à l'État. Il n'est, à nos yeux, qu'un aspect de la division du travail, en ce sens que son rôle consiste à assurer des services qui, sans lui, incomberaient à chaque individu.

Si des hommes assurent la distribution de nos lettres, n'est-ce pas pour éviter que chacun ait à porter sa correspondance à destination ? Si d'autres hommes sont spécialisés dans l'entretien des routes, n'est-ce pas pour que chacun de nous puisse circuler commodément à travers le pays ? Il en est de même pour la police, l'armée, les écoles, les jardins publics, les ordures ménagères...

Pourquoi les fonctions de l'État ne seraient-elles pas étendues à la production des choses utiles ? Ce serait conforme à l'évolution historique qui apparaît dès que l'agrégat, en se transformant en communauté, soustrait l'individu à l'isolement. A la minute où l'individu est englobé dans la communauté, son bien-être ne peut plus désormais dépendre de lui seul. Mais du jour où l'individu est soumis à l'accomplissement de fonctions comme celle du travail social, l'État lui doit sa part intégrale du surplus social. L'État va donc être chargé, dans toute grande société modernement équipée, d'assurer les conditions d'existence de tous ceux qui vivent dans la communauté. L'État, aspect de la division du travail, n'est donc qu'un organisme qui doit suivre le sort de la division du travail en s'adaptant aux conditions nouvelles que crée le progrès technique. Il ne peut échapper à la loi historique qui veut que la division du travail détermine les rapports sociaux. C'est cette loi historique qui façonne l'État pour le rôle que la division du travail l'oblige à jouer. On a beau jeu, certes, à déclarer l'État incapable d'assumer une fonction pour laquelle il n'est pas fait; mais n'est-ce pas simplement constater que l'État, tel qu'il fonctionne, n'est autre chose que ce qu'il pouvait être dans le régime basé sur l'échange, et qu'il convient de le transformer dès qu'un autre régime économique vient se substituer à l'échange ? Le problème est d'autant plus facile à résoudre que les quatre cinquièmes des attributions actuelles de l'État vont disparaître en même temps que le régime des échanges. Ne donne-t-il pas la totalité de ses soins à l'arbitrage des conflits d'intérêts qui surgissent de l'opposition des classes sociales? Qu'on supprime les classes et on libère l'État de la plus essentielle de ses attributions. Il recouvre alors toute latitude pour en assumer d'autres. Si l'idée de lui confier le monopole de la production peut surprendre quelques lecteurs, elle me paraît bien plus défendable que le monopole tel qu'il est constitué dans l'économie des échanges. Je précise : les fabricants de chaussures sont venus, il y a quelques mois, demander à l'État d'interdire la création de toute manufacture nouvelle et même d'augmenter l'outillage de celles qui existent déjà. On a réclamé,

accessoirement, l'interdiction d'ouvrir tout nouveau magasin de vente de chaussures, et même toute échoppe pour les ressemeler. L'État y a consenti, ce qui revenait à confier à un groupement d'intérêts le monopole de la chaussure en France. Il me semble que j'aurais tenu à ces fabricants, vendeurs et ressemeleurs un langage tout différent : Auriez-vous réussi à chausser convenablement tous les Français ? Et, profitant de leur surprise, j'aurais ajouté : Si vous demandez ce monopole pour l'avenir, c'est que vous pouvez justifier de le mériter. Car si des milliers de Français étaient hier mal chaussés ou pas chaussés du tout, qui garantira que vous ferez mieux à l'avenir ? Si vous avez échoué hier, pourquoi réussiriez-vous demain ? Votre demande de monopole paraît d'autant plus suspecte que vous vous plaignez de l'encombrement du marché de la chaussure dû, paraît-il, à la surproduction. Or si des Français sont mal chaussés, ou pas chaussés du tout, lorsque vous produisiez trop, comment parviendrez-vous à les chausser tous convenablement lorsque vous produirez moins ? Votre monopole ayant tout l'air de vouloir augmenter le nombre des Français qui vont pieds nus, il m'est impossible, à moi État gardien de l'intérêt général, de vous confier cette exclusivité. Car les chaussures sont faites pour protéger les pieds des Français et non les intérêts des cordonniers.

Or comme personne ne réclamera jamais le privilège de chausser tous les Français et qu'il faut bien qu'un beau jour tout Français trouve chaussure à son pied, le monopole de la chaussure ne peut être exercé que par l'État qui réclamera du service social la quantité et la qualité de chaussures dont tous les Français ont besoin.

Ce raisonnement s'applique aux électriciens qui n'ont pas réussi à éclairer toute la population, aux vendeurs d'eau qui n'alimentent pas toutes les demeures en eau potable, aux producteurs de sucre qui n'ont réussi jusqu'ici qu'à se sucrer eux-mêmes.

L'État est donc seul qualifié pour exercer le monopole de la production dans la nouvelle économie. Il est aussi sot qu'injuste de lui faire reproche de n'y avoir pas réussi dans l'économie des échanges, puisque, comme tous les producteurs, il était soumis à la sujétion du prix de revient et à la nécessité absolue de vendre ses produits. Comme tous ses confrères l'État producteur ne recherchait pas les consommateurs mais les clients, autrement dit le consommateur solvable, qui est en nombre beaucoup moins élevé que le consommateur tout court. Dans le régime nouveau, il fabriquera aussi bien que les fabricants d'aujourd'hui. Ne s'adressera-t-il pas aux mêmes techniciens ? Ceux-ci seront d'autant mieux placés pour donner le plein de leurs capacités qu'ils n'auront plus ni souci de vendre avec bénéfice, ni obligation d'aller périodiquement réclamer aux pouvoirs publics l'assainissement du marché.

L'État décidera, en connaissance de cause, ce que doit être le volume et la composition des exportations et des importations.

N'a-t-il pas déjà, dans un grand nombre de pays, le contrôle absolu du commerce extérieur, soit par les licences, soit par les contingents, soit par les centrales de devises, soit par les caisses de compensation ? Si le commerce extérieur tend actuellement à disparaître, nous en avons indiqué les raisons qui disparaîtront dès que les échanges seront supprimés à l'intérieur des pays.

A ce moment-là, et comme jadis, les produits d'une nation continueront à s'échanger contre les produits d'une autre nation, car nous ne connaissons pas de pays gros producteur de matières premières qui entende les conserver jalousement pour ses seuls ressortissants. L'État n'exportera plus, comme aujourd'hui, des produits dont manquent ses nationaux, et la balance commerciale deviendra favorable dès qu'il aura réussi à importer plus qu'il n'aura exporté. L'État aura ainsi fait la preuve que ses produits sont de qualité supérieure à ceux qui se fabriquent ailleurs<sup>47</sup>. Un pays exportera donc le surplus de sa production en échange des produits qu'il sera obligé de faire venir du dehors. Comment l'État procédera-t-il ? Comme aujourd'hui, si la contre-partie est encore soumise à l'économie de l'échange. Les achats et les ventes se feront en or, ou l'or servira au règlement des soldes. Au contraire, si la contre-partie est soumise à l'économie de l'abondance, les échanges revêtiront simplement la forme du troc. Un pays dont la production sera excédentaire n'aura même pas besoin de contre-partie, car il n'aura plus

---

<sup>47</sup> Le lecteur se rend compte que les choses changent d'aspect suivant le régime économique. Dans l'économie des échanges une balance déficitaire est celle où les importations sont plus élevées que les exportations. Dans l'économie de l'abondance, c'est exactement le contraire.

La machine est l'ennemie de l'homme dans le régime des échanges car elle condamne l'ouvrier chômeur à la misère. Dans l'économie de l'abondance la machine est l'amie de l'homme, puisqu'elle le relève de son labeur. L'inflation monétaire, désastreuse dans l'économie des échanges, perd toute nocivité dans celle de l'abondance, etc..

d'excuse pour dénaturer son blé à l'heure où ses voisins, et même ses nationaux, ne mangent pas tous les jours à leur faim.

\*\*\*

S'il se trouvait parmi mes lecteurs quelque impatient pour me demander de décrire ce que pourrait être l'existence de l'homme dans l'ère de l'abondance, je donnerais pour fondation à mon anticipation le potentiel de production dont nous disposons. A ces réalités qui m'encourageraient, se joindrait un plaisir qui me déterminerait : celui d'attirer les sarcasmes de ceux qui, hypnotisés par le passé, tournent obstinément le dos à l'avenir.

Les enfants, sans distinction résultant du hasard de la naissance, seront créanciers de la Nation du seul fait qu'ils sont venus au monde. Le père et la mère de famille, à défaut de l'un ou de l'autre en tuteur, recevront chaque année pour eux une somme déterminée qui sera consacrée entièrement à leur instruction et à leur éducation.

Cette somme étant égale pour tous, aucun enfant ne sera plus obligé, pour aller gagner son pain, de fermer à douze ans le livre inépuisable des connaissances humaines. L'égalité matérielle des enfants la plus absolue ainsi réalisée permettra de pousser la scolarité aussi loin que l'intelligence le permettra. L'étude sera prolongée au delà de la majorité pour certains cerveaux d'élite qu'elle attirerait encore. Ainsi la science, sous toutes ses formes, deviendra une source accessible à tous et à laquelle tous pourront boire à satiété. Pourquoi serait-elle réservée à une minorité ? On ne saurait désormais défricher trop de cerveaux, non pas seulement dans l'intérêt de l'individu, mais dans celui de la société elle-même. L'économie de l'abondance ne peut avoir trop de savants, trop de techniciens, trop d'hommes éclairés. Elle ne redoute plus les ingénieurs sans emploi ni les licenciés faméliques. Plus le bagage intellectuel de chacun sera considérable, plus chacun se trouvera à sa place dans une société de loisirs, où chacun cultivera son jardin, et, comme disait La Mothe, se sentira le contemporain de tous les hommes et le citoyen de tous les lieux. Qui se plaindrait d'avoir ainsi abondance de connaissances à sa portée ? Ni le lettré, ni le scientifique d'aujourd'hui, puisque l'homme qui a de la culture passe sa vie à souffrir de ceux qui n'en ont pas. Les filles bénéficieront des mêmes avantages que les garçons; tous auront accès aux exercices de plein air, aux sports, aux arts d'agrément et même à l'apprentissage de quelque métier manuel qui, en leur rappelant l'ère de la rareté, leur permettra d'embellir plus tard leur foyer, car ils auront tous le droit d'en avoir un puisque tout le monde aura les moyens d'élever ses enfants. Que ceux qui sourient veuillent bien se souvenir que les loisirs ont toujours existé dans le monde pour un nombre plus ou moins grand de privilégiés. Or l'ère de l'abondance exigeant une société de loisirs, il convient d'apprendre à les occuper avec discernement puisqu'ils vont tenir la plus grande place dans la vie.

Les hommes seuls seront astreints au *service social* qu'ils accompliront à l'expiration de leur service militaire. Les quelques années qu'ils y consacreront leur permettront de s'acquitter envers une société qui les a pris en charge à leur naissance et assure leur existence jusqu'à la mort. Ainsi pendant toute leur vie ils reçoivent; durant le service militaire et le service social, ils donnent. L'échange existe donc encore entre l'individu et la société, mais il est dépouillé de la notion de profit et placé à l'échelle des réalités économiques. Le service social s'acquitte ainsi du gros œuvre de l'humanité auquel chacun apporte la part d'effort encore nécessaire. Après quoi chacun est libre. Oui, libre de vivre à sa guise, dans la mesure où cette liberté respecte celle du prochain. L'homme sera affranchi de tous soucis matériels, de toutes préoccupations qui, aujourd'hui, l'empêchent de vivre! Une organisation pourvoyant à tous les besoins essentiels apporte à l'homme sa libération. La libération par la science! Pour lui et ses enfants ce sera la vie saine, raisonnable, humaine!

Tout s'illuminera comme par enchantement dans un renouveau de sève qu'il est impossible de concevoir. Les inventions se succéderont à une cadence folle. Prenez l'exemple de la France : peut-on imaginer ce que deviendrait notre pays si tous les Français, également instruits, animés du même cœur, poussaient tous à la même roue ? L'outillage dont nous disposons pourrait être multiplié encore et fournir tout ce que nous pourrions désirer dans nos rêves les plus extravagants. C'est alors que le patriotisme, actuellement pur instinct, trouverait une éclatante raison d'être qui serait sa justification. La patrie cesserait d'être la vieille icône qu'on adore superstitieusement pour devenir la mère chérie également bonne pour tous ses enfants. N'aurait-elle plus belle allure que cette douce France dont on vante la beauté, le charme et les inépuisables richesses à des hommes et à des femmes qui ne savent pas si, demain, ils auront quelque chose à faire manger à leurs enfants ?

On n'aura donc plus à travailler ? Qui dit pareille sottise ? On travaillera autant qu'on le voudra, mais *gratis pro Deo*. On ne pourra plus gagner d'argent ? — Mais qu'en ferait-on ? S'approvisionne-t-on dans l'abondance ? — Et ceux qui veulent avoir plus que les autres ? — Tant pis pour eux, il suffit d'avoir ce dont on a réellement besoin ; tout le monde n'aura-t-il pas tout ce qu'il désire ?

Certes si tout le monde veut avoir la plus jolie femme du pays, il est clair qu'il ne pourra pas assouvir sa passion. C'est justement l'objection que formulait quelqu'un prétendant que la vie n'était possible pour lui que s'il avait, en toute propriété, une chasse de cinq cents hectares d'un seul tenant. A quoi j'opposai les avantages qu'il réunirait en émigrant en Afrique centrale, où il trouverait espace plus vaste encore et faune vraiment digne de ses instincts préhistoriques.

Peut-être estimera-t-on que la nature humaine, avec toutes ses passions, est incapable de s'adapter à pareil régime sans précédent dans l'histoire, où l'homme ne pourra plus envier que les vertus du prochain ? Je ne disputerai pas, car mon but n'a jamais été de refaire les hommes mais simplement d'indiquer le régime économique auquel la science leur donne droit, et de démontrer par surcroît qu'elle ne leur en permettait pas d'autre. Le terrain philosophique est une de ces chasses gardées où le profane n'est pas toléré. Il me sera tout de même permis de croire que le régime social dans lequel l'homme se trouve obligé de vivre détermine, pour une large part, le degré de sa sociabilité. Au risque de faire sourire, je suis de ceux qui croient à la bonté foncière de la nature humaine. En effet de deux choses l'une : ou l'homme est la créature de Dieu et dans ce cas, il est au moins perfectible; ou l'homme n'est qu'une bête: même dans cette hypothèse tout espoir n'est pas perdu. Parce que la bête *repue* n'est pas méchante. Qu'on daigne citer un lion faisant travailler d'autres lions aux fins de s'assurer une existence de paresse; ou un mouton obligeant ses congénères à aller nuitamment assassiner d'autres moutons, leurs brebis et leurs agneaux ?

Ceci cependant nous entraînant hors du sujet, revenons-y. Quand s'instaurera l'économie de l'abondance ? Dès qu'un gouvernement le voudra; ce qui signifie, dans notre pays, dès que la majorité des citoyens l'exigera. Quand cette majorité l'exigera-t-elle ? Pour faire profession de prédire l'avenir, il faut un stock inépuisable d'équivoques que je ne possède pas. On peut affirmer que cette économie arrive à grands pas dans tous les pays qui sont de taille à l'installer chez eux. Car l'heure en est marquée au cadran de la science et, s'il dépend de nous de l'avancer, il est hors de notre pouvoir de la retarder, quoi qu'en pensent les hommes que le hasard ou les forces contraires installent momentanément au pouvoir. Car ceux qui gouvernent les esprits et les corps ont beau être d'une ignorance insoupçonnée, faire régner les préjugés les plus stupides, ils ont beau ne pas avoir le sens commun, ils n'arrêtent ni les travaux des chercheurs, ni les progrès de la science, ni l'effondrement des échanges. Qu'on nous gouverne comme au temps de la disette n'empêchera pas l'abondance de s'épanouir et de gagner, de proche en proche, à une allure sans cesse accrue, la planète tout entière. Mais l'heure de la libération peut heureusement sonner plus tôt pour certains peuples...

Au prix d'une révolution ? Oui, du moment qu'elle est nécessaire. Nous laisserons-nous longtemps encore crier aux oreilles qu'on ne doit regarder qu'en arrière, et que si quelque chose dérangeait le beau désordre établi, c'est toute l'humanité qui périrait ? A ce compte la révolution opérée par le christianisme, lorsqu'il se leva sur le monde, aurait été la pire des séditions! De quoi s'agit-il ? Que la raison fasse les mêmes progrès que la science; cela n'oblige personne à verser de sang.

Existerait-il sur la route quelques étapes qu'on pourrait franchir une à une ? Certains l'affirment qu'on est péniblement surpris de voir parmi ceux qui se résignent à une prolongation de privations et d'angoisses qu'ils ne partagent pas encore. Peut-être obéissent-ils au souci d'harmoniser des doctrines vieillies et des situations récentes. Réfléchissons une minute : ne les franchirons-nous pas, à toute allure, ces paliers dont on nous vante la nécessité ? Car enfin l'étape ne se comprend guère que comme une survie artificielle du régime actuel lui permettant de se prolonger momentanément dans quelques secteurs privilégiés au préjudice de tous les autres ? N'est-ce pas le spectacle qui nous est offert ? N'est-ce pas la situation dans laquelle nous nous débattons lamentablement ? Laissons sourire les sceptiques, car ils sont sans action sur les événements. Ceux-ci sont les plus forts et ne toléreront bientôt plus qu'on crie misère quand les greniers sont pleins.

Quant aux impatients qui s'indignent de l'incompréhension des hommes, ils conviendront sans peine que si ce qui sera n'est pas encore, ce qui est n'est déjà plus.

FIN



*Juillet-octobre 1936*

(réédité avril 1946).

## T A B L E

AVANT-PROPOS

### *PREMIERE PARTIE*

#### L'ECONOMIQUE

##### **CHAPITRE I**

APRÈS AVOIR ÉTÉ RARES PENDANT DES MILLIERS D'ANNÉES, LES PRODUITS UTILES AUX HOMMES AUGMENTENT BRUSQUEMENT D'UNE FAÇON PRODIGIEUSE. C'EST LA SCIENCE QUI FAIT CE MIRACLE.

##### **CHAPITRE II**

LA PRODUCTION A PRIS UN ESSOR CONSIDÉRABLE QUI DEVRAIT FAIRE RÉGNER L'ABONDANCE, MAIS COMME LA PRODUCTION FINIT PAR CROÎTRE EN MÊME TEMPS QU'AUGMENTE LE CHÔMAGE, C'EST LE PROBLÈME DE LA CONSOMMATION QUI VIENT SE SUBSTITUER À CELUI DE LA PRODUCTION.

##### **CHAPITRE III**

L'ÉCHANGE, BASE DE TOUT NOTRE RÉGIME ÉCONOMIQUE, EXIGE QUE CHACUN AIT QUELQUE CHOSE À ÉCHANGER ET QUE CE QUELQUE CHOSE AIT DE LA VALEUR.

##### **CHAPITRE IV**

RÔLE DE LA MONNAIE DANS LE RÉGIME DES ÉCHANGES. LA CONSOMMATION EST LIÉE À LA CAPACITÉ D'ACHAT CRÉÉE PAR LA PRODUCTION : PLUS LA PRODUCTION S'INTENSIFIE, GRÂCE À LA SCIENCE, MOINS ELLE CRÉE DE CAPACITÉ D'ACHAT.

##### **CHAPITRE V**

TOUTES LES MESURES IMAGINÉES POUR RANIMER LES ÉCHANGES NE PEUVENT, AU CONTRAIRE, QUE LES RALENTIR, CAR ELLES ACCENTUENT LA BAISSÉ DE LA CAPACITÉ D'ACHAT DES CONSOMMATEURS.

##### **CHAPITRE VI**

LES DESTRUCTIONS VOLONTAIRES DE PRODUITS ONT POUR OBJET DE PROVOQUER ARTIFICIELLEMENT LA RARETÉ ET AUGMENTER AINSI LA VALEUR INDISPENSABLE AUX ÉCHANGES.

##### **CHAPITRE VII**

DE L'ÉQUILIBRE COMPTABLE. RICHESSES FINANCIÈRES INDIVIDUELLES ET RICHESSE RÉELLE COLLECTIVE.

—

### *DEUXIEME PARTIE*

#### LES ÉCONOMISTES ET LEURS DOCTRINES DANS L'ERE DE LA RARETE.

##### **CHAPITRE VIII**

AVANT LES PHYSIOCRATES.— LES PHYSIOCRATES ET L'ORDRE NATUREL.— ADAM SMITH, PÈRE DE L'ORTHODOXIE ÉCONOMIQUE.—

MALTHUS, APÔTRE DE LA DISETTE.—LA LOI DE RICARDO SUR LA RENTE FONCIÈRE, SUR LES SALAIRES.

#### **CHAPITRE IX**

JEAN-BAPTISTE SAY PARACHÈVE L'ÉDIFICE DE L'ÉCONOMIE LIBÉRALE AUQUEL SISMONDI ADRESSE DÉJÀ DES CRITIQUES. SAINT-SIMON ET LES SAINTS-SIMONIENS.

#### **CHAPITRE X**

LES PREMIÈRES THÉORIES SOCIALISTES : FOURIER, OWEN, CABET, WILLIAM THOMPSON, PROUDHON, LOUIS BLANC, ETC... LA RÉVOLUTION DE 1848 MET FIN À CE MOUVEMENT PRÉTENDU NE REPOSER QUE SUR DES UTOPIES; LE SOCIALISME D'ÉTAT DE ROBERTUS ET DE LASSALE.

#### **CHAPITRE XI**

STUART MILL ET SES HEUREUSES CONTRADICTIONS. — BASTIAT DÉNONCE LA POLITIQUE DE LA DISETTE. — LA GRANDE CRISE MONDIALE DE 1847.

#### **CHAPITRE XII**

KARL MARX ET LE MATERIALISME HISTORIQUE.— THÉORIE DE LA PLUS-VALUE

#### **CHAPITRE XIII**

(SUITE DE LA DOCTRINE DE KARL MARX). — LOI DE LA CONCENTRATION DES CAPITAUX PAR L'EXPROPRIATION DES PETITS PROPRIÉTAIRES ET DES ARTISANS — LA LUTTE DE CLASSE — DIFFÉRENCE ENTRE LA DOCTRINE DE KARL MARX ET CELLE QUE NOUS DÉFENDONS.

#### **CHAPITRE XIV**

LE SOLIDARISME DE LÉON BOURGEOIS.— TRAHISON DE QUELQUES CLERCS. — LES « SI » ET LES « MAIS ».— ON PARLE DE CRISE ALORS QUE LA RÉVOLUTION EST EN COURS.

—

### *TROISIÈME PARTIE*

#### INTRODUCTION

#### A L'ÉCONOMIE DE L'ABONDANCE

#### **CHAPITRE XV**

LE DROIT AUX PRODUITS ET AUX SERVICES DOIT ÊTRE LIBÉRÉ DE LA CONSIDÉRATION DU TRAVAIL FOURNI, CAR LE LABEUR HUMAIN, CONJUGUÉ AVEC L'OUTILLAGE DONT ON DISPOSE, N'EST PLUS PROPORTIONNEL AU RENDEMENT. LE SURPLUS SOCIAL, FRUIT DE LA COOPÉRATION, APPARTIENT À LA COMMUNAUTÉ DONT L'ÉTAT EST LE GARANT.